

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
RESPONSABILITÉ ATTÉNUÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera présenté et soutenu le lundi 25 mai 1908 à 1 heure

PAR

A. NÉRET

Président : M. A. LE POITTEVIN
Suffragants { *MM. GARÇON, professeur.*
 { *HITIER, agrégé*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

LA

RESPONSABILITÉ ATTÉNUÉE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
RESPONSABILITÉ ATTÉNUÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera présenté et soutenu le lundi 25 mai 1908 à 4 heure

PAR

A. NÉRET



Président : M. A. LE POITTEVIN
Suffragants { MM. GARÇON, professeur.
 { . HITIER, agrégé

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA

RESPONSABILITÉ ATTÉNUÉE

INTRODUCTION

La question la plus ardue et aussi la plus controversée en science pénale est sans contredit la question de la responsabilité des criminels : elle se pose de la façon suivante : A quelles conditions et dans quelle mesure, l'individu est-il responsable de ses crimes ou de ses délits.

Ce problème, qui au premier abord ne paraît pas être très compliqué, et dont la solution serait la base de la pénalité, est cependant loin d'être résolu d'une façon définitive. Depuis longtemps, philosophes, médecins, juristes et criminalistes, discutent sur ce terrain sans parvenir à s'accorder et le débat, auquel la médecine mentale, toujours en progrès, ouvre de jour en jour par ses découvertes de nouveaux horizons, ne semble pas encore près de prendre fin.

En effet plusieurs solutions de ce problème ont été proposées et soutenues, mais elles sont différentes entre elles, aussi doit-on supposer ou bien que la bonne solution n'est pas encore trouvée, ou bien au contraire, que si elle est trouvée, sa démonstration n'est pas probante car elle est loin d'être admise à l'unanimité.

Les deux principales parmi ces solutions sont les suivantes :

D'abord la solution classique qui fait dépendre la responsabilité pénale de la responsabilité morale, c'est la doctrine qui veut qu'en présence d'un crime ou d'un délit le juge punisse en raison de la faute morale, du péché, indépendamment de toute considération d'utilité sociale. Cette responsabilité morale suppose le libre arbitre, elle consiste en ce que l'on doit imputer certains actes, avec leurs conséquences à celui qui les a commis, parce qu'il en est la cause véritable, intelligente et libre ; en un mot l'homme est responsable parce qu'il possède le libre arbitre.

Ensuite nous trouvons la solution utilitaire, dans laquelle les peines ne sont pas infligées aux criminels afin de leurs faire expier leurs crimes, mais afin de rendre ces crimes moins fréquents. Cette doctrine nie l'existence du libre arbitre et fait découler la responsabilité pénale de la responsabilité sociale, elle établit des peines dans l'espoir que leur menace empêchera de délinquer ou qu'une fois le délit commis elle corrigera le coupable.

La peine aura donc une double vertu : l'exemplarité et l'intimidation.

Ces deux solutions sont tout à fait différentes dans leurs résultats. En effet, que veut la doctrine classique ? Elle veut que la peine soit proportionnée à la gravité de la faute morale ; que l'on tienne compte dans sa fixation du plus ou moins de responsabilité de l'agent, c'est-à-dire que la peine sera plus forte pour celui qui aura commis la faute en toute liberté, et moins forte pour celui qui au moment du délit ou du crime ne possèdera pas l'intégrité de son libre arbitre. Moins le délinquant est capable de résister aux tentations et de lutter contre les impulsions mauvaises de sa nature, plus il a droit à l'indulgence du juge.

La doctrine utilitaire répond : au contraire, si l'on veut se servir de la peine pour détourner les hommes du crime, elle doit être d'autant plus forte qu'elle est moins efficace ; moins un sujet trouve en lui-même de ressources pour combattre ses mauvais instincts, plus il faudra par suite que le procédé d'intimidation soit énergique.

Ainsi donc le délinquant que la doctrine classique punira le plus légèrement sera justement celui pour lequel la doctrine utilitaire gardera toutes ses rigueurs.

Outre ces deux solutions, tout à fait opposées, du problème de la responsabilité pénale, et qui sont les deux principales, nous en trouvons d'autres qui veulent ou bien appuyer la pénalité sur des bases plus solides et

moins contestées que le libre arbitre ou le déterminisme ; ou bien qui sont éclectiques c'est-à-dire qui empruntent leurs conclusions à la fois à la doctrine classique et à la doctrine utilitaire.

Parmi celles qui abandonnent le libre arbitre ou le déterminisme comme base, les principales font dépendre la responsabilité pénale : de la liberté relative de la volonté, de la liberté de l'intelligence, de l'intimidabilité, de la normalité, et enfin de l'identité personnelle et de la similitude sociale.

Par cet aperçu des solutions proposées du problème de la responsabilité pénale, on se rend compte facilement de sa difficulté ; mais ce n'est pas tout, à ce problème déjà très délicat, est venu s'ajouter une complication inattendue : la responsabilité dite atténuée.

La notion de cette responsabilité, est très répandue, aujourd'hui, et nous voyons journellement les experts, la reconnaître chez nombre des délinquants qu'ils sont chargés d'examiner. Théoriquement elle a fait couler beaucoup d'encre et a suscité de nombreuses polémiques, au sujet de son existence même.

Pratiquement elle soulève de nombreuses protestations, occasionnées par les conséquences funestes de son application dans la pratique judiciaire.

Elle est sortie tout naturellement des travaux des aliénistes. Jadis on ne regardait comme irresponsables que les individus dont la folie était tout à fait caractérisée ; telle était la situation lors de la promulgation de

notre code pénal. L'article 64 en effet dit : « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ». Il ne fait aucune distinction, il laisse seulement au juge une certaine latitude, au moyen du mot démence, qui est très vague.

Mais déjà à cette époque on commençait à étudier les maladies mentales et bientôt les aliénistes allaient réclamer pour des catégories nouvelles d'hommes, le bénéfice de l'irresponsabilité ; ils découvrirent tellement de nouvelles maladies mentales que la distinction qui jadis paraissait si aisée à établir entre l'homme sain d'esprit et le fou, entre le responsable et l'irresponsable s'effaça presque complètement. Beaucoup de cas se présentaient où les malades sans être des aliénés, à proprement parler, étaient au moins menacés de tomber dans l'aliénation ou présentaient des symptômes analogues à ceux relevés chez les véritables aliénés. Dans d'autres cas enfin, l'individu sans avoir aucun symptôme d'aliénation mentale, était cependant un anormal physiologiquement ou psychologiquement, il avait des tares physiques héréditaires, il était dégénéré, ou bien était dépourvu complètement de sens moral, c'était un idiot, un « minus habens ».

On ne pouvait pas dire de ces individus qu'ils étaient fous, et d'autre part on ne pouvait pas les déclarer responsables, de là un grand embarras pour les médecins, qui appelés à se prononcer en justice sur de tels cas, en sont arrivés à conclure à une responsabilité atténuée,

pour sauver la tête de quelques grands criminels qu'en leur âme et conscience ils ne croyaient pas complètement responsables.

Mais cette théorie une fois admise il fallut l'appliquer à tous les délinquants, grands criminels ou simples voleurs à la tire ou à l'étalage et comme d'autre part actuellement les cas de responsabilité atténuée, sont de beaucoup supérieurs aux cas de responsabilité entière, parmi les criminels ou les délinquants, on a abouti aux conséquences désastreuses que l'on signale aujourd'hui et auxquelles on cherche de toutes parts le remède.

En effet notre code pénal s'appuie sur la responsabilité morale qui sert de base à notre système de peines. Le délinquant ou le criminel est puni dans la mesure de sa liberté morale. Il en résulte que tous les individus reconnus à responsabilité atténuée subissent une atténuation de leur peine dans la mesure où leur responsabilité est atténuée ; seulement si la peine est modérée pour plus de justice et par une sorte de proportion entre la culpabilité individuelle et la sanction pénale, c'est au détriment de la sécurité sociale, car l'auteur du crime ou du délit, ainsi remis plus tôt en liberté retrouvera plus tôt l'occasion de nuire ; occasion à laquelle il cédera d'autant plus facilement qu'il a, par définition même de la responsabilité atténuée, une moindre résistance au mal.

Or c'est là l'écueil où vient échouer la responsabilité atténuée, elle augmente et aggrave l'insécurité de la so-

ciété, par les courtes peines qui en sont la résultante, et qui aboutissent à remettre trop rapidement en liberté des individus d'autant plus dangereux qu'ils sont moins responsables.

Telles sont en résumé l'origine et les conséquences actuelles de la théorie de la responsabilité atténuée, que nous nous proposons d'étudier.

Nous diviserons cette étude en deux parties, l'une théorique l'autre pratique.

Dans la première nous passerons rapidement en revue les principales théories pénales de la responsabilité et nous verrons si elles peuvent admettre ou tenir compte de la responsabilité atténuée ; en d'autres termes, et plus exactement, nous allons rechercher si les diverses théories pénales peuvent tenir compte de ce fait, indéniable actuellement qu'il existe entre les fous et les responsables une catégorie d'anormaux et de dégénérés dont la pratique judiciaire est obligée de tenir compte.

Dans une seconde partie nous nous placerons au point de vue pratique et nous étudierons la responsabilité atténuée, d'abord dans son histoire et ensuite, dans son application telle qu'elle fonctionne aujourd'hui pratiquement devant les tribunaux. Nous verrons quels inconvénients et quels dangers elle suscite et nous rechercherons les remèdes à apporter à cette situation, dans la mesure où le permet notre législation actuelle.

CHAPITRE PREMIER

La théorie.

§ 1. — LA THÉORIE CLASSIQUE ET LA RESPONSABILITÉ ATTÉNUÉE.

Nous n'avons pas ici à étudier à fond la théorie classique et à discuter ses arguments, ni à prendre parti pour elle ou pour une autre ; nous allons simplement en esquisser les grandes lignes et voir ses rapports avec la théorie de la responsabilité atténuée.

La théorie classique pure, celle de Kant et de Leibnitz, est la suivante : La responsabilité pénale dépend de la responsabilité morale. La faute morale doit être punie indépendamment de toute considération d'utilité sociale ; la gravité de la peine doit être proportionnée à la gravité du péché.

Leibnitz, après avoir montré qu'on pouvait se servir des peines pour empêcher les hommes de mal faire ajoute : « Il y a une espèce de justice et une certaine sorte de punitions qui n'ont point pour but l'amendement ni l'exemple, ni même la réparation du mal ». Cette

justice punitive, « Dieu se l'est réservée en bien des rencontres mais il ne laisse pas de la communiquer à ceux qui ont droit de gouverner les autres et il l'exerce par leur moyen, pourvu qu'ils agissent par raison non par passion » (1). Dans ce passage Leibnitz ne parle des peines qu'incidemment ; il se demande quelle sorte de liberté supposent chez le délinquant, d'une part les peines correctives d'autre part les peines vindicatives. Enfin s'il affirme la légitimité des peines vindicatives, il ne demande pas formellement comme Kant, que toute considération d'utilité sociale soit écartée du système pénal.

Kant, au contraire, est beaucoup plus absolu que Leibnitz.

Pour lui, la Société n'aurait pas le droit d'infliger des peines aux criminels si ces peines n'avaient d'autre fondement que l'utilité. « La peine juridique, dit Kant dans ses *Principes métaphysiques du droit*, ne peut jamais être décernée comme un simple moyen de procurer un autre bien, même au profit du coupable ou de la Société dont il fait partie, mais elle doit toujours être décernée contre le coupable par la seule raison qu'il a délinqué ; car jamais un homme ne peut être pris pour instrument des desseins d'un autre homme. Le malfaiteur doit être jugé punissable avant qu'on ait pensé à retirer de sa peine quelque utilité pour lui ou pour ses conci-

(1) *Théodicée*, § 73.

toyens (2). » L'expiation est donc pour lui la seule justification de la peine; et d'autre part, cette expiation est nécessaire : « Si la société civile se dissolvait du consentement de tous ses membres, comme si un peuple habitant dans une île, se décidait à la quitter et à se disperser, le dernier meurtrier détenu dans une prison devrait être mis à mort avant la dissolution de la société, afin que chacun portât la peine de son crime, et que le crime d'homicide ne retombât pas sur le peuple qui négligerait d'infliger cette peine ; parce qu'alors il pourrait être considéré comme complice de cette violation de la justice (2). »

Kant, pose aussi la question suivante : un criminel a mérité la mort. Il se prête à des expériences scientifiques ou médicales, utiles pour la société mais très dangereuses pour lui. Les expériences faites, il a la chance d'en sortir sain et sauf ; doit-on lui conserver la vie. Non, dit Kant, « un tribunal rejetterait avec mépris un collège médical qui donnerait un semblable conseil, car la justice cesse d'être dès qu'elle se donne pour un prix quelconque. »

Telle est la doctrine classique telle que Kant nous la présente : Pour lui la responsabilité ne saurait exister que chez celui qui a agi librement et elle ne saurait exister en outre que s'il est vrai qu'il faille à la loi morale une sanction.

(2) Principes métaphysiques du droit dans les observations qui suivent, le § 49 E 1.

Il ne se trouverait personne aujourd'hui pour soutenir cette théorie de Kant mais son influence s'est fait sentir jusqu'à nos jours dans toutes les transformations que la théorie classique a subies.

Le libre arbitre, base de la responsabilité pour Kant est encore actuellement la base du système classique, ou plutôt de ce qui reste du système classique. Quant à la sanction qui réclame la loi morale, c'est du dogmatisme religieux, complètement abandonné aujourd'hui.

Ce fut l'idée d'exemplarité : la peine du coupable devant servir à effrayer ceux qui seraient tentés de l'imiter, qui vint servir de fondement au droit de punir.

Mais, de quel droit va-t-on appliquer au délinquant cette mesure de prévention collective. Ce furent les idées de Rousseau et sa théorie du contrat social qui donnèrent la réponse : Le droit de punir est un droit que l'Etat tient par voie de contrat et qu'il ne peut exercer que dans les limites du contrat présumé. « Ces limites, c'est avant tout, l'égalité de la peine. Chacun abandonne éventuellement son droit à la liberté, mais à condition que tous en fassent autant. La peine est donc forcément l'application de cette volonté générale dont parle Rousseau qui ressort de ces abandons individuels faits par chacun des citoyens ; donc elle ne peut être que l'expression de la loi. »

Et alors, on aboutit à ce résultat : la peine doit être

(1) SALEILLES. *L'Individualisation de la peine*, p. 51.

un forfait fixé d'avance et invariable : tant pour chaque crime, tant pour chaque délit.

Tel fut le système pénal du droit de la Révolution. Dans le Code pénal de 1791 les peines sont fixées par la loi, sans que le juge ait le moindre pouvoir de mesurer la peine au délit, il ne pouvait tenir compte ni des circonstances du fait ni des antécédents. Tous ceux qui avaient commis le même crime étaient mis sur la même ligne, ils étaient supposés tous également responsables, tous également libres. Cela correspondait aux idées traditionnelles sur le libre arbitre. Si la liberté est le pouvoir, en face d'un acte quelconque, de se décider par une sorte d'élection souveraine, indépendamment de toute autre impulsion intérieure : il ne peut y avoir de demi-liberté. Ce qui fait varier la responsabilité ce n'est donc pas le degré de liberté, c'est la gravité de l'acte à accomplir.

Cette théorie classique de la Révolution a été un peu atténuée dans le Code pénal de 1810. Les principes essentiels n'ont pas été changés les peines sont bien fixées par la loi, mais elles se meuvent, sauf bien entendu les peines perpétuelles, entre un maximum et un minimum. C'est le seul changement apporté. Le libre arbitre reste toujours la base de la responsabilité et on n'admet pas qu'il ait des degrés. Cette élasticité des peines était simplement motivée par ce fait que les circonstances matérielles du crime ou du délit ne sont jamais les mêmes et que la loi ne peut pas les prévoir.

Ce système pénal de 1810, avait un grave défaut : celui de croire à une égale liberté pour chaque homme devant un acte déterminé. Les hommes de science, philosophes, médecins et légistes, ne pouvaient plus accepter cette conception vieillie d'un libre arbitre égal pour tous, et ainsi se forma un système éclectique qui a inspiré la réforme de notre Code pénal en 1832 et la rédaction des codes étrangers actuels. Ce système combine entre elles en les tempérant l'une par l'autre, les deux idées, d'utilité sociale et de justice. La loi peut et doit punir certains actes, lorsque et parce que cela est nécessaire pour assurer le fonctionnement régulier des institutions de la Société ; la menace et l'application de la peine devant empêcher de commettre ou de répéter ces actes. Mais la loi ne peut et ne doit punir que si cela est conforme à la justice et dans les limites de cette justice. La peine est contenue dans une double limite pas plus qu'il n'est nécessaire, et pas plus qu'il n'est juste.

La culpabilité ne peut exister chez l'auteur d'un délit qu'à une double condition : qu'il ait l'intelligence et le discernement de ses actes qu'il jouisse de son libre arbitre. Sa responsabilité pénale est la conséquence de sa responsabilité morale. S'il n'a pas été libre dans sa détermination, s'il a obéi à une impulsion contre laquelle il n'a pu réagir, s'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister, il n'y a ni crime ni délit de sa part ; il ne peut être déclaré responsable, ni coupable, il ne peut être puni. On peut prendre à son égard cer-

taines mesures de précaution, s'il est aliéné et dangereux, mais ces mesures ne peuvent être considérées comme des peines, parce qu'elles s'adressent à un individu irresponsable, malade, et qu'elles tendent non à le punir mais à l'empêcher de nuire.

Si la liberté morale, sans être entièrement supprimée a été simplement diminuée, si elle a été partielle, la responsabilité sera diminuée et atténuée dans la même proportion.

Nous en arrivons ainsi à notre théorie de la responsabilité atténuée qui, on le voit, est admise dans la théorie classique.

Pour comprendre les raisons qui l'ont fait admettre, et pour juger si ces raisons sont suffisantes, il nous faut étudier la question du libre arbitre et voir si ce dernier, en supposant qu'on l'admette, comporte des degrés.

Il n'est pas en philosophie de question plus controversée que le problème du déterminisme et du libre arbitre. En effet il n'y a pas moins de cinq solutions proposées.

Les deux opinions extrêmes admettent l'une le déterminisme, l'autre la liberté ; une troisième opinion nie à la fois la nécessité et la liberté en disant : il n'y a rien de libre, rien non plus qui soit nécessaire ; une quatrième opinion, affirme à la fois la croyance à la nécessité et à la liberté, en déclarant insoluble le problème de leur conciliation. Enfin dans la dernière opinion on

tente de concilier ces deux doctrines si différentes, on montre que le bien domine le monde, que tout agit librement et cependant avec raison ; on dit quelque chose est libre, quelque chose est nécessaire et ce qui est nécessaire ne saurait contredire ce qui est libre puisque la nécessité n'exprime que le rapport abstrait entre des êtres dont la cause première a pour essence une liberté.

On voit par ces quelques indications quelle est la difficulté du problème, aussi allons-nous nous borner à examiner ce qu'on entend exactement par libre arbitre, puisque la théorie classique de la responsabilité suppose son existence, et à voir comment on admit que ce libre arbitre comportait des degrés, ce qui nous ramènera à notre sujet : la responsabilité atténuée.

Par le moyen de nos nerfs sensitifs nous sommes en continuelle communication avec le monde extérieur, chaque excitation de ces nerfs transmise par eux au cerveau correspond dans notre conscience à une sensation ; cette sensation dure plus ou moins longtemps, puis perd de sa force et devient ce que l'on appelle une image puis des sensations nouvelles chassent ces images et ainsi de suite.

Ces images ne sont cependant pas perdues pour la conscience : elles peuvent reparaitre, même lorsqu'elles n'ont eu qu'une existence faible et passagère. On en cite comme exemple le cas d'une jeune fille de vingt-cinq ans très ignorante, et ne sachant même pas lire, qui,

tombée malade, récitait dans son délire d'assez longs morceaux de latin, de grec et d'hébreu. On en écrivit quelques-uns pendant qu'elle les récitait et on alla aux informations ; on apprit qu'à l'âge de neuf ans elle avait été recueillie par son oncle, pasteur fort savant, qui se promenait d'ordinaire après son dîner en répétant à haute voix ses morceaux favoris d'hébreu et de grec. On consulta ses livres et on retrouva mot pour mot plusieurs des morceaux récités par la malade sans les comprendre.

Donc il en résulte que rien de ce qui a été donné à la conscience n'est perdu pour elle, et aucune sensation n'occupe isolément le champ de la conscience, c'est par groupes que les sensations nous arrivent et qu'elles se conservent.

Il est très facile de s'expliquer que ces sensations disparues peuvent réapparaître à chaque instant, nous éprouvons des sensations qui ont fait partie des groupes antérieurs disparus. Ces sensations fortes réveillent les images faibles qui leur ont été autrefois liées, et le groupe disparu tend à se reformer tout entier : donc ces groupes de mouvements extérieurs qui produisent les sensations fortes donnent naissance à des idées et ces idées vont donner naissance à des mouvements ; d'effet qu'il était, l'état de conscience va devenir cause. En effet tout état de conscience représentatif : vision, odeur, saveur, son ou tact, est lié à un mouvement musculaire, car aucun sens ne s'exerce sans que des muscles entrent en jeu ; par conséquent dès qu'une image est rappelée

par association les images musculaires qui lui sont liées, doivent revenir avec elle.

En un mot quand une image réapparaît dans la conscience, c'est avec toutes les conditions physiologiques qui lui ont donné naissance ; or parmi ces conditions physiologiques se trouvent les mouvements effectifs du muscle dont l'image donne naissance à des contractions musculaires.

L'image a donc une puissance motrice, et la preuve expérimentale en est fournie par le visage et l'attitude des spectateurs d'un théâtre ou d'un cirque. Il faut voir comment certains accompagnent de la tête ou du pied le rythme d'un morceau de musique entraînant ; et l'on peut suivre sur la figure d'un autre tous les efforts que fait l'acrobate pour réussir son tour de force.

De ce fait bien établi on a tiré cette loi psychologique que toute idée tend à sa réalisation.

Cette tendance suit les mêmes variations que l'idée : elle est forte ou faible selon que l'idée est elle-même forte ou faible ; très faible et confuse cette tendance est à peine perçue par la conscience ; plus forte, mais vague encore, elle apparaît par instants avec plus de netteté et produit ce qu'on appelle les vellétés ; plus forte encore, elle reçoit le nom de désir. Le désir n'est ainsi à son origine que la conscience que nous avons de la puissance motrice de nos idées : il est comme l'idée elle-même, non pas une cause mais un effet.

Ainsi donc, toute idée isolée se réaliserait infaillible-

ment. Si aucune autre idée ne venait la combattre par des tendances contraires. C'est ce qui explique la facilité avec laquelle sont reçues les impulsions suggestives par les enfants, les ignorants, les passionnés, les hypnotiques.

Mais dans la vie ordinaire nous avons toujours un grand nombre d'idées en cours de représentation ; ces idées apportent avec elles des tendances contraires les unes aux autres, et il en résulte un état d'équilibre dans les membres qui produit un repos extérieur du corps.

Ce mécanisme psychique compliqué que nous venons d'examiner, et qui produit ou tend à produire des actes extérieurs, forme la presque totalité des éléments qui composent la volonté.

Avant d'étudier plus complètement la volonté, il faut nous arrêter sur ce phénomène d'équilibre ou d'arrêt dans la conscience qui est un élément essentiel, et aussi mal défini de la volonté.

Sans cette puissance d'arrêt, l'activité volontaire serait simplement « un moment dans cette évolution ascendante qui va du réflexe simple, dont la tendance au mouvement est irrésistible, à l'idée abstraite où la tendance à l'acte est à son minimum... elle pourrait être définie un acte conscient plus ou moins délibéré en vue d'une fin simple ou complexe, proche ou lointaine... elle serait simplement un « laisser faire » (1).

(1) RIBOT. *Les maladies de la volonté*, Introduction 2, p. 12 et 13.

La difficulté est de chercher pourquoi, contrairement à la loi qui veut que tout état de conscience se transforme en mouvement, certains états de conscience, au contraire, ne se transforment pas.

La physiologie est pleine d'indécisions sur ce point.

Les uns ont admis la présence dans le cerveau de centres d'arrêt en se basant sur ce fait que l'excitabilité réflexe de la moelle augmente quand elle est soustraite à l'action du cerveau, fait prouvé par des expériences faites sur des animaux décapités.

D'autres admettent dans les lobes frontaux l'existence de centres modérateurs qui seraient le facteur essentiel de l'attention.

D'autres enfin admettent simplement que l'arrêt vient de deux tendances contraires qui s'entravent ou s'annihilent.

Nous voyons l'indécision qui règne sur la manière d'expliquer le mécanisme physiologique de l'arrêt volontaire, passons maintenant à l'état de conscience qui l'accompagne.

« D'abord, il y a des cas où l'arrêt n'a pas besoin
« d'être expliqué, ceux où l'incitation volontaire cesse
« d'elle-même : quand nous jetons de côté, par exemple, un livre décidément ennuyeux.

« D'autres cas paraissent s'expliquer par une des hypothèses précitées. Nous arrêtons volontairement le
« rire, le baillement, la toux, certains mouvements pas-

« sionnés, en mettant en action, à ce qu'il semble, les
« muscles antagonistes.

« Pour les cas où l'on ignore comment l'arrêt se pro-
« duit, où le mécanisme physiologique reste inconnu,
« la psychologie pure nous apprend encore quelque
« chose. Prenons l'exemple le plus banal : un accès de
« colère arrêté par la volonté. Pour ne pas nous exagé-
« rer le pouvoir volontaire, remarquons d'abord que
« cet arrêt est loin d'être la règle..... Il faut, pour que
« l'arrêt se produise, une première condition : le
« temps. Si l'incitation est si violente qu'elle passe aus-
« sitôt à l'acte, tout est fini ; quelque sottise qui s'en-
« suive, il est trop tard. Si la condition de temps est
« remplie, si l'état de conscience suscite des états anta-
« gonistes, s'ils sont suffisamment stables, l'arrêt a
« lieu. Le nouvel état de conscience tend à supprimer
« l'autre, et en affaiblissant la cause enraye les effets...
« L'état de conscience primitif : la colère, a évoqué des
« états antagonistes qui varient nécessairement d'un
« homme à un autre : idée du devoir, crainte de Dieu,
« de l'opinion, des lois, des conséquences funestes, etc.
« Il s'est produit par là un deuxième centre d'action,
« c'est-à-dire, en termes physiologiques, une dérivation
« de l'afflux nerveux, un appauvrissement du premier
« état au profit du second. Cette dérivation est-elle suf-
« fisante pour rétablir l'équilibre ? L'événement seul
« donne la réponse (1). »

(1) RIBOT. *Les maladies de la volonté*, Introduction 2.

Les états antagonistes, dit M. Ribot, varient d'un homme à un autre : En effet, ils dépendent du caractère et de l'éducation ; nous avons vu que dans la vie normale beaucoup de tendances luttent entre elles, se combinent ou s'excluent ; à proportion que chacune de ces tendances s'est réalisée plus souvent, elle prend une force plus grande en vertu des lois de l'habitude. Il se dégage ainsi peu à peu, une direction générale de l'être, une manière à peu près stable de se conduire dans les circonstances ordinaires de la vie, qui constituent un caractère, et ce caractère une fois formé, il est difficile qu'une tendance opposée puisse s'y introduire.

Quant à l'éducation, elle agit de la façon suivante : un enfant se met en colère ; on arrête cette colère par des menaces et des réprimandes, c'est-à-dire par la production d'un nouvel état de conscience propre à paralyser l'action ; l'arrêt une fois produit, une association tend à s'établir entre les deux états ; le premier éveille le second, son correctif, et, par l'habitude, l'arrêt devient de plus en plus facile et rapide. Chez une personne maîtresse d'elle-même, l'arrêt se produit avec une grande sûreté.

Tel est, en résumé, le mécanisme de cette puissance d'arrêt qui caractérise la volonté. Ainsi, chaque tendance est déterminée, tend à un acte, et un seul ; si deux tendances contraires et de même force se succèdent d'assez près, chacune d'elle empêche la réalisation de l'autre, et il en résulte des mouvements ébauchés qui

trahissent et caractérisent l'indécision. Enfin l'une des tendances l'emporte, et elle se réalise, et, en somme, la volition n'est que le mouvement dernier, la tendance qui se réalise en dernier lieu.

« La volition, dit M. Ribot, est un état de conscience
« final qui résulte de la coordination plus ou moins com-
« plexe d'un groupe d'états, conscients, subconscients
« ou inconscients (purement physiologiques), qui, tous
« réunis, se traduisent par une action ou un arrêt. La
« coordination a pour facteur principal le caractère qui
« n'est que l'expression psychique d'un organisme in-
« dividuel. C'est le caractère qui donne à la coordina-
« tion son unité... L'acte par lequel cette coordination
« se fait et s'affirme, est le choix fondé sur une affinité
« de nature.

« La volition, que les psychologues intérieurs ont si
« souvent observée, analysée, commentée, n'est donc
« pour nous qu'un simple état de conscience. Elle n'est
« qu'un effet de ce travail psychophysiologique tant de
« fois décrit, dont une partie seulement entre dans la
« conscience sous la forme d'une délibération. *De plus*
« *elle n'est la cause de rien.* Les actes et mouvements
« qui la suivent, résultent directement des tendances,
« sentiments, images et idées qui ont abouti à se coor-
« donner sous la forme d'un choix. C'est de ce groupe
« que vient toute l'efficacité. En d'autres termes, et
« pour ne laisser aucune équivoque, le travail psycho-
« physiologique de la délibération aboutit, d'une part

« à un état de conscience, la volition, d'autre part à un
« ensemble de mouvements ou d'arrêts. Le : « je veux »
« constate une situation, mais ne la constitue pas. Je
« le comparerais au verdict d'un jury qui peut être le
« résultat d'une instruction criminelle très longue, de
« débats très passionnés, qui sera suivi de conséquences
« graves s'étendant sur un long avenir, mais qui est un
« effet sans être une cause, n'étant en droit qu'une sim-
« ple constatation (1). »

Donc, d'après M. Ribot, la lutte des désirs constitue les hésitations de l'agent, le désir qui l'emporte est le plus fort, ce plus fort et dernier désir est la volonté. On doit se demander si la volonté humaine tout entière se réduit véritablement à ce mécanisme, si, au contraire, il n'y a pas quelque chose de supérieur, quelque chose dans la conscience qui dépasse les images et les tendances motrices.

En effet, dans ce mécanisme de la volonté, il n'y a pas place pour la liberté, et admettre simplement ces conclusions, c'est refuser de croire au libre arbitre, et supposer avec Spinoza que la conscience que nous avons du libre arbitre n'est que l'ignorance des motifs qui nous font agir.

C'est pourquoi les partisans du libre arbitre voient dans la volonté autre chose que ce simple mécanisme.

« Nous n'hésitons pas à dire, écrit M. Fonsegrive,

(1) RIBOT, *Les maladies de la volonté*. Conclusion, p. 178.

« que nous adoptons ces conclusions (celles de M. Ri-
« bot), et que nous les prenons à notre compte. Nous
« nous contenterons seulement d'y apporter une res-
« triction. Il est vrai qu'elle est importante. Là où la
« psychologie empirique ancienne ou nouvelle dit : tou-
« jours, nous nous contentons de dire : la plupart du
« temps. Cette restriction, à elle seule suffit, en effet,
« à sauver la liberté. Nous admettons donc la puissance
« des tendances et des désirs, toutes ces lois fort justes
« de la composition des désirs et des tendances, tout ce
« mécanisme de la volonté ; nous admettons même que,
« souvent, très souvent, la plupart du temps, ce que nous
« appelons volonté n'est autre chose que le résultat du con-
« flit de ces tendances ; nous nous demandons seule-
« ment si cela est vrai toujours. Peut-être que ce mé-
« canisme si délicat et si compliqué n'est dans certains
« cas qu'un instrument aux mains d'une puissance plus
« haute, qui serait proprement nôtre, et vraiment libre,
« qui dominerait ce mécanisme, puisqu'elle s'en servi-
« rait et le conduirait à ses fins. Cette cause plus haute
« mériterait alors qu'on lui réservât le titre de volonté.
« Le mécanisme des tendances ne serait qu'un maté-
« riel que la volonté mettrait en œuvre (1). »

C'est ce quelque chose de supérieur, et qui constitue la liberté, que nous allons essayer de rechercher (et d'examiner, et cela fait, nous aurons à nous demander

(1) FONSEGRIVE. *Essai sur le libre arbitre*, p. 408.

si ce libre arbitre, enfin défini, est susceptible de comporter des degrés.

La question qui se pose tout d'abord est celle de l'origine des idées : Les idées sont-elles données de toutes pièces à la conscience individuelle, ou bien, au contraire, chaque conscience contribue-t-elle en quelque chose à les former ; en d'autres termes : Les idées d'une intelligence humaine adulte peuvent-elles s'expliquer uniquement par les apports tout extérieurs de l'imagination et des sens ?

Nous avons vu comment les sensations se transformaient en images dans la conscience ; mais certaines sensations se présentent fréquemment à nos sens et sont à peu de chose près semblables les unes aux autres ; les images successives laissées par ces sensations se déforment entre elles, les éléments semblables se renforcent, et ceux dissemblables s'effacent, de sorte, qu'à la fin, une seule image représente un grand nombre de sensations : c'est une image générale, et ces images générales forment le fond de l'intelligence humaine.

Nous avons maintenant à nous demander si les idées vraiment générales ne sont simplement que des images générales, ou si, au contraire, nous avons des idées qui sont indépendantes des images.

Prenons, par exemple, les idées générales de couleur et de son, il est évident que ces idées ont une valeur indépendante des différentes couleurs ou des différents sons, et même tellement indépendante, qu'aucune sen-

sation déterminée de couleur ou de son ne peut représenter ce que nous entendons par le mot son ou le mot couleur.

L'idée peut donc avoir plus d'extension que l'image ; il arrive un moment où l'image devient impuissante à soutenir l'idée, où elle lui nuit plutôt qu'elle ne sert, parce que, par exemple, toute image colorée, par le fait même qu'elle est verte ou rouge, est impropre à représenter les autres. Donc l'image de vert ou de rouge, non seulement est indépendante de l'idée générale de couleur, mais encore ne ferait que l'obscurcir et la dénaturer.

Ces idées générales dont nous venons de voir la formation peuvent devenir universelles, mais la représentation de l'universel ne peut se former que s'il y a dans l'esprit une activité propre, car, en effet, si comme nous venons de le voir, les images sont impuissantes à former des idées générales, à plus forte raison le sont-elles pour former des idées universelles : « L'esprit individuel entre donc comme facteur dans la formation des idées universelles. Or, s'il est reconnu par l'école empirique elle-même que toute idée est un facteur du caractère, il faudra donc que cette école reconnaisse encore que chaque esprit individuel étant facteur des idées universelles qu'il possède, est aussi un facteur de son propre caractère. Il y a, par suite, dans le caractère de tout homme, quelque chose qui vient véritablement de lui. Et ainsi ce qui est en nous de plus nôtre, c'est ce

qui sert à former nos idées universelles, c'est-à-dire l'activité de notre raison (1). »

Parmi ces représentations universelles, il y en a qui ont plus ou moins d'influence sur les décisions, d'autres, au contraire, qui en ont beaucoup, et parmi celles-ci, la plus importante est la représentation et l'idée du bien : c'est ce conflit qui constitue le matériel complet de la volonté. Il est très important de ne pas confondre les actes qui suivent automatiquement le cours de nos représentations et les actes qui ne suivent nos représentations qu'après que l'esprit a réfléchi sur leurs conséquences. Ce sont ces derniers seuls qui nous appartiennent et que nous appelons volontaires. En eux seuls se trouve le libre arbitre.

Empruntons des exemples à M. Fonsegrive pour bien comprendre la distinction des actes volontaires et de ceux qui ne le sont pas. « Je dois aller à deux endroits
« différents, je lis un journal en marchant ; arrivé à
« la bifurcation, je prends machinalement une direction,
« puis je reviens sur mes pas et prends l'autre direc-
« tion, je retourne en sens inverse, et enfin je reviens
« du côté opposé. Aux yeux du spectateur, j'ai paru
« peut-être délibérer, en réalité, je n'en ai rien fait, j'ai
« à chaque fois obéi automatiquement à mes représen-
« tations. La volition n'a véritablement existé que lors-
« que je me suis décidé en dernier lieu, et ce n'est plus

(1) FONSEGRIVE. *Essai sur le libre arbitre*, p. 414.

« en marchant que je l'ai prise, mais au contraire en
« m'arrêtant un instant pour réfléchir. Il arrive même
« que nous accomplissons des actions assez compliquées
« sans les avoir réellement voulues. On m'avertit qu'une
« personne m'attend ; je me lève, je range des papiers,
« j'ouvre et ferme des portes, je vais au salon, je m'as-
« sied, sans avoir seulement pensé que je pouvais faire
« éconduire le visiteur. J'ai agi, il semble à tout le
« monde que j'ai voulu : l'ai-je fait vraiment ? M. Gal-
« ton a remarqué combien étaient rares les véritables
« actes de volition (moins de un par jour pendant un
« été passé à la campagne) (1). »

Nous voyons, d'après cela, quelle différence il y a entre l'hésitation et la délibération : hésiter, c'est subir passivement des impulsions motrices ; délibérer, au contraire, c'est soumettre les impulsions à un jugement préalable de leur valeur et de leurs résultats, et l'acte qui en résultera sera un acte vraiment volontaire et qu'on pourra appeler libre.

Ceci dit, revenons à notre idée du bien universel que nous avons laissée de côté ; cette idée s'oppose à celle du bien égoïste et particulier, au plaisir et à l'intérêt, et nous trouvons alors face à face le bien sensible : le plaisir, et le bien intelligible : le devoir. La passion entre en lutte avec la raison, c'est alors qu'intervient le jugement décisif et qu'on prend parti pour l'un ou pour

(1) FONSEGRIVE. *Essai sur le libre arbitre*, p. 423.

l'autre. Nous sentons alors très bien que c'est notre décision qui amène la réalisation d'une des deux tendances ou d'un des deux partis en présence. Mais cette décision volontaire quand elle nous fait agir, n'agit pas directement sur les muscles, elle supprime simplement une des deux tendances en présence, et alors l'autre ayant le champ libre se réalise sans entraves.

Ainsi donc le désir sensible est la matière première de la volonté, mais à l'occasion de ce bien sensible, l'âme par la raison a conçu un bien intelligible infiniment supérieur, la combinaison du bien sensible et du bien intelligible constitue une indétermination qui fournit un matériel complet à la volonté ; c'est l'acte de l'âme rompant l'indétermination qui constitue le formel de la volonté : le libre arbitre.

Le libre arbitre étant ainsi déterminé, il nous reste à examiner s'il comporte des degrés. Nous supposons donc le libre arbitre admis sans entrer dans le détail des preuves et des arguments donnés pour prouver ou nier son existence, car cela nous entraînerait trop loin de notre sujet.

Cette question des degrés de la liberté est une question très délicate, aussi doit-elle être posée d'une façon claire pour pouvoir être élucidée. Si on pose simplement cette question : y a-t-il des degrés dans la liberté, nous trouvons des réponses très controversées, car la question est confuse et peut être prise dans différents sens.

Si on comprend, en effet, la question de la façon suivante : Le libre arbitre peut-il être plus ou moins libre ? La réponse se trouve dans la question même. Une action est libre ou déterminée, si elle est déterminée elle n'est pas libre, et *vice versa* : dans son essence propre, le libre arbitre ne comporte pas de degrés.

Si on se demande au contraire : Les actes de l'homme peuvent-ils être plus ou moins libres, autrement dit, un acte dépendant du libre arbitre peut-il en dépendre d'une façon plus ou moins directe ou éloignée ? Il est certain que l'on peut répondre par l'affirmative, car il est évident que les actions de l'homme ivre sont moins libres que celles de l'homme qui n'a pas bu, car elles ne sont plus sous la dépendance directe du libre arbitre et ne dépendent de lui que d'une façon éloignée.

Enfin, on peut comprendre la question de la façon suivante : L'homme peut-il faire un plus ou moins grand nombre d'actes de liberté ? Plus il en pourra faire, plus il sera libre, moins il pourra en faire, moins il sera libre. En général, c'est dans ce sens qu'on comprend la question quand on parle de la liberté humaine, et il est certain qu'ainsi envisagée, la liberté de l'homme a un grand nombre de degrés. Et ces degrés de la liberté, cette atténuation du libre arbitre, sont causés par les habitudes et les passions.

« Les premières épargnent à l'esprit la fatigue de
« l'évaluation des motifs, et, par là, de la décision en
« substituant des séries mécaniques d'actions aux déli-

« bérations de la volonté ; les secondes tendent à ren-
« forcer à tel point leurs images principales qu'aucune
« autre image ne peut trouver place en même temps
« dans le champ de la conscience ; ainsi la raison ne
« peut plus comparer ni l'âme choisir. L'habitude tend
« à nous réduire à un mécanisme matériel, la passion
« à un mécanisme mental (1). »

Ainsi l'habitude et la passion s'unissent pour affaiblir le libre arbitre. Plus l'homme évitera de se soumettre à l'habitude et à la passion, plus il saura se conserver libre, plus il approchera de la liberté, mais avant d'en arriver là, il aura passé par des étapes différentes où sa liberté aura été plus ou moins atténuée.

En résumé : La liberté humaine étant supposée exister est donc théoriquement susceptible de degrés ; il en résulte que la responsabilité morale découlant du libre arbitre, suivra les changements de ce dernier et comportera des degrés, et enfin notre responsabilité pénale qui en est la résultante pour la théorie classique, sera par suite susceptible d'atténuation quand la liberté du coupable n'aura pas été entière.

Nous en arrivons ainsi tout naturellement à notre théorie de la responsabilité atténuée, et nous voyons qu'elle peut être admise dans la théorie classique de la responsabilité.

La conséquence de cette théorie, c'est que si la res-

(1) FONSEGRIVE. *Essai sur le libre arbitre*, p. 456.

pensabilité morale est susceptible d'atténuation, la responsabilité pénale qui en découle sera atténuée dans la même mesure. Il faudra donc diminuer la peine, d'autant plus que la responsabilité sera plus atténuée.

Malheureusement cette conséquence très logique et très juste de la théorie de la responsabilité atténuée aboutit actuellement à des résultats pratiques désastreux. Les courtes peines ainsi prononcées sont la cause d'une augmentation de criminalité et surtout d'une augmentation des cas de récidive ; car elles aboutissent à relâcher, après un court emprisonnement des individus qui sont d'autant plus dangereux qu'ils sont moins responsables.

Aussi demande-t-on, à l'heure actuelle, la création d'asiles spéciaux, mi-asiles, mi-prisons, où les individus déclarés à responsabilité atténuée, seraient à la fois punis et traités.

Telles sont les conséquences de cette théorie de la responsabilité atténuée ; telles qu'elles résultent de la théorie classique.

Nous allons maintenant résumer rapidement la théorie utilitaire et voir si elle peut admettre aussi la responsabilité atténuée.

§ 2. — LA THÉORIE UTILITAIRE.

La théorie utilitaire est celle qui base la responsabilité pénale sur la responsabilité sociale, en abandon

nant l'hypothèse du libre arbitre et la liberté morale.

Le libre arbitre n'existe pas pour les utilitaires et la croyance à notre liberté n'est qu'une illusion provenant de l'ignorance des diverses causes qui nous déterminent et du processus mécanique de l'acte volontaire.

En réalité, nous obéissons au motif le plus fort ; la volonté est une résultante ; elle n'a aucune influence ni sur les motifs ni sur la délibération, au contraire, elle en dépend. La volonté est soumise aux influences naturelles d'ordre non seulement moral et psychologique, mais purement physique et ne peut s'y soustraire.

La personnalité physique et psychique de l'homme, c'est-à-dire son tempérament et son caractère sont essentiellement déterminés par l'hérédité et ensuite se développent et se modifient suivant le milieu ; cette personnalité une fois établie, persiste comme déterminant plus ou moins conscient mais en tout cas constant et nécessaire de la conduite individuelle.

Cette soumission de la volonté aux influences naturelles est démontrée par la physiologie et la psychopathologie de la façon suivante :

Tout le monde sait que notre cerveau est formé de deux parties : d'abord la surface, toute plissée de circonvolutions, est faite de substance grise et forme ce que l'on appelle l'écorce cérébrale, tandis que l'intérieur est formé de substance blanche striée de fibres qui, groupées en faisceaux dans la moelle épinière, rayonnent vers l'écorce. Cette écorce est formée de cellules

qu'en raison de leur forme on appelle pyramidales et qui sont munies de prolongements disposés suivant un ordre constant.

Parmi ces prolongements, il y en a deux principaux: l'un, sensitif; l'autre, moteur: en effet, si l'on suit le trajet d'une des fibres qui constituent la substance blanche, nous la voyons partir d'une des surfaces sensibles de notre organisme, l'oreille, par exemple, gagner la moelle épinière, pénétrer dans la substance blanche du cerveau, aboutir à l'écorce et se terminer au contact du prolongement sensitif d'une cellule pyramidale; de cette cellule repart par le prolongement moteur une autre fibre, qui traverse la substance blanche, regagne la moelle épinière et aboutit au muscle qui agit.

La cellule nerveuse ainsi décrite suffit à montrer le mécanisme de nos actes réflexes, c'est-à-dire prompts et irréfléchis, mais n'explique pas les actes plus complexes d'association des idées.

Mais nous voyons à l'examen que la cellule nerveuse n'a pas que son prolongement sensitif et son tube nerveux moteur; elle possède deux prolongements latéraux dont le rôle est de prendre contact avec les prolongements latéraux des cellules voisines; mais ce contact n'est pas continu et ne se produit que d'une manière intermittente. On est scientifiquement certain de cette intermittence, de cette interruption momentanée, de courant nerveux d'un neurone à un autre, et on l'explique en supposant que la cellule cérébrale a le pouvoir d'é-

riger ses tentacules dans les moments d'activité vitale, de les pousser jusqu'au contact des tentacules d'une voisine, ou, au contraire, de les rétracter légèrement, aux heures de fatigue ou de repos ; ou bien on suppose que s'il n'y a pas véritablement rétractation des prolongements de la cellule pyramidale, il y a au moins mauvaise conduction du courant nerveux. (*Théorie récente de Golgi*).

Et c'est ainsi que s'explique le mécanisme de l'association des idées. « Supposons, dit Maurice de Fleury (1), le cerveau d'un homme sain, vigoureux, équilibré, normal. Une sensation vient à lui, toujours accompagnée de mouvement, de tendance à l'acte. Par exemple, une somme importante est là qu'il peut s'approprier d'un geste. Mais la vibration nerveuse sensitive se transmettant par les collatérales, va se propageant de neurone en neurone, éveillant au passage des représentations mentales anciennes, qui ressuscitent, entrent en scène, viennent en comparaison.

« Désormais, l'image de la proie désirable n'est plus seule sur le théâtre de la conscience ; voici que se présentent pour lutter et la vaincre l'idée calmante du gendarme, celle d'un Dieu vengeur, voire des sentiments plus délicats encore, s'il s'agit d'une âme affrénée. La délibération s'établit ; le bien s'il est plus fort triomphera du mal. Il en triomphera si vite chez

(1) MAURICE DE FLEURY. *L'âme du criminel*, p. 11.

« un être tout à fait sain et dès longtemps accoutumé à
« détester le vol, qu'il ne prendra même pas conscience
« de cette délibération.

« Mais s'il s'agit d'un cerveau épuisé, dont les neu-
« rones ont perdu leur souplesse de mouvements par
« inertie habituelle et dont l'activité vitale est viciée par
« une maladie héritée ou acquise, comment la compa-
« raison se ferait-elle entre l'image tentatrice et les ima-
« ges susceptibles de lui servir de frein ? A l'appel sen-
« sitif, les collatérales paralysées ne peuvent pas étendre
« leurs tentacules au contact des collatérales prochai-
« nes ; l'onde nerveuse ne diffuse pas ; les notions sa-
« lutaires déposées dans l'esprit par l'éducation n'en-
« treront pas en lutte avec l'impulsion. Songez que la
« sensation est une force, une énergie qui tend à s'ac-
« complir, à devenir acte ; puisque rien ne l'entrave,
« elle s'accomplit donc. L'argent est là, promettant
« mille joies ; leur représentation mentale toute seule
« occupe le champ de la conscience ; tout le reste du
« cerveau dort. C'est l'idée fixe. La bête humaine que
« rien n'entrave, étend les griffes, saisit la proie et le
« crime est commis. »

Telle est l'explication physiologique du fonctionne-
ment du mécanisme de l'association des idées. Quant à
la mémoire, on l'explique par la faculté que possède la
cellule pyramidale de l'écorce grise de garder les ima-
ges à l'état de sommeil, et de les faire s'éveiller sous
l'influence d'une stimulation externe. Il en résulte que

ce qu'on appelle la volonté n'est autre chose que le motif le plus fort parmi ceux qui luttent dans notre cerveau pour l'exécution d'un acte. Vouloir, c'est pour le cerveau servir de théâtre à une lutte entre le désir et la mémoire. La volition n'est qu'un simple état de conscience, elle n'est la cause de rien, elle constate une situation mais ne la constitue pas; elle n'est que le désir le plus fort.

Comment concilier ces faits avec la croyance au libre arbitre ?

L'homme qui agirait librement devrait agir indépendamment des motifs, c'est-à-dire en se débarrassant absolument de son passé psychologique ; il déciderait de lui seul, c'est-à-dire de rien, puisque le moi est fait précisément de ce passé psychologique; ce qui est impossible, car il n'y aurait ainsi de libre que le fou que rien de plausible n'arrête ni n'oblige.

A ces démonstrations particulières de l'inexistence du libre arbitre, les partisans du déterminisme ajoutent des preuves générales tirées de l'existence de deux grandes lois universelles. La loi de transformation des forces et la loi de causalité naturelle.

En effet, il est facile de voir dans cette évolution d'un mouvement physique initial qui se convertit en mouvement physiologique; puis de nouveau, en un mouvement physique final, un exemple de plus entre tant d'autres de la loi universelle de transformation des forces. Or, cette loi corrélative à celle de Lavoisier sur la conserva-

tion de la matière ne peut se concevoir que si l'on admet que dans toute la série des phénomènes rien ne se perd et rien ne se crée. Il en résulte que l'hypothèse du libre arbitre, c'est-à-dire d'une faculté volitive qui, entre l'une de ces transformations et l'autre, pourrait supprimer ou ajouter quelque chose, constituerait une véritable création ou destruction de forces qui ne peut se concevoir.

D'autre part, en vertu de la loi de causalité naturelle, tout effet étant la conséquence nécessaire et inévitable de l'ensemble des causes qui l'amènent, on ne peut concevoir une faculté qui pourrait, au contraire, réaliser un effet différent de celui qui résulte naturellement de ses propres causes.

L'hypothèse du libre arbitre étant ainsi écartée par les utilitaires, il fallait trouver à la responsabilité pénale une base autre que la responsabilité morale.

Cette base sera la responsabilité sociale : l'homme est responsable parce qu'il vit en société. S'il commet des actes nuisibles pour la société, il doit subir la réaction sociale que représente la peine, parce que par cette réaction nécessaire, la société se défend pour l'avenir contre la reproduction de ces actes. Cette réaction sociale et pénale indépendante de toute préoccupation de liberté morale et de responsabilité morale, sera calculée sur le degré de nocuité, sur la « *témibilité* » de l'agent, sans distinction entre les délinquants sains et les anormaux ou aliénés. La responsabilité sociale est la même pour tous ;

le mode de réaction seul varie suivant les individus. La sanction sociale est toujours indépendante de la faute morale de l'individu, mais elle change de qualité et de degré selon les circonstances particulières à l'individu qui agit, à l'acte accompli, à la société où il vit.

Telles sont les idées principales de la théorie utilitaire ; il nous reste à voir si dans cette théorie on peut trouver place pour la responsabilité atténuée. Il est évident qu'il n'y a pas lieu d'y admettre la responsabilité atténuée prise dans le sens où nous l'avons prise précédemment, c'est-à-dire dans le sens de libre arbitre atténué, puisque le libre arbitre lui-même est exclu de la théorie utilitaire et déterministe; et l'on voit l'un des principaux représentants de la théorie utilitaire, M. Ferri écrire :

« Il résulte de cette doctrine (de la responsabilité at-
« ténuee), que les délinquants les moins dangereux
« sont cependant les plus sévèrement frappés parce que,
« dans leurs délits d'importance légère, on ne recher-
« che pas les conditions psychopathologiques, qu'on
« met, au contraire, en avant pour les méfaits
« plus graves commis par des malfaiteurs plus anor-
« maux et plus dangereux. C'est ainsi, d'autre part,
« qu'on arrive pour ces derniers à ces acquittements il-
« logiques que nous voyons tous les jours, ou à ces
« adoucissements extraordinaires de peine vis-à-vis de
« manifestations dangereuses de criminalité atavique,
« qui, vraiment, ont déjà trop bouleversé la justice pé-

« nale de notre temps pour qu'on ne reconnaisse pas
« avec évidence la nécessité d'y apporter un remède...

« Avec le système d'un libre arbitre limité, il est im-
« possible, comme on le voit, de mieux en mieux cha-
« que jour, d'éviter les dangers et les absurdités pour
« la société comme pour les individus, par cette raison
« évidente qu'en maintenant le principe que la respon-
« sabilité morale de l'homme s'élargit ou se resserre
« dans la mesure où s'élargit ou se resserre un libre
« arbitre si élastique, d'un côté on reconnaît ce libre
« arbitre sans contestation chez les auteurs des délits
« les moins graves (qui pourtant seraient les plus di-
« gnes de compassion), de l'autre on admet qu'il est, au
« contraire, fortement atténué chez les criminels les
« plus inhumains : de là le danger et le scandale des
« acquittements dont ils bénéficient. Pour tout prévenu
« qui aura commis un crime étrange ou féroce, l'avocat
« chargé de la défense pourra toujours trouver quan-
« tité de circonstances ou personnelles, ou physiques,
« ou sociales, qui auront anéanti ou diminué sa liberté
« morale...

« Nous voyons ainsi s'égarer doublement et devenir
« doublement démoralisant l'esprit actuel de la justice
« pénale, puisque par une application mal entendue
« des nouvelles données scientifiques sur le criminel,
« elle assure l'impunité ou l'indulgence la plus impré-
« voyante aux malfaiteurs les plus dangereux, en résér-
« vant toutes ses sévérités, aussi disproportionnées que

« malfaisantes, à ceux qui sont moins dangereux, c'est-à-dire aux délinquants occasionnels (1). »

Il est donc évident que la responsabilité atténuée telle que nous l'avons définie ne peut trouver place dans la théorie utilitaire qui la condamne formellement au point de vue théorique et dans ses résultats pratiques. La responsabilité sociale ne comporte pas de degrés, le fou a la même responsabilité que le sain d'esprit ; seulement la réaction sociale ne sera pas la même pour les deux.

Les utilitaires comme les classiques admettent que les fous criminels doivent subir un traitement spécial et non une peine et ils demandent la création d'asiles spéciaux pour aliénés criminels, de manicômes, suivant l'expression italienne.

Ces manicômes criminels qui commencèrent à fonctionner en Angleterre dès 1786, et d'une manière plus efficace en 1816 avec l'asile de Bedlam, créé à la suite de trois tentatives d'assassinat politique commises successivement par des fous à de très courts intervalles, fonctionnent aujourd'hui et rendent de très grands services à Dundrum en Irlande, depuis 1850 à Perth en Ecosse aussi depuis 1850, à Broadmoor en Angleterre depuis 1863 ; on en trouve aussi dans les Etats-Unis en Pensylvanie, à New-York depuis 1874 et au Canada depuis 1877.

En Europe, il n'y a pas encore de manicôme criminel

(1) FERRI. *Sociologie criminelle*, p. 339-340.

proprement dit, mais en France, après avoir essayé de recueillir les aliénés criminels à Bicêtre, on a établi pour eux en 1876 une section spéciale dans le pénitencier de Gaillon, malheureusement supprimée aujourd'hui.

Donc, tout en partant d'un point de vue différent, les positivistes veulent, pour les fous criminels un traitement et non une peine tout comme les classiques. De plus, ils sont forcés de reconnaître ce fait qu'il existe de nombreux cas intermédiaires entre la folie et la raison et qui constituent ce que les classiques appellent les demi-responsables.

« Ces cas intermédiaires dans lesquels précisément la logique abstraite elle-même reconnaît avec évidence la nécessité d'une coercition intermédiaire entre le vrai manicomé et la vraie prison (1). »

En résumé, la théorie utilitaire ne peut admettre une responsabilité atténuée puisque par principe elle veut une responsabilité égale pour tous, seulement elle aboutira pratiquement au même résultat que la théorie classique. Elle ne reconnaît pas la responsabilité atténuée mais elle admet l'existence d'anormaux, de demi-fous, auxquels elle applique le même traitement.

§ 3. — AUTRES THÉORIES DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE.

Nous allons examiner deux autres théories sur la responsabilité pénale, l'une éclectique, empruntant à la fois aux deux précédentes celle de M. Prins; l'autre

(1) FERRI. *Sociologie criminelle*, p. 583.

cherchant une base tout à fait différente du libre arbitre ou du déterminisme : celle de M. Tarde.

Pour M. Prins, le libre arbitre absolu, c'est-à-dire la volonté se déterminant elle-même en toute liberté est un acte de foi et ne se démontre pas; l'homme qui pourrait au même moment, avec le même caractère, dans les mêmes circonstances, faire exactement l'opposé de ce qu'il fait, ne nous est pas révélé par l'expérience. D'autre part, le déterminisme absolu est aussi un acte de foi et ne se démontre pas plus que le libre arbitre. « La volonté dépend de l'organisation physique, du milieu social, de l'hérédité. Or, chacune de ces influences se décompose en un nombre infini de facteurs. L'organisme physique se résout en dernière analyse en milliards de cellules et de fibres nerveuses agissant et réagissant les unes sur les autres ; le milieu social est un enchevêtrement complexe de facteurs physiques et moraux qui se pénètrent et se confondent sans qu'on puisse préciser nettement le rôle de chacun d'eux ; la loi biologique de l'hérédité se fait sentir jusqu'à la dixième génération, ce qui représente pour chaque individu au moins deux mille influences ancestrales différentes, qui s'accumulent ou se neutralisent au gré de la combinaison des atômes. Si bien que le principe de causalité se dilue, s'affaiblit, se perd dans la variété infinie des causes et va rejoindre dans l'inconnaissable le principe de liberté (1). »

(1) PRINS. *Science pénale et droit positif*, p. 158, n° 260.

La liberté absolue et le déterminisme absolu sont donc deux hypothèses ; mais l'homme a en lui un élément de liberté et un élément de nécessité ; il tient de la liberté la possibilité de choisir entre des motifs et de vouloir ; il tient de la nécessité l'empreinte que sa famille, sa race, son milieu donnent à son caractère, et qui détermine la direction de son choix.

En d'autres termes, nous sommes doués d'une liberté interne conditionnée par les lois générales de l'univers, dans la limite desquelles nous conservons une dose de spontanéité plus ou moins grande.

D'autre part, les imperfections humaines se meuvent entre deux limites extrêmes ; d'une part il y a un point où elles sont assez réduites pour que l'homme soit considéré, comme normal ; à l'opposé, il y a un point où elles sont assez accentuées pour que l'homme soit considéré comme aliéné. Entre le domaine de la normalité qui appartient au droit pénal, et le domaine de l'anormalité, qui appartient à la médecine mentale il y a la zone intermédiaire des anormaux dont la situation est douteuse et incertaine, dont l'état psychique est défectueux, dont la personnalité est incomplète et qui, par des étapes innombrables passent de la responsabilité à l'irresponsabilité.

Pour M. Prins, le problème de la responsabilité ne se pose pas pour eux, car on ne pourrait pas parvenir à le résoudre. S'il fallait, en effet, pour chacun de ces anormaux, doser la quantité de responsabilité qui entre

dans leurs actes, et attribuer à ces actes une dose proportionnelle de peine, on aboutirait à établir une diminution considérable de responsabilité et une réduction considérable de la pénalité. Or, rien ne serait plus contraire au maintien de la sécurité que de rendre rapidement à la liberté des êtres inaptes à la vie sociale et qu'il faut les en tenir éloignés dans leur intérêt comme dans l'intérêt public.

La question est donc différente (et c'est ici que M. Prins se rattache à la théorie utilitaire). Le juge répressif n'a pas à trancher une controverse métaphysique, il n'a pas à toucher au problème philosophique de la responsabilité morale, sa mission est une mission de défense sociale ; il n'a qu'à rechercher quelles sont en fait, les mesures les plus utiles à prendre vis-à-vis de ces défectueux pour assurer convenablement la défense sociale. Il s'agit de prendre une décision non pas sur le degré de responsabilité, mais sur la nature du danger que présente le délinquant. Et la situation intermédiaire des défectueux entre les normaux sains d'esprit et les fous fait naître pour eux l'idée d'une mesure intermédiaire entre la prison et l'asile. Cette mesure intermédiaire, M. Prins l'appelle l'établissement de préservation.

Bref, nous voyons que cette théorie éclectique aboutit au même résultat pratique que les deux premières et que l'asile spécial pour anormaux demandé par les classiques et les utilitaires, est aussi ce qu'elle réclame. Nous allons maintenant résumer, rapidement une théo-

rie originale, qui abandonne complètement l'idée de liberté ou de déterminisme comme base de la responsabilité : je veux parler de celle de M. Tarde.

Pour lui, la responsabilité assise sur le libre arbitre jugé réel est ruinée à sa base par le progrès du déterminisme scientifique ; la responsabilité assise sur le libre arbitre considéré comme un idéal à réaliser n'est qu'une illusion, et la responsabilité fondée sur l'utilité sociale exclusivement, n'a rien de commun que le nom avec la responsabilité entendue aux sens précédents.

« Le meilleur moyen, dit-il, de combattre ou de contrôler les théories différentes ci-dessus exposées, c'est de leur opposer une théorie qui n'a rien de scolastique, mais qui se dégage et doit se formuler elle-même, si l'on examine de près ce que les hommes, en fait, ont toujours voulu dire en disant qu'un de leurs semblables était responsable d'un acte parce qu'en agissant « il avait, par sa décision volontaire, par sa liberté d'indifférence, rendu nécessaire un simple possible qui, avant cette décision, née *ex nihilo*, n'aurait eu aucun caractère de nécessité ? Jamais le bon sens humian n'est entré dans ces subtilités. De tout temps on a jugé un être responsable d'un fait, quand on a cru qu'il était, lui et non un autre, l'auteur, l'auteur bien entendu volontaire et conscient de ce fait. C'est un problème de causalité et d'identité, non de liberté qu'on a résolu par ce jugement. Alors même que le libre arbitre serait une vérité et non une hypothèse, le seul fait qu'il est nié à no-

tre époque par la presque universalité des savants et une proportion toujours croissante des gens instruits, devrait faire sentir l'urgence de chercher ailleurs l'appui de la responsabilité. Consulté par la justice, en effet, sur le point de savoir si un accusé est responsable dans le sens classique du mot, le médecin légiste doit toujours répondre, et en fait répond de plus en plus négativement ; de là des acquittements aussi scandaleux que logiques. Nos utilitaires ont bien senti ce danger et ils se sont efforcés d'y parer ; mais ils n'y ont pas réussi. Par l'obligation où ils croient se trouver, après avoir nié le libre arbitre de définir la responsabilité comme exclusive de toute idée morale, c'est-à-dire de la décapiter et de la détruire, ils ont l'air de donner raison à cette prétention tant de fois émise par les partisans du libre arbitre que leur principe écarté, la morale croule (1). »

Pour M. Tarde, le problème de la responsabilité se rattache à la recherche philosophique des causes et n'en est qu'une application, à l'étude des faits de l'homme vivant en société. Quand un assassin commet un crime, nous disons actuellement que c'est dans son cerveau, dans son âme, qu'est la cause de cet homicide. Il y a quelques siècles on eût dit : c'est dans l'individu ; et à une époque plus reculée encore on eût dit c'est dans la famille de cet individu. L'essentiel est de ne pas pren-

(1) TARDE. *Philosophie pénale*, p. 85.

dre une famille pour une autre, un individu pour un autre, un cerveau pour un autre, et enfin un moi pour un autre, Une famille change, à la longue, et se renouvelle, un organisme se transforme, une âme se modifie, un moi s'altère; mais ces transformations sont des variations sur un thème qui reste plus ou moins identique et dont l'identité est atténuée mais non détruite. Les psychologues ont attribué beaucoup trop d'importance au sentiment que nous avons de notre liberté et pas assez au sentiment tout autrement solide, que nous avons de notre identité. Il est facile de dire à un moment donné, jusqu'à quel point une personne est restée la même qu'à une date antérieure ; mais nul ne peut dire dans quelle mesure elle a été libre en agissant.

Par conséquent, il y a avantage pratique à faire reposer la responsabilité sur l'identité plutôt que sur la liberté.

Mais cette idée d'identité individuelle ne suffit pas, il faut y joindre celle de similitude sociale, et combiner ces deux idées entre elles.

En effet, supposons un meurtre commis sur un Européen par un sauvage d'une île nouvellement découverte, j'aurai beau porter un jugement d'identité personnelle sur ce sauvage, je n'éprouverai pas le même sentiment d'indignation morale, que si le meurtre avait été commis par un Européen.

Une condition indispensable donc pour que le senti-

ment de la responsabilité s'éveille, c'est que l'auteur et la victime d'un fait soient et se sentent plus ou moins compatriotes sociaux, qu'ils présentent un nombre suffisant de ressemblances. Cette condition n'est pas remplie quand l'acte émane d'un aliéné, d'un épileptique en accès, d'un alcoolique même dans certains cas. Ces gens-là, à l'instant où ils ont agi, n'appartenaient pas à la société dont ils sont réputés membres. Mais quand ces deux conditions d'identité personnelle et de similitude sociale sont réunies, la base de la responsabilité semble bien établie. En résumé, la thèse de M. Tarde est la suivante. La responsabilité d'une personne envers une autre suppose réunies les deux conditions suivantes : 1° qu'il existe un certain degré de similitude sociale entre ces deux personnes; et 2° que la première, cause de l'acte incriminé, eût été *elle-même* et soit restée ou paraisse être restée identique à elle-même.

On est irresponsable lorsqu'on est désassimilé; lorsqu'on est devenu étranger à son milieu et étranger à soi-même. Seulement « l'idée de l'irresponsabilité absolue est non moins contradictoire que celle de la responsabilité absolue, car elle postule sinon une hétérogénéité radicale du milieu social, qui rendrait toute société impossible, du moins une altération radicale, une transformation totale et incessante de la personne, qui serait incompatible avec le phénomène de conscience le plus simple, *a fortiori*, avec l'exécution d'un acte criminel ». (*Philosophie pénale*, p. 156.)

Aussi, même chez l'aliéné parvenu au dernier degré de l'incohérence, l'irresponsabilité absolue n'existe point, car il comprend les punitions que lui inflige le directeur de l'asile pour des infractions graves à la discipline. Or, s'il était complètement irresponsable, le châtimement serait inefficace, ce qui n'est pas. Mais entre des maxima et des minima lentement changeants, s'interpose l'échelle immense des degrés de la responsabilité et de l'irresponsabilité réelles; et pour ces individus très nombreux qui seront déclarés avoir agi sous l'empire d'une folie plus ou moins caractérisée, il faut une maison de santé criminelle ; « entre la maison des fous ordinaires et la prison proprement dite, cet asile intermédiaire offrirait à la société, la sécurité que le premier genre d'établissement ne lui procurerait pas au même degré, et que le second lui donnerait aux dépens de la justice. » (*Philosophie pénale*, p. 515.)

Telles sont, dans leurs grandes lignes les principales théories de la responsabilité pénale. Quelles conclusions pouvons-nous en tirer ?

Tout d'abord, devant les difficultés soulevées par le problème de la responsabilité, devant le nombre et la diversité des opinions émises à ce sujet, il est permis de supposer qu'il est, sinon impossible, du moins très difficile de trouver pour la responsabilité pénale une base théorique solide qui serait à la fois admise par tout le monde, et appuyée sur des idées philosophiques ou métaphysiques.

Quant à la responsabilité atténuée, ce n'est qu'une théorie accessoire motivée par les découvertes de la médecine mentale qui démontra peu à peu l'existence d'individus dont la place n'est ni en prison ni à l'asile, qui ne sont ni fous ni responsables, mais se rapprochent des deux à la fois. Lorsque les médecins vinrent pour la première fois déclarer au Tribunal qu'un inculpé était atteint de tares héréditaires qui avaient influé sur sa volonté et diminué sa responsabilité, les juges furent bien embarrassés. La responsabilité pénale telle qu'ils la comprenaient était la conséquence de la responsabilité morale, laquelle découlait du libre arbitre. Or, ce libre arbitre était pour la plupart de ses partisans aussi indivisible que sacré ; conséquence : beaucoup d'hésitation à tenir compte de l'avis des médecins, auxquels on donna finalement satisfaction au moyen des circonstances atténuantes. C'est alors que les philosophes s'emparèrent de la question et essayèrent de démontrer comme nous l'avons vu précédemment, que le libre arbitre et, par suite, la responsabilité, sont susceptibles de degrés.

La responsabilité atténuée n'est donc qu'une manifestation théorique faite pour adapter à la doctrine classique, l'explication d'un fait dont elle n'avait pu tenir compte à son origine pour la bonne raison qu'on ne le connaissait pas ; à savoir : l'existence d'individus anormaux, dégénérés, incomplets qui frisent la prison ou l'asile sans appartenir à l'une ou à l'autre, et dont la présence est un danger social. Elle est la représentation

par une théorie particulière d'un fait général et indéniable dont tiennent compte, mais par divers moyens toutes les théories de la responsabilité pénale.

Ces théories, quoique partant de bases différentes aboutissent toutes au même résultat pratique.

En effet, la théorie classique accorde aux demi-fous une responsabilité atténuée et, par suite, une pénalité atténuée, mais effrayée par les conséquences funestes des courtes peines, elle réclame pour eux un traitement spécial dans un asile spécial.

La théorie utilitaire, tout en niant l'existence de degrés dans la responsabilité puisqu'elle place à la base de son système une responsabilité sociale égale pour tous, admet des degrés et des différences dans la réaction sociale, et pour ces mêmes individus elle réclame la création de manicômes spéciaux, milieu entre la prison et le manicôme criminel.

M. Prins dans sa théorie éclectique, jugeant qu'il est impossible de délimiter les degrés de la responsabilité, conclut qu'en présence des anormaux, il faut abandonner le principe de la responsabilité morale pour celui de la responsabilité sociale; conséquence: pour se défendre d'eux, il faut la création d'un établissement de préservation intermédiaire entre l'asile et la prison.

M. Tarde, de son côté, admet une échelle continue des degrés de la responsabilité allant progressivement et insensiblement de la normalité à la folie, et il conclut aussi à la création d'un asile spécial pour les in-

dividus à folie mal caractérisée, pour les demi-fous.

Donc, de ce fait que toutes les théories précédentes aboutissent au même résultat pratique, à savoir : la création d'asiles spéciaux, quelle conclusion pouvons-nous tirer, sinon que la question qui nous occupe est d'ordre essentiellement pratique. Or, nous avons examiné le côté théorique de la responsabilité atténuée, il ne nous reste donc plus qu'à étudier le côté le plus intéressant et aussi le plus important de la question, je veux parler des origines et de l'application pratique de cette théorie. En d'autres termes, il s'agit maintenant d'étudier l'histoire des demi-fous, leur position devant la justice actuelle, et la manière dont la société se défend ou devrait se défendre contre eux lorsqu'ils deviennent criminels.

CHAPITRE II

La Pratique.

§ 1. — HISTOIRE DE LA RESPONSABILITÉ ATTÉNUÉE.

Il n'y a pas très longtemps, nous l'avons vu, que cette notion de la responsabilité atténuée a pris place dans les théories qu'on a émises sur la responsabilité pénale.

Nous avons dit que lors de la promulgation de notre Code pénal, on ne reconnaissait comme irresponsables que ceux dont la folie était tout à fait caractérisée, et ces cas mis à part on ne faisait guère de distinction entre les criminels. Si le Code laissait aux juges une certaine latitude pour la fixation de la peine, c'était afin qu'ils pussent tenir compte des circonstances du crime, non de la mentalité du criminel.

Seulement, déjà à cette époque on commençait à étudier sérieusement les maladies mentales, et les recherches de Pinel et Esquirol sur les monomanies ouvrirent une voie nouvelle aux aliénistes, qui vinrent réclamer pour de nouvelles catégories d'hommes le bénéfice de l'irresponsabilité. Ce fut d'abord les monomanes intel-

lectuels, qui déraisonnent sur un point seulement tout en gardant leur raison sur tout le reste ; ensuite ils assimilèrent aux fous et voulurent faire tenir pour irresponsables des hommes qui, sans paraître malades ni de l'intelligence ni de la volonté, se distinguent cependant de la normalité par des goûts et des penchants singuliers. En un mot, ils supprimèrent la distinction entre les fous et les responsables et établirent entre eux une catégorie intermédiaire d'individus à responsabilité atténuée, si bien qu'il n'y eut plus qu'une échelle continue une dégradation insensible de la responsabilité, partant, de la normalité pour aboutir à la folie.

C'est cette marche des découvertes de la médecine mentale que nous allons essayer d'étudier.

L'idée d'une atténuation de la responsabilité fut énoncée pour la première fois par le Dr Delasiaure en 1853, à propos de la monomanie. A cette époque déjà les médecins étaient partagés en deux écoles bien distinctes au sujet des délires partiels. A la tête de l'une se trouvaient Esquirol et Pinel, qui étudièrent les premiers les monomanies et admettaient la circonscription du délire monomaniaque. Le sujet à part son délire spécial conservait l'intégrité de ses facultés, et, par conséquent, il n'était irresponsable au point de vue légal que si le fait incriminé avait rapport avec son délire.

En face de cette théorie, et tout à fait opposée, se trouvait la théorie de la solidarité des facultés intellectuelles défendue particulièrement par Fabret et Brierre

de Boismont. Pour eux, une lésion de l'entendement coïncide dans tous les cas avec une imperfection des facultés affectives ; toutes les facultés participent à des degrés divers au désordre de l'entendement. « Il est constant, dit Falret, que lorsqu'une idée fausse a envahi l'intelligence, elle exerce sa puissance contagieuse sur les autres, en sorte qu'on voit sous un délire prépondérant, s'établir des délires secondaires qui en dérivent et ne tardent pas à envahir toute l'intelligence. »

Cette thèse de l'unité des facultés et de leur solidarité réciproque dans la raison et dans la folie fut soutenue, aussi à la même époque, par un conseiller à la Cour impériale de Toulouse. Sacaze, qui conclut en ces termes : « La conclusion à tirer de la doctrine de l'unité, éclore de l'examen des données philosophiques et médicales, doctrine qu'il faudrait d'ailleurs admettre comme une fiction légale si elle ne reposait sur l'essence même de la nature humaine, est qu'on doit rejeter comme une vaine hypothèse l'existence d'un délire qui aurait uniquement son siège dans la lésion d'une seule faculté ; cette lésion pourra y être seulement caractéristique et dominante. Chaque faculté a, comme chaque organe, son rang, sa mission propre et originelle, mais leur exercice est simultanée, elles se pénètrent mutuellement, se meuvent avec un nécessaire accord ; et tel est ce merveilleux chef-d'œuvre de l'organisation humaine, que si

(1) *Annales médico-psychologiques*, 1853, t. V, p. 568.

l'on retranche une faculté, il cesse de répondre à sa fin et que, privé d'un de ses ressort, l'être mental n'est plus ce centre d'où rayonnent l'intelligence et la volonté (1). »

C'est cette thèse qu'adopte le Dr Delasiaure, dont nous venons de parler, mais il l'adopte en la modifiant; elle n'est pas un rejet complet de la théorie d'Esquirol, c'est un moyen terme, une théorie éclectique tenant le milieu entre les deux extrêmes que nous venons d'examiner.

Il commence par établir une délimitation fondamentale entre les facultés dites intellectuelles et celles de l'ordre moral et instinctif ; la doctrine de la solidarité des facultés est pour lui la séduction d'un principe trop généralisé. Dans les opérations de l'esprit toutes les puissances intellectuelles concourent ensemble. Pour les sentiments et les instincts, la même loi n'existe pas ; l'indépendance notoire de leur action est le caractère distinctif de leur physionomie normale, si cette action rayonne et par l'exercice d'un sentiment en éveille d'autres; cette corrélation toutefois a des limites. L'état morbide ne saurait détruire entièrement cette particularisation fonctionnelle. La lésion des sentiments, quand elle est ancienne, peut réagir sur la pensée ; mais au début des folies sentimentales et pendant leur période fort longue d'incubation, elle peut n'influencer le jugement d'au-

(1) SACAZE. *De la folie dans ses rapports avec la capacité civile.*

cune manière appréciable. Il cite des exemples de personnes dont le délire partiel peut se prolonger des années sans qu'elles cessent d'être aptes à remplir leurs devoirs. Entre autres, il cite un avocat qui tire de sa profession son existence ; il se croit l'objet de persécutions et a passé plusieurs mois à Bicêtre : « En tiers avec lui, rien ne révèle sa folie ; seuls, tous deux je le mets sur la trace de ses convictions délirantes, et j'acquiers bientôt la certitude qu'elles n'ont pas cessé d'exister. »

Le D^r Delasiaure conclut ainsi : « Il peut exister un
« délire circonscrit consistant dans l'altération d'un sen-
« timent ou la prédominance d'une conviction fausse et
« compatible, sur tout autre point, avec le libre exer-
« cice des facultés, en un mot un vrai délire monoma-
« niaque. La responsabilité légale a des aspects divers :
« On ne saurait confondre le délire partiel et les pas-
« sions que sépare profondément la ligne morbide ; les
« dernières ne sauraient être qu'un motif d'excuse et
« non une cause d'absolution.

« Le malade échappe à l'imputabilité, quand le délire
« est notoire, de même lorsqu'il est, bien que limité, le
« principe de l'acte répréhensible. Quand l'incrimina-
« tion repose au contraire sur des faits dont le mobile
« est étranger à l'aliénation, il appartient alors aux
« experts ou aux juges, de rechercher, dans leur pru-
« dence, en tenant compte des circonstances antécéden-
« tes ou actuelles, le degré d'influence que le sentiment

« malade a pu exercer sur l'action du libre arbitre (1). »

C'est ce degré d'influence dont parle le D^r Delasiaure que l'on peut considérer comme la première trace d'une théorie de responsabilité atténuée. Ce fut, en somme, une dérivation, une suite de la théorie de la responsabilité partielle. Mais cette idée, repoussée par Briere de Boismont passa à peu près inaperçue, et elle ne fut reprise et défendue qu'en 1861, par le D^r Belloc, médecin de l'asile départemental d'Alençon ; et voici dans quelles circonstances ;

En 1847, un individu nommé Jean Grandjouan, tomba dans la lypémanie à la suite d'un amour contrarié, et de là dans le délire maniaque avec hallucinations de la vue. Il était possédé de l'idée que le curé de sa paroisse d'abord, et sa propre mère ensuite, étaient cause de ce qu'il regardait comme le malheur de sa vie ; aussi un jour, dans un accès subit de fureur malade, il tua sa mère à coups de fusil.

Le Ministère public demanda la condamnation à mort de Jean Grandjouan en se basant sur ce que l'accusé raisonnait juste sur la plupart des sujets et à l'appui de sa thèse il produisit une lettre écrite de la prison par l'accusé à la femme qu'il aimait.

Cette lettre, parfaitement raisonnée au point de vue de Grandjouan exprimait les sentiments de celui-ci, avec

(1) *Annales médico-psychologiques*, 1853, t. V, p. 371. DELASIAURE. *De la monomanie au point de vue psychologique et légal*.

une effusion de tendresse, une énergie et un bonheur d'expression admirable, si bien qu'elle fit sur l'auditoire une très grande impression.

Seulement, le D^r Belloc, qui avait été chargé d'examiner Jean Grandjouan, et qui l'avait présenté comme fou dans son rapport, fit remarquer au Ministère public l'adresse de la lettre en question : elle était adressée à Mlle Marie Vilanon. Or, cette femme qu'il aimait (et à laquelle il avait été fiancé), était déjà mariée depuis quelques années et il avait même assisté à son mariage. Donc, l'accusé continuait à regarder comme sa fiancée une femme qu'il voyait tous les jours sous le toit d'un autre, tout avait changé autour de lui et il jugeait de tout comme si rien n'eût été changé. Donc, il était fou.

Le jury accueillit l'opinion du D^r Belloc et l'accusé fut acquitté puis envoyé dans un asile où il mourut tout à fait fou.

En 1861, c'est-à-dire quatorze ans après, le D^r Belloc rappelle ce cas dans les *Annales médico-psychologiques*, en ajoutant : « Et quel est celui d'entre nous qui
« ne pourrait citer un ou plusieurs faits analogues et
« ayant eu une fin plus terrible ? J'ai vu moi-même tom-
« ber la tête d'une femme évidemment frappée d'aliéna-
« tion mentale ; mais comme Grandjouan elle répondait
« directement et sensément à la plupart des questions
« qui lui étaient adressées ; cela prouvait, dit-on, qu'elle
« jouissait complètement de son libre arbitre, et l'émo-
« tion du jury aidant, c'en fut assez pour attirer sur la

« malade une condamnation capitale qui fut suivie d'exécution. Evidemment des faits si déplorables ne peuvent avoir leur cause que dans une institution dont la base est fausse ou dont les applications sont faussées (1). »

Tout le mal, pour le Dr Belloc, vient de la lutte, de l'antagonisme qui, dans les causes semblables, se manifestent entre le représentant de la science et le représentant de la loi. Cette lutte, outre qu'elle tend à déconsidérer l'homme de science et le magistrat, expose la justice à faire fausse route et peut avoir pour résultat l'acquittement d'un coupable, ou, ce qui est plus grave, la condamnation d'un innocent. Cette lutte est amenée par les circonstances suivantes :

Un individu dans le genre de Jean Grandjouan est amené en Cour d'assises, le Ministère public et les juges voient bien que l'accusé émet quelques idées excentriques, ou au moins singulières, mais dans leur préoccupation de la vindicte publique; ils refusent de reconnaître là des signes réels de folie ; car pensent-ils, si nous accordons que l'accusé délire sur un seul point, on va faire décider, *ipso facto*, qu'il n'est pas coupable; or, en notre âme et conscience il est coupable. Le médecin de son côté, voit bien que l'accusé a médité son acte, qu'il l'a discuté avec sagacité, qu'il en a pesé les conséquences, qu'il en a calculé les moyens ; mais se

(1) *Annales médico-psychologiques*, 1861, t. VII, p. 251.

dit-il, si j'accorde cela on va le juger comme s'il n'était pas fou; or, en mon âme et conscience il est fou. Et c'est ainsi que les adversaires ne peuvent se mettre d'accord sur ce terrain. Et cependant, l'accord est possible, dit le Dr Belloc

« Il suffit (1), pour cela, de sortir de ces fictions qui ont
« tenu jusqu'ici la place de la réalité, de ces définitions
« absolues qui font une maladie de programme, une
« maladie toute d'une pièce, d'une série d'altérations
« pathologiques essentiellement diverses, essentielle-
« ment variées et essentiellement variables dans leur
« intensité, dans le mode et dans le nombre de leurs
« manifestations, comme elles sont variées dans leurs
« causes. Il suffit de déclarer franchement, hautement,
« que la nature ne connaît pas ces délimitations recti-
« lignes dans lesquelles se réfugie la faiblesse de notre
« intelligence ; qu'elle ne règle pas ses actes pour la
« facilité de nos classifications ; que rien n'est plus rare
« que la démence complète au sens de la loi ; que la
« plupart des aliénés, quoique véritablement aliénés,
« conservent pour un grand nombre de leurs actes, tout
« ou partie de leur libre arbitre. Que les médecins ne
« peuvent dire autre chose que ce que l'observation leur
« montre, et que, en conséquence, il ne saurait être rai-
« sonnablement question de rechercher si tel ou tel ac-
« cusé est absolument sage ou absolument insensé, ab-

(1) *Annales médico-psychologiques*, 1861, t. VII, p. 421.

« solument responsable ou absolument irresponsable;
« mais quelles sont chez lui les limites dans lesquelles
« la société peut, sans injustice, lui demander compte
« de ses actes ? Alors, magistrats et médecins pourront
« discuter fructueusement et s'entendre, alors devien-
« dront de plus en plus rares ces discussions sans issue,
« ces condamnations sans miséricorde et ces acquitte-
« ments malheureux dont gémissent trop souvent les
« vrais amis de l'humanité. »

Et il continue « Il n'y a rien de nouveau dans ce que je viens de dire, si ce n'est l'application que je fais d'une vérité reconnue par tout médecin ayant vécu dans un asile. Qu'y deviendrions-nous, bon Dieu ! nous autres, qui dirigeons les aliénés, si les doctrines, d'irresponsabilité absolue venaient à y prévaloir quelques instants ? Est-ce que toute notre influence, toute notre action n'y sont pas basées sur la capacité de l'aliéné à comprendre les conseils qu'on lui donne, les réprimandes qu'on lui adresse, et à se diriger en conséquence ? Chaque jour, dans l'asile que je dirige, je loue, je récompense, je blâme, j'impose, je contrains, je menace, je punis; et pourquoi, suis-je donc moi-même un insensé ? Et ce que je fais, tous mes collègues le font aussi, tous sans exception, car cela découle de la nature même des choses, et qu'est-ce donc que cela prouve sinon que la menace d'une punition, que la certitude d'une responsabilité, réelle, eût combattu peut-être efficacement chez certains aliénés la première idée délirante, la pre-

mière pensée d'un crime ; alors qu'elle n'avait pas encore subjugué leur raison, et que si certains aliénés ne sont pas aussi coupables que le soutient le Ministère public, ils ne sont pas non plus tout à fait innocents, comme le prétend le médecin. »

C'est, en un mot, la responsabilité atténuée que reconnaît le D^r Belloc, il en manifeste du moins l'idée s'il n'emploie l'expression elle-même. Et si les médecins soutiennent l'irresponsabilité absolue, ce n'est qu'à cause du spectre de la guillotine que le Ministère public agite continuellement devant leurs yeux. Pour que les hésitations du médecin ne deviennent pas une cause de dommage pour l'accusé il ne les laisse pas paraître, et ne pouvant fixer avec certitude les limites de la responsabilité encourue, il déclare qu'il n'en a aucune. Mais, dit le D^r Belloc, nous ne pouvons persévérer indéfiniment dans ce sophisme et il est temps de reconnaître enfin en droit ce que nous reconnaissons en fait depuis tant d'années, et il conclut de la façon suivante : Il est des aliénés très nombreux, de qui l'intelligence restée intacte dans un plus ou moins grand nombre de points, leur permet d'apprécier la moralité de leurs actes et autorise la société à leur en demander compte sans injustice dans une certaine mesure.

Mais, comme nul ne saurait poser avec certitude le point où s'arrête leur raison, et où, par conséquent, commence leur responsabilité, comme l'unité de la volonté humaine suppose la solidarité de toutes les facultés in-

tellectuelles entre elles ; que l'altération de l'une d'elles entraîne à un certain degré, non l'anéantissement, mais l'affaiblissement des autres, la justice exige que cet affaiblissement, soit considéré toujours comme circonstance essentiellement atténuante, et qu'il ne soit question en aucun cas d'appliquer à un aliéné déclaré coupable les peines extrêmes édictées par la loi.

L'adoption de cette réforme dans la jurisprudence et même au besoin dans la loi, devrait avoir pour conséquence l'institution d'une maison centrale de correction exclusivement destinée aux aliénés criminels ; à l'asile de traitement devrait être joint un quartier de correction, où les aliénés, même après leur guérison, seraient retenus pendant le temps que le jugement aurait fixé. Et en même temps se trouveraient conciliés les intérêts de la justice et ceux de la société.

Ainsi donc, on voit par ce qui précède que déjà, en 1861, le D^r Belloc eut l'idée d'une responsabilité atténuée, et réclamait la création d'asiles-prisons, création qu'on est encore à réclamer aujourd'hui, près d'un demi-siècle plus tard.

Deux ans après que le D^r Belloc eût exposé sa théorie à la Société médico-psychologique, c'est-à-dire en 1863 un autre médecin déclara l'adopter entièrement. Ce fut le D^r Auzouy, médecin de l'asile public d'aliénés de Pau, qui écrivit en parlant du D^r Belloc : « Sa théorie sur la responsabilité graduée ou atténuée nous a surpris d'autant moins que le 15 mai 1861, deux mois

avant la publication de son travail nous avons spontanément appliqué les mêmes principes devant la Cour d'assises des Basses-Pyrénées. » Voici dans quelles circonstances :

« André Loustau, âgé de trente ans, est un robuste montagnard de la vallée d'Aspe, aux épaules carrées, au geste saccadé, à la tournure maladroite, aux allures lourdes et rustiques, frappé de surdité à un haut degré. Il passe dans sa contrée pour un être bizarre et un cerveau fêlé. Les études ingrates auxquelles il s'est livré n'ont abouti qu'à lui donner un seul talent, mais qu'il a poussé très loin : celui de la calligraphie. Inculpé de plusieurs faux en écriture privée, Loustau a dû comparaître le 15 mai 1861 devant la Cour d'assises des Basses-Pyrénées, séant à Pau. Dans la prévision où la défense voudrait invoquer comme excuse l'insanité d'esprit de son client, M. le Président des Assises nous requit d'assister aux débats, pour faire part à la Cour et au jury de nos impressions d'audience sur l'état mental de l'accusé.

Nous avons d'abord soumis à M. le Président quelques objections contre cette manière insolite de procéder à l'examen d'un sujet, et sur la difficulté que nous éprouverions à préciser une opinion en matière aussi grave, sans la mûrir dans un rapport écrit, et surtout dans une observation directe, favorisée par mes interrogations et par les divers moyens indiqués par la science en pareil cas,

Il nous fut répondu avec une extrême bienveillance que notre avis n'était demandé qu'à titre de renseignements, mais qu'il serait cependant d'un grand poids dans la question à juger, même avec les réserves dont nous croirions devoir l'entourer.

Loustau a contrefait la signature de divers particuliers solvables sur des effets de commerce qu'il a négociés pour se procurer de l'argent. Un capitaliste méfiant n'a consenti à escompter un de ces effets qu'à la condition que Loustau écrirait devant lui au souscripteur pour l'aviser, et la lettre a été mise à la poste sous les yeux. Or, l'inculpé comprenant que cette lettre allait dévoiler son artifice, va de grand matin se poster près de la boîte aux lettres avant que le facteur rural opère la levée, pour la lui réclamer. Le facteur faisant des difficultés pour la lui restituer, Loustau l'invite à l'ouvrir pour vérifier qu'elle émane bien de lui, et que, par conséquent, il peut s'empêcher de la faire partir, du moment que le signataire vient lui déclarer qu'elle est devenue sans objet.

L'accusation voyait avec raison dans ces démarches la ruse d'une intelligence qui prémédite ses actes et qui doit en subir la responsabilité. Quoique gesticulant d'une façon grotesque et doué d'un bégayement fatigant, l'inculpé se défend énergiquement, mais avec gaucherie, laissant sans explication plausible bien des faits sur lesquels il est questionné. Il lui arrive parfois d'expliquer brusquement un grief sur lequel la discussion semblait

avoir été épuisée précédemment, sans qu'il y ait pris part. Les débats établissent clairement les faits reprochés à Loustau et il aurait encouru toute la sévérité de la loi s'il était reconnu responsable de ses actes au même titre que tout autre individu normalement doué. Or, voici ce que laissent hors de doute des témoignages nombreux et dignes de foi. Loustau a toujours été incapable de se diriger seul : la surdité et sa débilité intellectuelle l'ont isolé de la société au sein de laquelle il ne recueillait guère que des moqueries et des sarcasmes. Partout où il portait ses pas, on se plaisait à lui susciter des tracasseries. Il lui prend fantaisie un jour de faire mettre en vente trois jeunes chiens ; de faux chaulands le ballotent toute la journée et se le renvoient de toutes les extrémités de la foire, colportant son étrange marchandise, à laquelle chacun s'ingénue à trouver les défauts les plus bizarres et les plus impossibles. Partout ce malheureux est bafoué, il cherche à réagir et son caractère devient irritable et colère.

Son remarquable talent de calligraphe le fait accepter comme écrivain dans un atelier de lithographie ; bientôt ses excentricités le font congédier et déprimé, humilié, il rentre dans son village. C'est alors que l'oisiveté et peut-être aussi le besoin, deviennent pour lui de mauvais conseillers. Il commet les faux qui lui sont reprochés, mais évidemment il ne connaît pas toute la gravité de faits semblables. Nous admettons bien qu'il les a prémédités, n'ignorant pas le préjudice qu'il allait

causer, mais dans cet esprit étroit ne s'est-il pas établi une certaine compensation avec les griefs qu'il a lui-même contre la société ? Na-t-il pas cru prendre simplement une revanche des mauvais tours dont il est si fréquemment victime ?

Loustau peut bien tirer d'un fait sa conséquence la plus immédiate, mais n'étant pas apte à l'envisager sous toutes ses faces, il ne peut en déduire tous ses effets logiques. Certains témoignages attestent que le sens moral est peu développé chez lui et que dans bien des circonstances il n'a pu calculer la portée de ses actions.

Dans l'espèce et sans avoir pour baser notre avis autre chose que nos impressions d'audience, il nous est impossible de ne pas considérer Loustau comme un pensant, capable, il est vrai, de poursuivre opiniâtrement une idée, lorsqu'elle a pénétré dans son intellect, mais inhabile à prévoir la majeure partie des résultats qui peuvent en découler. En somme, nous estimons : 1° que l'inculpé est responsable dans une certaine mesure des faits qui lui sont imputés ; 2° qu'en raison de sa pesanteur d'esprit, de son organisation défectueuse et de la lenteur de sa conception, sa responsabilité morale est considérablement atténuée. « Cette manière de voir ayant été adoptée par le jury et appréciée favorablement par la Cour, André Loustau ne fut condamné qu'à une année d'emprisonnement (1). »

(1) *Annales médico-psychologiques*, 1863, t. 1, p. 62 et 63.

Le D^r Auzouy admet donc qu'entre la responsabilité et l'irresponsabilité absolues il existe des termes moyens sur la valeur desquels le médecin devra se prononcer et il a la conviction que loin de rencontrer chez les magistrats de l'éloignement pour cette théorie, ceux-ci, au contraire, lui réserveront le bon accueil qu'on doit aux opinions consciencieuses et logiques.

La Société médico-psychologiques ne tarda pas à donner à cette doctrine de la responsabilité partielle ou atténuée (car on confondait encore les deux), l'attention qu'elle méritait. Elle commença en 1863 une discussion sur la responsabilité partielle, discussion qui fut entamée par le D^r Legrand du Saule, le 23 février 1863, par la lecture d'un travail sur la responsabilité partielle dans la folie et les névroses.

« Je ne veux point contester, dit-il, dans son entrée en matières, les éminents services que la science a rendus à la justice depuis trente ans, mais il me sera bien permis de dire que la solution d'une affaire a trop souvent porté l'empreinte de nos hésitations et de notre embarras et que le spectacle de nos désaccords n'a souvent inspiré à des juges qu'une confiance médiocre dans nos conclusions. Nous avons voulu protéger contre les rigueurs extrêmes de la loi des défaillances émanant d'un cerveau compromis, et l'on a rangé notre déposition parmi les excentricités sentimentales de la défense; nous avons voulu ainsi en face du complet naufrage d'une volonté libre, sauver la tête d'un malade incurable.

ble et notre influence n'a parfois abouti qu'à un verdict inintelligent.

On a fait aux médecins le reproche d'avoir trop fréquemment exagéré le retentissement du délire sur la volonté. On a, d'autre part, dirigé contre les magistrats le blâme de n'avoir accordé dans maintes occasions, qu'une part minime aux suggestions morbides. Peut-être y a-t-il eu excès de zèle dans les deux camps, mais l'antagonisme d'hier peut devenir aujourd'hui une cordiale entente. L'heure d'un mutuel échange de concessions a sonné.

La discussion qui s'ouvre en ce moment peut faire souche et tenir lieu, en quelque sorte, de jurisprudence scientifique. Edifions donc un corps de doctrine, élargissons avec une libéralité moins enthousiaste le cercle des excuses, et lorsque l'un de nous se trouvera à la barre d'une Cour d'assises et qu'il aura à faire ressortir les manifestations d'un état mental légèrement troublé, et qu'à une lésion partielle devra s'appliquer une responsabilité restreinte et une pénalité d'une espèce particulière, il se sentira fort de votre assistance morale, et à part les circonstances particulières du fait, il n'aura qu'à exposer une opinion qui ne sera plus alors improvisée au milieu des émotions du prétoire, mais que vous aurez froidement conçue et qui sera revêtue du caractère libre, sage et élevé dont vos délibérations donnent l'exemple.»

Le D^r Legrand du Saulle admet que certains aliénés

sont susceptibles de répondre dans une mesure restreinte de la moralité de leurs actes, mais il veut qu'ils ne soient pas condamnés à une peine; en face de la démence la poursuite s'arrête : il n'y a point de faute à châtier, mais une infortune à constater. Il réclame pour eux, la création d'un moyen mixte de répression, au moyen d'un établissement spécialement affecté aux aliénés criminels, un asile-prison. En effet, où placer ces individus : Si on les met en prison ils se pervertiront davantage au contact des malfaiteurs. Si on les met dans un asile d'aliénés, ils souffriront d'une assimilation injuste. On doit donc réclamer pour eux contre les dangers d'une fusion que n'autorisent ni les lois de la morale, ni celles de la pathologie.

Dans la discussion qui suivit la lecture du travail du Dr Legrand du Saulle, deux orateurs seulement sur douze se rangèrent à son avis, les autres continuant à n'admettre que la responsabilité ou l'irresponsabilité absolue.

Une année plus tard, en 1864, le Dr Auzouy, dont nous avons déjà précédemment parlé, signale les progrès que fait dans la pratique la théorie de la responsabilité atténuée. Il trouve que les magistrats sont disposés à accepter les solutions intermédiaires lorsqu'elles sont plus rapprochées de la vérité que les solutions extrêmes, car, en effet, entre ces solutions opposées, séparées par un abîme, il est souvent impossible d'opter pour se reposer dans la certitude. Elles ont le grave

inconvenient de ne laisser d'autre alternative que des condamnations trop sévères, inquiétant la conscience publique ou des acquittements que la justice regrette et déplore. Si, au contraire, nous admettons, dit en résumé le D^r Auzouy, en matière de criminalité, l'échelle psychique ascendante et descendante, nous offrons au juge un moyen précieux d'arriver à un degré de vérité et de certitude qui met leur conscience en repos et qui sauvegarde les intérêts sociaux autant que le permet la faillibilité humaine.

Ensuite, il précise la question et la met très exactement au point où elle en est encore aujourd'hui ; il lui semble qu'on a un peu trop discuté sur la responsabilité des aliénés à raison de leurs actes, et lui-même signale l'erreur et avoue ne pas vouloir fragmenter l'âme ni imposer une responsabilité à un inculpé dont l'état d'aliénation mentale ne laisserait aucun doute. Mais il signale une catégorie d'individus anormalement doués, dont les annales judiciaires offrent de fréquents exemples, mais dont la situation intellectuelle est loin de caractériser l'état de folie. C'est pour ces sujets à intelligence inférieure, mais non lésée, qu'il croit devoir établir une atténuation de responsabilité, et réclamer une atténuation de peine.

« La responsabilité partielle, dit-il, est admise aujourd'hui dans la pratique par un grand nombre de nos plus éminents confrères... Pour ce qui concerne les anormaux, il est impossible de se restreindre dans

l'étroite alternative d'une innocence absolue ou d'une culpabilité complète. Il est des degrés intermédiaires dans leur responsabilité comme dans leur intelligence. C'est ainsi que l'ont envisagé MM. les D^{rs} Tardieu et Lorrain, appelés le 23 janvier 1864 devant la Cour d'assises de Seine-et-Oise où comparaisait Benoni Masson, âgé de 28 ans, condamné 7 fois pour vols, escroqueries, etc. Après sa dernière peine de treize mois, cet individu incendiait un bois dont il ne connaissait même pas les propriétaires. Le D^r Devouge, de Corbeil, a pensé que les facultés intellectuelles du dénommé sont assez affaibiles ou assez peu développées pour qu'il n'agisse pas toujours avec discernement, et que sans qu'il soit idiot, on peut cependant le ranger parmi les imbéciles ou les aliénés.

MM. les D^{rs} A. Tardieu et Lorrain, tout en reconnaissant que les facultés intellectuelles de Masson sont peu développées et faibles naturellement, ont déclaré qu'il n'est pas moins redoutable à cause de la perversité de ses instincts, et qu'il doit être considéré comme ayant, dans une certaine mesure, la responsabilité de ses actes. La décision du jury ayant été conforme à cette manière de voir, la cour a condamné Masson à 10 ans de réclusion.

L'honorable doyen de la Faculté de Médecine de Paris adoptait encore la doctrine de la responsabilité partielle dans l'affaire Leclapart, qui s'est terminée en février 1864, par la condamnation de ce parricide à 20 ans

de travaux forcés. Agé de 25 ans, Leclapart a tué son père parce qu'il en avait reçu des reproches pour sa paresse et son antipathie pour le travail. Il avoua la préméditation de son crime, avoir frappé environ cinquante coups sur la tête avec un hoyau et avoir ensuite traîné le corps hors du champ. M. Tardieu considéra l'intelligence de cet homme comme bien au-dessous de la moyenne ordinaire. Il vit en lui une brutalité native que la volonté et la crainte pouvaient tempérer, mais seulement dans une certaine mesure. Il le déclara responsable, mais proportionnellement à son intellect. La peine appliquée à Leclapart consacra le principe de l'inculpabilité partielle. Nous voyons donc dans la pratique la doctrine de la responsabilité atténuée faire de rapides progrès (1). »

Le D^r Auzouy termine en disant qu'il est persuadé que même parmi ses confrères les plus enclins à rejeter les états psychiques mixtes, à repousser la doctrine de la responsabilité partielle, le plus grand nombre en arrivant sur le terrain de l'application et des faits pratiques, céderont à la puissance des situations et trouveront souvent dans les actes des individus, dans la manière dont ils sont accomplis, et enfin dans l'observation du sujet lui-même, les éléments d'une graduation dans la responsabilité et dans la peine.

Quoi qu'il en soit, malgré ces applications pratiques,

(1) *Annales médico-psychologiques*, 1864, p. 225.

la théorie de la responsabilité atténuée avait encore peu d'adeptes à cette époque, mais, par contre, elle avait beaucoup de détracteurs, non seulement en France, mais à l'étranger, où l'on commençait à la connaître, et nous voyons en Allemagne, en 1865, Flemming (*Allgemeine Zeitschrift für Psychiatrie*) publier un travail que l'on peut résumer ainsi :

La notion de responsabilité appartient à la philosophie du droit. Dans les questions juridiques, relatives à la psychiatrie, le rôle du médecin consiste exclusivement à élucider les faits, de manière à établir l'état de santé ou de maladie et mettre le juge à même de constater la responsabilité ou la non responsabilité de l'inculpé.

Or, il n'y a maladie mentale que lorsqu'une affection organique a produit des désordres psychiques que l'on peut reconnaître et constater d'une manière précise. Ces états intermédiaires, que l'on ne saurait rapporter avec certitude ni à la santé ni à la maladie, ne peuvent être considérés comme des degrés de l'une ou de l'autre des deux extrêmes, mais comme des états simplement douteux. La maladie est ou n'est pas, et de l'existence de l'un ou de l'autre de ces deux termes, découle la responsabilité ou l'irresponsabilité.

De même que le terme de maladie, celui de responsabilité doit s'entendre dans un sens absolu et ne comporte aucun degré. Il suit de là que lorsque l'expert a reconnu et démontré l'existence de la maladie mentale,

la non responsabilité existe sans aucune atténuation ; que le juge doit même conclure à la responsabilité complète lorsque le doute existe et que l'expert est dans l'impossibilité de donner aux personnes étrangères à l'art des preuves de l'existence de la maladie mentale.

La responsabilité atténuée impliquerait comme conséquence naturelle, une diminution dans le degré de la peine. Or, il serait aussi difficile pour le juge d'apprécier dans quelle mesure cette peine devrait être diminuée, que pour le médecin de calculer des fractions de maladie ou de santé.

La responsabilité atténuée n'existe pas, et cette notion doit être définitivement abandonnée.

Telles sont les conclusions de Flemming.

En résumé, la thèse de la responsabilité atténuée était pour ainsi dire enterrée théoriquement, sauf de fréquentes apparitions dans des rapports médico-légaux par exemple des D^{rs} Blanche et Lasègue, à propos de malades qu'ils caractérisaient du nom de valitudinaires intellectuels ; et en prenant au hasard quelques exemples, nous voyons, en mars 1869, le D^r Solaville, médecin en chef de l'asile des aliénés de Poitiers, à la responsabilité notablement atténuée d'un individu atteint de délire de persécution et inculpé de coups et blessures.

Le 14 juin 1870, les D^{rs} d'Olié et Bouglé, médecins de la Maternité et de l'Hôtel-Dieu, concluent à la responsabilité atténuée d'un individu qui, sous l'influence d'une manie alcoolique passagère avait tenté de tuer sa mère.

Le 21 août 1870, le D^r Motet conclut de même à la responsabilité atténuée d'une femme inculpée de vols et chez laquelle les troubles nerveux, disait-il, n'étaient pas arrivée à un degré d'intensité tel, que la folie proprement dite, c'est-à-dire un état continu de délire en ait été la conséquence, mais chez laquelle ces troubles avaient porté une atteinte profonde à l'exercice normal des facultés intellectuelles. C'était un de ces êtres faibles, incapables de se diriger sainement dans la vie, et placés toujours par la maladie sur la limite indécise entre la raison et la folie.

On en trouverait ainsi des quantités en consultant les statistiques d'expertises médico-légales, et ceci, sans discussions théoriques, jusqu'en 1886 où le D^r Ball se prononça vivement en faveur de la doctrine de la responsabilité atténuée.

Déjà, au commencement de cette année 1886, le D^r Motet, dont nous avons parlé plus haut écrivait :

« Il existe en pathologie mentale un groupe nombreux d'individus chez lesquels on observe les plus singuliers contrastes, tantôt inertes, passifs, prêts à douter de tout et d'eux-mêmes, ils sont déprimés sans cause ; tantôt exaltés, excessifs en tout, prenant d'eux-mêmes l'opinion la plus haute, ils ont toutes les audaces ; jamais ils ne sont en équilibre, et ils obéissent surtout à des sollicitations instinctives auxquelles leur volonté défaillante ne peut opposer un contrepoids de résistance suffisante. Malgré des qualités parfois brillantes, en apparence du

moins, ce sont de véritables infirmes intellectuels. Le monde auquel ces apparences trompeuses suffisent, les accepte aussi longtemps qu'ils ne le gênent pas ; il n'a pas assez de sévérités pour eux quand un éclat se produit, et il n'admet pas volontiers qu'on lui montre combien la chute était facile à prévoir.

« Dire de ces déséquilibrés que ce sont des aliénés confirmés, ce serait aller trop loin ; les traiter en gens raisonnables, ce serait commettre une erreur non moins grave. La vérité est entre ces deux extrêmes (1). »

La question en était là lorsque le retentissement d'un procès célèbre vint attirer de nouveau l'attention générale sur cette théorie si controversée : ce fut le crime mystérieux de Villemomble, dont l'auteur, Euphrasie Mercier, est devenue célèbre dans les annales judiciaires.

Ce fut le professeur Ball qui, avec les D^{rs} Blanche et Motet, fut chargé de l'examen de l'accusée, et c'est à ce propos qu'il remit sur le tapis et discuta de nouveau la thèse de la responsabilité atténuée.

Euphrasie Mercier avait eu parmi ses clientes, alors qu'elle était marchande de chaussures, une demoiselle Ménétrer, qui possédait une fortune d'environ 80.000 fr. Cette personne ayant acquis pour s'y installer une propriété à la campagne, prit à son service Euphrasie. Les circonstances particulières dans lesquelles vivait

(1) *Rapport médico-légal* du 19 janvier 1886.

Mlle Menetrer, et l'isolement absolu dans lequel elle s'est trouvée à un moment donné, ont permis à la coupable d'accomplir facilement son crime. Elle empoisonne sa maîtresse, brûle le cadavre, enterre les os à demi-calcinés dans le jardin, et commet une série de faux très compliqués, dans le but de s'emparer de la fortune de sa patronne.

Obéissant à une impulsion instinctive, elle réunit autour d'elle la plupart des membres de sa famille, ces dispositions amenèrent sa perte. Deux ans après le crime, elle est dénoncée par son neveu, et l'instruction établit sa culpabilité.

Mais un fait intéressant se trouve dévoilé au cours du procès. On se trouve en présence d'une famille d'aliénés héréditaires. Les excentricités d'Euphrasie Mercier et celles de ses sœurs, motivèrent une expertise médico-légale, dirigée par MM. les D^{rs} Ball, Blanche et Motet.

Euphrasie Mercier est une femme de haute taille, d'une constitution vigoureuse et bien conservée, malgré ses 65 ans. Elle possède un esprit pratique extrêmement développé, et une intelligence remarquable au point de vue commercial. Seulement elle a des hallucinations de la vue, de l'ouïe et du tact. Elle est une aliénée héréditaire, les idées mystiques et les hallucinations qui l'obsèdent se rencontrent à des degrés divers chez la plupart des membres de sa famille. Le délire qui domine depuis si longtemps son esprit, n'a nullement troublé

ses facultés au point de vue des affaires d'intérêt qui l'ont toujours si vivement préoccupée. Euphrasie Mercier est responsable de ses actes, seulement cette responsabilité est considérablement atténuée par les troubles intellectuels dont elle est atteinte.

Telle fut à peu près la conclusion de cette expertise, et c'est à ce propos que le D^r Ball prit la défense de la responsabilité atténuée.

« Les aliénés, dit-il, et ils sont nombreux, qui ont conservé une partie souvent considérable de leur fortune intellectuelle, sont incontestablement gouvernés dans une certaine mesure par les mêmes sentiments, les mêmes instincts et les mêmes motifs que les autres hommes ; et c'est pourquoi, dans quelques cas particuliers, on est en droit de leur appliquer les principes du droit commun.

Comment donc faut-il entendre la responsabilité partielle ou limitée ? Elle ne peut évidemment s'appliquer qu'aux sujets dont l'intelligence, fortement entamée sur un point, conserve à d'autres égards son intégrité, et même, en pareil cas, la responsabilité ne s'adresse qu'aux points restés en dehors du délire limité..... Des hommes du plus grand génie, des figures historiques de la plus haute renommée, ont présenté des signes non douteux d'aliénation mentale. En a-t-on jamais tiré parti pour diminuer leur mérite ? Pour avoir traversé une période de folie, Newton n'en a pas moins fondé le système du monde ; pour avoir été sequestré momentanément,

ment dans une maison de santé, Auguste Comte n'en est pas moins un des plus grands philosophes qui aient jamais existé. Pour avoir été profondément halluciné, Luther n'en a pas moins opéré l'une des révolutions les plus gigantesques des temps modernes..... Si la doctrine de l'irresponsabilité absolue des aliénés devait avoir force de loi, de singuliers privilèges se trouveraient subitement conférés à toute une classe d'individus plus nombreux qu'on ne le croit et plus dangereux qu'on ne le pense. Les déclassés, les vicieux, les excentriques, les alcooliques, les morphinomanes, ne manqueraient jamais, au besoin, de trouver des médecins prêts à les élever à la dignité de fous ; et bientôt les excès commis par cette noblesse au rebours, avec une impunité systématiquement garantie, dépasserait tous les abus de l'ancien régime contre lesquels l'indignation publique s'est autrefois soulevée.....

Sans doute il n'existe point de phrénomètre, suivant l'ingénieuse expression de M. J. Falret, pour mesurer le degré de responsabilité qui revient à chacun des sujets de cette catégorie, mais s'il est difficile de mesurer le degré de responsabilité de certains malades, est-ce une raison pour dire que cette responsabilité n'existe jamais ? (1). »

Telles sont les conclusions du D^r Ball à propos de la responsabilité atténuée.

(1) *L'Encéphale*, 1886, p. 530 et s.

En 1888, le D^r Parant, dont nous avons déjà parlé, fit paraître un livre sur « la Raison dans la folie », dans les conclusions duquel il s'occupe de la responsabilité des criminels aliénés. Il s'occupe surtout de la responsabilité partielle des aliénés, qu'il combat très énergiquement, mais il reconnaît l'existence d'une catégorie d'anormaux qui, sans être aliénés, sont cependant dans un état qui peut atténuer leur responsabilité. Seulement il déclare que les médecins sont incompetents pour décider de cette atténuation.

« Ce sont, dit-il, ces individus qui pourraient être désignés sous le nom d'insuffisants, et que, communément, on appelle des faibles d'esprit. S'ils doivent être considérés comme moins responsables que des gens vraiment intelligents, l'appréciation du degré d'atténuation qu'ils méritent dans leur culpabilité n'est point exclusivement de la compétence médicale. Notre sentiment est que, si ces faibles d'esprit n'ont aucune tache morbide, si, d'un autre côté, ils ont une notion suffisamment claire de la nature de leurs actes, et qu'ils sachent distinguer le bien du mal, ils doivent être déclarés responsables. Veut-on, à l'occasion, pouvoir leur appliquer le bénéfice des circonstances atténuantes, diminuer leur responsabilité ? Nous n'y contredisons pas ; mais cette détermination n'est plus du ressort médical, elle est encore l'affaire du juge et non la nôtre (2). »

(2) PARANT. *La raison dans la folie*, p. 396.

En somme, la question reste toujours assez obscure. On confond souvent responsabilité partielle et responsabilité atténuée, ou plutôt on met les deux questions de front. Vers 1890, les D^{rs} Billod, Casper, Brierre de Boismond, Michéa, Delasiauve, Tardieu et Ball, admettent que, quand il y a délire partiel, il y a aussi responsabilité partielle, quand le crime ne se rattache pas à l'objet du délire.

Au contraire, les D^{rs} Falret et Parant soutiennent l'opinion contraire, et déclarent irresponsable tout homme atteint d'aliénation mentale à quelque degré, et sous quelque forme qu'il soit aliéné.

Le D^r Legrand du Saulle soutient une opinion intermédiaire : tout en admettant une responsabilité partielle pour certains aliénés, il conclut à l'irresponsabilité devant la loi pénale, et propose le placement de ces aliénés dans des asiles spéciaux.

On voit donc que sur ce point la question est très controversée (et elle l'est encore aujourd'hui), à cause de cette délimitation, pour ainsi dire impossible à faire de ce qu'on a appelé les frontières de la folie.

Quoi qu'il en soit, il est facile de voir dans les écrits et les rapports médico-légaux de l'époque, que nous avons cités plus haut, que les médecins sont tous d'accord sur le point principal de notre thèse, c'est-à-dire sur ces individus anormaux et dégénérés, faibles d'esprit et maniaques, dont l'état n'est, en somme, aucunement pathologique. Tous donc sont d'accord, y com-

pris Falret et Parant (Encéphale, 1886), pour leur reconnaître une responsabilité atténuée. Et c'est ce qu'il nous importe surtout de constater.

La seule question qui divise donc les aliénistes, c'est la classification de ces états anormaux et surtout leur limite. Où cesse la défectuosité, et où commence la folie ? Telle est la pierre d'achoppement.

Et c'est une question qui paraît à peu près insoluble si l'on songe que la difficulté est doublée pour ceux qui veulent délimiter ainsi responsabilité entière, responsabilité atténuée, et irresponsabilité. En effet, au lieu de l'unique délimitation à faire entre la raison et la folie, entre la responsabilité et l'irresponsabilité, on se heurte à une double difficulté, avec la responsabilité atténuée, quand il s'agit de déterminer où elle commence et où elle finit.

Après ce court résumé historique sur les idées médicales de responsabilité atténuée, nous allons examiner la question au point où elle se trouve aujourd'hui.

Nous nous trouvons en présence de trois théories.

La première, et la plus simple, est celle qui divise l'humanité en deux groupes bien distincts : les fous et les raisonnables, et partant les irresponsables et les responsables. Cette théorie serait la plus facile pour l'exercice de la justice : on condamne ou on interne. Pour les partisans de cette théorie, la responsabilité atténuée est une invention des médecins embarrassés, qui dissimulent mal sous ce mot leur ignorance ; c'est la conclusion

des experts qui ne veulent pas se compromettre. Pour soutenir cette théorie on part de l'idée de l'unité et de l'indivisibilité de la personne humaine. Quand le moi est intact, le sujet a sa raison et sa responsabilité, au contraire, est-il détruit ou même simplement altéré, il est fou et irresponsable. Etant indivisible, la personne humaine ne peut pas être partiellement détruite ou altérée ; il ne peut y avoir ni folie partielle, ni responsabilité atténuée.

Parmi les quelques défenseurs actuels de cette théorie, on peut citer particulièrement le D^r Legrain, médecin en chef de l'asile de Ville-Evrard.

« Cette conception d'une responsabilité atténuée, disait-il à la Société des Prisons, au mois de février 1905, n'est, il faut bien le dire, qu'une façon commode de déguiser notre ignorance ; c'est une formule de simple convention qui a permis jusqu'alors de suppléer à une connaissance plus exacte des véritables causes et des véritables effets, et de concilier les exigences de la défense de certains anormaux, avec les exigences du Code. Quand on est hésitant ou que l'on n'ose point risquer une opinion ferme, on est enchanté de trouver un moyen terme qui semble tout arranger. Mais j'ai la conviction que c'est une thèse de transition : elle n'a rien de scientifique, et elle est loin de donner satisfaction à l'esprit. Je n'ai jamais pu m'assimiler cette idée d'une responsabilité partielle ; je ne vois nullement à quoi cela peut correspondre. Dans bien des circonstances, comme ex-

pert, j'ai eu l'occasion d'examiner des criminels ou des délinquants ; toujours je me suis déterminé dans le sens ou de la responsabilité, ou de l'irresponsabilité, je n'ai jamais pu m'arrêter à une étape intermédiaire, ni déclarer que j'avais affaire à des individus mi-partie responsables et mi-partie irresponsables. Je ne me suis pas non plus résolu à opiner en faveur d'une responsabilité atténuée, qui n'eût été que le corollaire d'une responsabilité partielle, parce qu'on atténue une pénalité, et non pas une responsabilité, et alors, c'est au juge, non à l'expert de le faire. »

Le Dr Legrain écrit en outre : « Je suis d'avis que la responsabilité atténuée ou partielle n'est pas une conception rigoureusement scientifique, et je ne trouve aucun argument pour la défendre en dehors de la tradition. Elle est inutile à la recherche de la vérité. Elle ne sert point les intérêts de la justice ; elle est enfin un mol oreiller qui a permis à bien des consciences de se reposer ; c'est une de ces solutions bâtarde qui fut une façon commode de déguiser notre ignorance (1). »

La seconde théorie que l'on pourrait appeler théorie des trois blocs est soutenue avec beaucoup de force par M. le professeur Grasset de Montpellier.

Cette théorie admet entre les deux blocs formés par les irresponsables d'un côté, et les responsables de l'au-

(1) LEGRAIN. *Eléments de médecine mentale appliquée à l'étude du droit* (Cours professé à la Faculté de droit en 1905, p. 446.

tre, la présence d'un troisième groupe correspondant à des types cliniques définis, et formant ce que M. Grasset appelle les demi-fous et les demi-responsables.

Cette théorie, comme la précédente, est basée sur l'étude des centres psychiques. En effet, si ces centres psychiques constituent eux-mêmes un tout, un et indivisible, on se demande si ce tout est malade ou s'il ne l'est pas, et c'est la théorie des deux blocs. Si, au contraire, cet appareil nerveux n'a pas du tout cette unité, s'il est constitué par un grand nombre de neurones divers, qui ont une importance différente dans l'exercice de la raison, si, en un mot, c'est un organe complexe, multiple et divisible, il devient parfaitement possible et facile de concevoir une lésion d'une partie de ces centres, et, par suite, une diminution de la raison et une atténuation de la responsabilité.

Toute la question se résout à savoir si les centres psychiques sont ou ne sont pas divisibles. Or, dans cette théorie que j'ai appelé des trois blocs, on admet qu'ils le sont, et voici comment le professeur Grasset, après avoir exposé scientifiquement la théorie, dans deux publications de 1904 à 1906 (*Le Problème des localisations psychiques dans le cerveau*, et *Le Psychisme inférieur*), l'expose simplement dans son livre récent sur les demi-fous.

« Si le problème des localisations psychiques est si en retard, alors que celui des localisations motrices et sensitives est si avancé, cela vient de ce que la question

est généralement mal posée. Il est évidemment impossible de considérer le psychisme comme la motilité ou la vision, et de vouloir la localiser ainsi en bloc, autour d'une scissure, ou dans un groupe de circonvolutions. L'écorce cérébrale tout entière est psychique. On peut même définir les phénomènes psychiques par ce siège cortical. Les neurones psychiques doivent être localisés dans l'écorce cérébrale.

Pour aller plus loin, et localiser le psychisme avec plus de précision dans l'écorce, il faut faire de l'analyse psychologique ; et il ne faut pas décomposer la fonction psychique en facultés : Mémoire, attention, association des idées, etc. Il n'y a certes pas un centre pour chacune d'elles.

Il faut prendre la question par un autre côté, et diviser les fonctions psychiques en trois groupes :

1° Les fonctions psychiques sensorio-motrices ou fonctions psychiques de relations extérieures ; 2° les fonctions psychiques inconscientes et automatiques (psychisme inférieur) ; 3° les fonctions psychiques supérieures conscientes et volontaires.

On connaît bien aujourd'hui le siège anatomique du premier groupe de centres psychiques. Ce sont, toujours sur l'écorce : à la face externe, la zone périrolandique (sensibilité générale et motilité), et la zone moyenne des première et deuxième temporales (ouïe) ; à la face interne, la zone péricarcarine (vision), et la zone de l'hippocampe (goût et odorat).

Les centres du psychisme inférieur paraissent occuper les zones moyenne et postérieure des centres d'association de Fleshig. Les points nodaux de ces systèmes longs d'association seraient les territoires centraux de ces zones : la partie moyenne du pli courbe et la troisième circonvolution temporale ; il faut y joindre le corps calleux qui représente tous les faisceaux de relation psychique d'un hémisphère à l'autre.

Enfin les centres psychiques supérieurs paraissent réunis dans le lobe préfrontal ou zone périrolandique : lobe frontal moins la frontale ascendante et le pied des trois frontales (qu'il faut rattacher à la pariétale ascendante et au lobule paracentral). Ceci n'est pas encore définitivement démontré, mais j'ai pu réunir un faisceau de documents cliniques qui méritent attention et prouvent que le problème, s'il n'est pas résolu, n'est pas du moins définitivement insoluble par essence et par définition.

Il paraît établi que la lésion de ce lobe préfrontal entraîne le plus souvent des troubles mentaux profonds, tels que la perte de la volonté libre et consciente, tout en laissant intact, ou à peu près, le fonctionnement du psychisme inférieur, c'est-à-dire le psychisme automatique et inconscient.

Ainsi, une de ces malades répondra bien aux questions posées quand elles sont simples, et ne nécessitent aucun effort personnel ; elle répétera des phrases brèves prononcées devant elle, fera même des additions faciles

comme trois et quatre, ou six et trois. Mais si la réponse est plus compliquée, nécessite une certaine réflexion, et un effort intellectuel bien personnel, la malade reste immobile, répond avec une placidité souriante qu'elle ne sait pas, et n'essaie même pas d'en faire davantage. Et on trouve, à l'autopsie, chez cette malade, une tumeur du lobe frontal.

Les faits de ce genre (et ils commencent à être nombreux), prouvent deux choses : d'abord, ce que l'on sait depuis longtemps, qu'il y a des parties du cerveau nécessaires à la fonction intellectuelle supérieure ; en second lieu, ce qui est plus récemment acquis, que la maladie de ces parties du cerveau ne supprime pas toute intellectualité, qu'il y a d'autres parties du cerveau qui président aussi au psychisme, à un psychisme inférieur sans doute, mais à un psychisme réel (1). »

Tels sont les arguments et les preuves (un peu trop médicales pour nous, il faut l'avouer), que le professeur Grasset apporte à l'appui de sa thèse, qui peut, en somme, se résumer ainsi : 1° Il y a des cas dans lesquels les centres psychiques sont atteints en assez grand nombre pour que le sujet soit fou ; 2° il y a des cas où les divers centres psychiques sont assez intacts pour que le sujet soit raisonnable ; 3° enfin il y a des cas où une partie seulement des centres psychiques et des centres les moins élevés est atteinte ; dans ce dernier cas, l'al-

(1) GRASSET. *Demi-fous. Demi-responsables*, p. 38.

tération suffisante pour que le fonctionnement psychique ne soit pas toujours normal, et ce sont les demi-fous. Le professeur Grasset admet deux catégories de malades : les mentaux et les psychiques : les mentaux ont perdu la raison, la volonté libre, l'intellectualité supérieure : ce sont les fous. Les psychiques, eux, n'ont pas perdu tout ce qui fait la raison et la pensée supérieure, mais ils sont cependant troublés dans leur psychisme qui n'est pas normal. En un mot, il y a des malades et des bien portants, mais les malades se divisent en deux groupes, les fous et les demi-fous.

Nous arrivons maintenant à la troisième théorie, celle du bloc unique, et qui nous paraît la plus scientifique et la mieux établie, tant que les hypothèses du D^r Grasset ne seront pas rigoureusement établies.

Pour cette théorie, l'humanité entière ne forme qu'un seul groupe, et il y a une série continue du plus responsable au plus irresponsable.

Il est impossible d'établir une ligne de démarcation absolue entre les phénomènes physiologiques normaux et les troubles pathologiques. L'état de santé et l'état de maladie se prolongent d'une façon continue, et il est parfois impossible de délimiter la frontière qui les sépare. En dehors des affections nettement spécifiques, la nature même des choses veut que fréquemment la santé et la maladie offrent des points de contact. Cette continuité entre l'état physiologique normal et l'état pa-

thologique, semble encore plus évidente pour l'état psychique.

Du rêve au délire, il n'y a qu'une différence de degré. Du raisonnable au passionné, du toqué au dément, il y a tous les termes de transition, et il est impossible de dire où commence la folie. L'homme répondant au type idéal d'anatomie et de physiologie normale, de mentalité parfaite, n'existe vraisemblablement pas. Au contraire, tous nous présentons quelques tares, quelques anomalies, quelques points faibles.

C'est à cette théorie que se rattache le Dr Bernheim dans sa thèse sur l'hystérie. Pour lui, entre l'apathique le plus froid et l'hystérique le plus violent, on trouve tous les termes de transition, en passant par les degrés divers de l'émotivité et du tempérament nerveux. Pour lui, l'hystérie n'est pas une maladie : il y a seulement des gens plus ou moins nerveux et plus ou moins hystérisables.

Quoique ces théories paraissent s'opposer formellement entre elles, nous les retrouvons toutes les trois d'accord sur le terrain pratique, en ce sens que toutes admettent l'existence de ces anormaux qui nous intéressent, il n'y a que la classification qui diffère. En effet, dans la première théorie, on les classe parmi les irresponsables, mais avec application d'un traitement spécial ; dans la seconde on les classe dans un groupe à part, et dans la troisième ils forment quelques anneaux de la chaîne continue des cerveaux humains.

Quoi qu'il en soit, nous nous trouvons en présence d'un fait bien établi et reconnu par la médecine mentale sans aucune hésitation, à savoir, l'existence d'une catégorie de gens fous pour les uns, demi-fous pour les autres, ou enfin anormaux à un degré plus ou moins prononcé.

Ces individus, dans quelque catégorie qu'on les classe, n'en ont pas moins à rendre compte à la société de leurs actes. Mais, avant d'étudier leurs rapports avec la justice, il serait bon d'examiner quelques cas cliniques, ne serait-ce que pour se faire une idée plus exacte de ce que sont ces individus dont on s'occupe beaucoup en ce moment, et qui sont près d'être la cause d'une crise importante de notre législation pénale.

Je ne citerai que quelques cas empruntés à MM. Régis et Grasset, à titre d'exemple, et pour montrer ce qu'on entend par demi-folie.

1° La mélancolie, qui se manifeste par un état général de tristesse, de dépression, d'inaction. Le malade fuit tout travail, toute société, il est incapable de vouloir et d'agir, il a des préoccupations maladives constituant des idées fixes et obsédantes, dont les plus fréquentes sont les idées hypocondriaques, les idées de persécution, les idées religieuses, etc. Mais, malgré tout, il conserve sa lucidité et la conscience de son état maladif.

2° Les déséquilibres, qui forment la transition entre l'état normal et l'état pathologique, ce sont les frontières où vivent des individus intelligents, parfois même

brillants, mais incomplets et porteurs d'une tare qui se traduit par un défaut d'harmonie et de pondération entre les diverses facultés. Ce sont des dégénérés. On distingue d'abord les dégénérés supérieurs, qui comprennent les désharmoniques et les originaux ou excentriques.

Les désharmoniques se font remarquer dès leur enfance par leur précocité, leur aptitude à tout comprendre, et, en même temps, par leurs caprices et leurs entêtements, leurs instincts cruels, leurs accès de colère, violents et convulsifs. Au moment de la puberté, ils présentent souvent des crises passagères d'excitation ou de dépression, avec exagérations de certaines tendances psychiques ou passionnelles (mysticisme, onanisme, etc.). Devenus hommes, ce sont des êtres complexes, formés d'éléments disproportionnés, aussi bien doués par certains côtés, qu'ils sont insuffisants par d'autres. Dans l'ordre intellectuel, ils possèdent quelquefois à un très haut degré les facultés d'imagination, d'invention, d'expression. Ce qui leur manque, c'est l'unité de direction dans les productions intellectuelles. Il en résulte souvent que, malgré leurs qualités souvent supérieures, ces individus sont incapables de se conduire raisonnablement. Ce sont des utopistes, des théoriciens, des rêveurs, qui s'éprennent des plus belles choses et ne font rien.

Les originaux ont un degré plus marqué de déséquilibre, ils ont des anomalies, des manies qui portent

soit dans une habitude extérieure, comme par exemple la façon de se vêtir, soit dans un geste bizarre, une locution, un tic, une grimace.

« Souvent aussi l'originalité se révèle par une tendance impérieuse, obsédante, qui pousse le sujet dans une direction intellectuelle ou morale déterminée, à l'exclusion de toute occupation pratique et utile ; par exemple à s'entourer d'oiseaux, de fleurs, de chats, à collectionner des objets insignifiants, en particulier des objets de toilette, tels que cravates, chapeaux, chaussures, robes de chambre de toute couleur et de toute forme, à s'absorber dans des recherches, des calculs, des inventions ridicules. Ou bien ce sont des émotivités singulières, des appréhensions ou des attractions invincibles pour tel ou tel animal, ou tel ou tel objet. La prodigalité excessive, l'avarice sordide, l'exaltation religieuse et politique, l'érotisme sous ses modalités, ses perversions, les rites mystiques les plus bizarres, le mensonge spontané, l'esprit d'intrigue et de duplicité, la passion du jeu et de la boisson, l'hypocondrie et la misanthropie, sont encore des tendances qui se retrouvent fréquemment chez ces individus, que le public désigne vulgairement sous le nom d'excentriques, de maniaques, de toqués. » (Régis. *Précis de Psychiâtrie*.)

Les dégénérés moyens viennent ensuite, qui peuvent être soit des dégénérés simples, soit des dégénérés à psychoses particulières.

Les dégénérés simples se font en général remarquer

par la lenteur avec laquelle s'opère leur évolution intellectuelle. Leur instruction est rarement complète, et ils sont pour la plupart forcés de renoncer à leurs études. Ils peuvent posséder quelques aptitudes particulières, mais qui sont toujours moins fortes que chez les déséquilibrés. Ce qui domine chez eux, ce sont des lacunes profondes dans le jugement et le sens moral. En un mot, leur intelligence est, a-t-on dit, un instrument auquel il manque des cordes.

Les dégénérés à psychose peuvent être des persécutés, des ambitieux, des inventeurs, des processifs, des érotiques et jaloux, des mystiques, des pervers, des amoureux.

Les dégénérés inférieurs comprennent surtout les imbéciles, au sens médical du mot, c'est-à-dire les individus ne possédant qu'une portion très restreinte d'intelligence. A peine peuvent-ils arriver à apprendre à lire ou à écrire. Cependant certains d'entre eux, dit Régis, se font remarquer par des aptitudes artistiques plus ou moins brillantes, de grandes qualités de mémoire ou d'imitation. Au point de vue moral, les lacunes sont peut-être plus profondes encore que dans l'intelligence. Ce sont surtout les sentiments inférieurs et les mauvais instincts qui dominent en eux. Ils sont enclins aux excès vénériens ou alcooliques, et aux actes de violence ; presque tous se livrent à l'onanisme, quelques-uns même à des pratiques contre-nature. A certains moments, ils peuvent être pris plus ou moins brusquement

d'accès de mélancolie ou de manie, pendant lesquels ils commettent surtout des actes d'obscénité, ou même se livrent à l'incendie, au vol, au suicide ou à l'homicide.

Les épileptiques, en dehors de leurs attaques, sont des demi-fous. Il en est de même des neurasthéniques, des hystériques, et aussi des alcooliques, sur lesquels nous aurons sans doute à revenir.

Ces quelques cas cliniques, pris entre beaucoup d'autres, permettent de voir exactement ce que l'on entend par individus à responsabilité atténuée, et par demi-fous. D'autre part, voici ce qu'en disait M. le professeur Gilbert Ballet à la Société des Prisons, en 1905 :

« Quel est l'individu atteint médicalement de responsabilité atténuée ?... Voici mon critérium. Je vous disais tout à l'heure que les gens irresponsables étaient, pour la dernière catégorie que j'envisageais, des malades obéissant à un motif morbide, une hallucination par exemple.

« Et bien, voilà un épileptique. Il a des crises ; à la suite de ces crises, il peut tomber dans un état de condition seconde ou inconsciente, où il peut commettre un crime. Il n'est pas douteux que s'il commet le crime dans cet état de condition seconde, il l'aura commis dans une situation pathologique, et qu'il ne pourra pas en porter la responsabilité.

« Mais, ce même épileptique n'est pas toujours en état de crise, il a des intervalles lucides qui peuvent durer des mois, des années, mais pendant ces inter-

valles lucides, il peut conserver un certain degré d'irritabilité, d'excitation.

« Cet épileptique se meut sous l'influence des différents sentiments qui nous touchent : l'amour ou la haine, il a des idées de lucre, des rapports sociaux et moraux comme nous. Qu'un des sentiments auxquels je viens de faire allusion soit mis en émoi par un des mille mobiles qui agissent sur nous à chaque instant ; en vertu de son irritabilité pathologique, l'épileptique résistera moins à un mobile normal qu'un homme normal.

« Je considère que, dans une telle situation, on est en droit de dire que sa responsabilité est atténuée, ce qui veut dire : « Le malade que vous me présentez est un malade qui a commis un crime ou un délit, non pas sous l'influence d'un mobile pathologique, mais sous l'influence d'un mobile ordinaire. Seulement, en vertu de son état pathologique, il présente une puissance de résistance moindre. »

« Voilà une situation qui me paraît particulière, très différente de la situation des criminels que j'appelais tout à l'heure irresponsables, très différente aussi de celle des responsables.

« A côté de l'épileptique, je pourrais placer l'alcoolique, agissant, non pas sous l'influence de l'hallucination, mais recevant par exemple une injure de son voisin et ripostant avec plus de véhémence et de vivacité,

précisément parce que les habitudes alcooliques ont engendré chez lui une certaine irritabilité.

« En d'autres termes, il existe un grand nombre de cas où, quand nous disons : il y a responsabilité partielle, atténuée, nous voulons dire : l'inculpé que vous nous avez donné à examiner n'a pas agi, à proprement parler, sous l'influence d'un mobile pathologique, d'une obsession morbide, mais sous l'influence d'un mobile vulgaire ; seulement il présentait en présence de ce mobile, à cause de la maladie qui existe chez lui, un degré moindre de résistance. Voilà des cas qu'il faut placer dans une catégorie intermédiaire entre ce que nous qualifions de pleine responsabilité et d'irresponsabilité.

« Mais il existe une autre catégorie, et c'est la plus importante, parce que c'est à propos de celle-là que la solution pratique nous apparaît le moins.

« Cette catégorie d'irresponsables qui sont nombreux, correspond aux cas suivants. Voici, par exemple, un individu fils d'alcooliques, présentant dans sa conformation extérieure ces anomalies que nous rencontrons si fréquemment chez les individus que les médecins, à tort ou à raison, appellent dégénérés ; ce sont des gens qui ont les oreilles mal ourlées, du strabisme, une dentition défectueuse, qu'on peut reconnaître enfin pour des anormaux à certaines tares extérieures. Examinez-les dans leur passé : souvent ils ont eu des convulsions infantiles, leur enfance a été difficile au point de vue du développement, ils ont été des enfants

hargneux, peu sociables, battant leurs camarades à l'école ; il existe chez eux non seulement des tares physiques, mais des tares psychiques. Après avoir été mauvais écoliers, ils deviennent mauvais parents, mauvais fils, mauvais frères, ils versent facilement et rapidement dans la criminalité, et, suivant qu'ils ont eu la bonne ou la mauvaise chance de commencer par un délit bien caractérisé ou par un accès de délire, souvent alcoolique, ils ont débuté par l'asile d'aliénés ou par la prison (1). »

§ 2. — LA RESPONSABILITÉ ATTÉNUÉE ET LA
PRATIQUE JUDICIAIRE

La question de la responsabilité atténuée étant ainsi étudiée aux points de vue historique et médical, nous allons voir maintenant quelles en sont les applications pratiques.

Il résulte de ce qui précède que nous nous trouvons en présence d'un fait qui, malgré les quelques contestations que nous avons rencontrées, semble bien établi, à savoir : l'existence d'une catégorie de criminels, ni responsables ni fous, qui, s'ils n'ont pas été visés par le Code pénal pour la bonne raison qu'on ne les connaissait pas à l'époque de sa promulgation, obligent du moins la pratique judiciaire à les traiter d'une manière spéciale.

(1) GILBERT BALLET, *Revue pénitentiaire*, 1905, p. 201 et 202.

Dans l'article 64 du Code pénal, la loi déclare qu'il n'y a ni crime, ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action. La loi n'envisage donc que deux situations : Ou le criminel a agi en état d'aliénation mentale, et alors il est irresponsable et les autorités compétentes auront à prendre des mesures utiles pour le soigner et protéger la société. Ou bien il a agi étant sain d'esprit, et alors il est pleinement responsable, et encourt les peines édictées par la loi. Mais, en fait, ces deux situations bien nettes ne sont pas les seules ; nous avons vu que les médecins ont admis toute une série de situations mixtes, de responsabilités plus ou moins atténuées. Or, la pratique judiciaire fut bien obligée de tenir compte de ces situations intermédiaires, elle le fit au moyen des circonstances atténuantes (art. 463 du Code pénal, révisé en 1832).

Ces circonstances atténuantes n'ont pas été introduites dans notre législation en vue de cet usage déterminé. Cependant, comme elles sont, dans leur conception législative, indéfinies et illimitées, elles peuvent ainsi servir à diminuer la peine plus ou moins quand la responsabilité est plus ou moins atténuée ; et cela au moyen d'un raisonnement très simple. La responsabilité du coupable étant atténuée, il est juste que la sanction pénale le soit aussi dans la même mesure.

Mais ce système, évidemment très simple en lui-même et qui paraît si rationnel au premier abord, aboutit en pratique à des conséquences désastreuses pour la sécu-

rité sociale. En effet, ce défectueux, cet anormal à responsabilité atténuée, qui a une moindre résistance au mal et qui, par suite, est un danger social, on va le remettre en liberté après une courte peine. On va le remettre prématurément en présence d'occasions de récidive, sans avoir soigné sa défectuosité, et, par conséquent, on va augmenter d'autant le danger de la société.

« D'ailleurs ces conséquences pernicieuses n'ont pas tardé à apparaître aux yeux de tous ceux qui observent les faits. Lorsque la théorie de la responsabilité atténuée a été produite pour la première fois devant la justice, c'était à la cour d'assises, dans une accusation d'assassinat, nous l'avons vu dans notre résumé historique). En réalité, il s'agissait d'arracher un meurtrier des mains du bourreau et d'obtenir en sa faveur le bénéfice des circonstances atténuantes. Dans ces termes, cette doctrine n'était pas bien dangereuse, parce que le coupable était encore frappé des travaux forcés à perpétuité, peine qui le mettait pour toujours dans l'impossibilité de nuire, et qui restait assez sévère pour être exemplaire. Au fond, on pouvait y voir une des nombreuses manifestations de la conscience contemporaine contre la peine de mort. Mais on ne fait pas la part des théories, et les principes portent, tôt ou tard, leurs conséquences entières.

« Si la doctrine de la responsabilité limitée était exacte pour les assassins, elle ne l'était pas moins pour les médiocres délinquants : voleurs, escrocs ou vaga-

bonds, et, à y bien regarder, on s'est aperçu que beaucoup n'avaient que cette responsabilité là : un grand nombre sont des alcooliques et des dégénérés héréditaires. Pour ceux-là donc, on a aussi mitigé la peine, mais elle est ainsi devenue absolument inefficace. Une condamnation sévère eût pu effrayer ce malfaiteur, et servir d'exemple à ceux qui seraient tentés de l'imiter. Pour proportionner le châtiment au degré de responsabilité du coupable, on a prononcé contre lui une peine dérisoire qui n'a plus servi à rien ni à personne. Ces courtes peines ont seulement provoqué beaucoup de récidives. Nous en sommes là (1). »

Telle est la situation actuelle qui, on le voit, aboutit en fait à une impasse : ou bien on condamne à une peine longue un individu dont on reconnaît la responsabilité atténuée, et on commet une injustice, ou bien on atténue sa peine dans la mesure de sa responsabilité, et alors on nuit gravement à la sécurité sociale.

Il nous faut donc maintenant rechercher les remèdes que l'on peut apporter à cet état de choses.

Nous allons avoir trois questions principales à étudier.

1° Doit-on introduire dans le Code pénal une excuse nouvelle, basée sur la responsabilité atténuée ?

2° Qui sera chargé de se prononcer sur la responsabilité de l'inculpé : juges, médecins ou jury ?

(1) M. GARÇON. *Préface des Eléments de médecine mentale*, de Legrain, p. 9.

3° Quels procédés peut-on trouver pour protéger la société contre ces défectueux et ces anormaux criminels ?

I

Par tout ce qui précède, on s'est rendu compte qu'entre l'intégrité des facultés intellectuelles et l'aliénation mentale, il y a des degrés presque infinis, il est donc logique d'admettre les mêmes degrés entre la responsabilité complète et l'irresponsabilité. Il y a des gens à tares physiologiques insuffisantes pour faire disparaître leur responsabilité, mais suffisantes cependant pour l'amoindrir. C'est un état intermédiaire avec une série de gradations, qui ne peut entraîner l'impunité, mais qui doit être pris en considération dans l'application de la peine et qui constitue la responsabilité atténuée.

Or, notre législation pénale ne reconnaît pas expressément la responsabilité atténuée, alors qu'au contraire la législation italienne, par exemple, la reconnaît dans l'article 47 du Code pénal de 1889.

« Quand l'état d'esprit, indiqué à l'article précédent, est de nature à amoindrir grandement l'imputabilité, sans la supprimer, la peine édictée relativement à l'infraction commise est diminuée d'après les règles suivantes : 1°, etc. Si la peine prononcée est restrictive de la liberté personnelle, le juge peut ordonner qu'elle soit subie dans une maison de garde (*casa di Custodia*),

tant que l'autorité compétente n'a pas rapporté cette mesure, cas dans lequel le reste de la peine est subie dans les conditions ordinaires. »

Nous ne possédons dans le Code pénal que l'article 463 qui, comme nous l'avons déjà vu, permet de prononcer la peine avec la modération nécessaire par le jeu des circonstances atténuantes. Mais cet article 463 est-il suffisant, et permet-il de prononcer contre certains délinquants à responsabilité atténuée une peine assez modérée ? Ne serait-il pas préférable d'inscrire dans notre législation pénale un article spécial qui permettrait au juge en présence d'un demi-fou, de prononcer une peine amoindrie, cet article spécial pouvant toujours se combiner avec l'article 463.

Le principal argument apporté à l'appui de cette demande est le suivant : On suppose deux individus ayant commis le même délit, et tous les deux avec des circonstances de fait qui motivent une égale application de l'article 463, ils méritent tous deux le minimum de la peine. Seulement, l'un des deux a une responsabilité limitée. Comment va-t-on en tenir compte dans le cas actuel, cela sera impossible, et on sera forcé de punir également les deux accusés, quoi qu'ils soient inégalement responsables.

C'est de là que l'on part pour conclure que, si l'on admet la responsabilité limitée, il faut nécessairement créer à côté des circonstances atténuantes, un régime spécial pour les délinquants de cette catégorie.

S'il y a des degrés dans la responsabilité, il faut bien en effet que la peine varie elle-même d'après ces degrés, la mesure de la peine doit être réglée d'après la mesure de la responsabilité. Or, nous nous servons pour cela, dans notre système français des circonstances atténuantes, mais celles-ci n'ont pas été faites pour cette hypothèse, par cela seul qu'elles ne sont pas susceptibles de prévision légale, et qu'elles sont laissées à l'appréciation du juge, elles se réfèrent simplement aux circonstances du fait. C'est la part de l'accidentel, de ce qu'on ne peut prévoir.

Mais précisément, il y a autre chose ; il y a des états de cerveau ou de santé qui ne se rapportent plus à un fait accidentel, qui sont des états permanents et qui, par eux-mêmes, réduisent sans la supprimer totalement, l'énergie de la volonté, et par suite la force de résistance au mal ; en un mot ce sont ces cas pathologiques que nous avons examinés et qui motivent la responsabilité atténuée. Or, ce sont des états que la loi peut et doit prévoir comme une cause d'atténuation légale de la peine. De même que l'irresponsabilité est une cause de suppression légale de la peine, de même la demi-responsabilité doit être une excuse atténuante légale, et loin de se confondre avec les circonstances atténuantes, cet état peut et doit se combiner avec elles. L'état de morbidité peut, en effet, très bien se concilier avec une circonstance de fait, donc il doit y avoir deux degrés d'atténuation opérant l'un sur l'autre.

Malgré cet argument on est à peu près d'accord actuellement pour rejeter cette idée de la création d'une excuse nouvelle dans notre Code pénal; et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, nous avons vu qu'entre la responsabilité entière et l'irresponsabilité, il existe un grand nombre de degrés, et dès lors, quel sera le niveau de responsabilité qu'on choisira pour constituer l'excuse. La plus petite atténuation de responsabilité suffira-t-elle pour faire admettre l'excuse, ou bien exigera-t-on une limitation moyenne ou très forte. Il est donc irrationnel de vouloir établir une excuse qui, par son essence, doit être précise, pour un cas qui, de lui-même, est variable sur une très grande échelle.

D'autre part, dans notre législation actuelle, les circonstances atténuantes, le sursis, l'application du minimum, etc., sont des instruments d'individualisation assez élastiques pour faire la part de la responsabilité atténuée. En outre, l'excuse nouvelle introduite dans notre Code de cette façon serait très dangereuse pour la société, car elle augmenterait encore le péril occasionné par les courtes peines : « Avec l'excuse vous aurez quand même les circonstances atténuantes, de sorte que vous verrez la culpabilité d'un homme déminuée, d'abord parce qu'il a sa responsabilité limitée, puis parce qu'il existe par ailleurs des circonstances atténuantes quelconques; et alors, avec l'effet combiné de l'excuse, des circonstances atténuantes, et peut-être plus tard des

circonstances très atténuantes, vous arriverez en pratique à une véritable poussière de pénalité; et ceci parce qu'on base la peine sur le degré de responsabilité (1). »

De plus, cette nouvelle excuse serait encore dangereuse à un autre point de vue, en ce sens qu'elle serait démoralisante.

La croyance à la responsabilité est une idée-force qui ne doit pas être atteinte, dans l'intérêt social. En effet, tous les individus capables de délits ou de crimes sont disposés à être persuadés que leur responsabilité est incomplète ; or, établir une nouvelle excuse c'est diminuer dans l'esprit public l'énergie moralisatrice de l'idée de responsabilité et ainsi la peine perdra de son pouvoir d'intimidation en même temps que diminuera le pouvoir de résistance des consciences individuelles contre le mal. Il serait dangereux pour des individus dont les énergies morales sont très faibles, de le leur faire trop sentir; il faut, au contraire, leur faire supposer qu'ils ont eu eux, la force de résister au mal, et partant de cette idée, on est même arrivé à dire que même si la responsabilité existe, il vaudrait mieux ne pas en tenir compte.

Ainsi, voilà un premier point d'élucidé, il paraît actuellement incontestable qu'il est inutile, et qu'il serait peut-être même dangereux d'admettre une nouvelle excuse légale basée sur la responsabilité atténuée.

(1) M. LE POITTEVIN. *Revue pénitentiaire*, 1905, p. 64.

II

Le second point à examiner est le suivant : Qui se prononcera sur la responsabilité atténuée : juge, jury ou médecin ?

M. le conseiller Voisin, disait à la Société des prisons : l'appréciation de la responsabilité limitée, peut appartenir à tout homme, à tout père de famille, à tout citoyen intelligent ayant l'expérience de la vie il ne faut pas la subordonner à des expertises médico-légales.

Si on admettait cette opinion, les médecins seraient de suite éliminés et nous n'aurions plus qu'à hésiter entre le jury ou les juges.

Quoique cette opinion me paraisse inacceptable, nous allons commencer par étudier s'il est possible de confier au juge seul la déclaration de responsabilité.

En dehors de l'argument cité plus haut, on dit : Si la diminution de responsabilité ne résulte pas d'une tare physiologique, sur quels éléments se basera-t-on pour en juger ? On fera causer le prévenu, et on jugera de son degré de responsabilité sur ses réponses, sur les renseignements qui auront pu être recueillis touchant son genre de vie, son passé, sa famille. En quoi, dans ce cas, le médecin aurait-il spécialement qualité pour examiner ces différentes circonstances plutôt que le juge. Pourquoi magistrats et jurés se déchargeraient-ils de leur responsabilité sur le médecin quand celui-ci

ne juge que d'après des éléments qu'eux-mêmes sont aussi bien capables d'apprécier.

Je crois que cet argument est faux, d'abord il n'est pas général, et ne comprend que quelques cas, en outre, même dans les cas qu'il envisage, je crois que le magistrat se tromperait bien plus facilement qu'un médecin. Car la folie ne se manifeste pas toujours par des symptômes bruyants et un délire plus ou moins extravagant, il est des cas où elle est silencieuse et où, pour la reconnaître, il faut plus que le simple bon sens où même une intelligence distinguée, et c'est alors que la perspicacité du juge, devenue insuffisante en l'absence de connaissances spéciales, indispensables se trouve mise en défaut. Et c'est ce qui explique comment un grand nombre d'aliénés sont encore frappés par des condamnations pour des actes délictueux qui ne sont que des manifestations délirantes de leur maladie mentale .

Voici, du reste l'opinion de MM. les docteurs Pactet et Colin, à ce sujet : « Le magistrat manifeste parfois la plus vive répugnance à soumettre à l'appréciation de l'expert des questions qu'il considère par tradition comme ressortissant de sa compétence, et il n'est pas rare de l'entendre déclarer qu'il est aussi capable que le médecin de savoir si un individu jouit ou non de l'intégrité de ses facultés. Nous ne trouvons là, d'ailleurs que l'expression d'une erreur généralement répandue, le résultat d'une conception toute métaphysique de la folie opposée à la raison, conception qui, il n'est pas

superflu de le dire, ne répond en rien à la réalité scientifique où, par folie il faut entendre non pas une entité pathologique, mais simplement la désignation la plus générale de l'ensemble des espèces morbides, définies par l'observation clinique.

Ce préjugé vulgaire, encore profondément enraciné dans l'esprit de ceux-là même dont la culture intellectuelle semblerait devoir les en préserver, nous paraît être le principal obstacle à l'établissement de la médecine légale des aliénés sur une base positive et scientifique.

C'est lui qui, consacrant en quelque sorte l'aptitude de chacun à se prononcer sur l'existence de l'aliénation mentale, conduit, par les conséquences pratiques qui en découlent, aux erreurs judiciaires dont nous avons parlé. Ces erreurs, nous les verrons disparaître le jour où sera définitivement établie cette vérité qu'il n'y a pas une folie, mais toute une série d'affections mentales, et que l'aliéné n'est pas le type unique, abstrait et idéal que l'on se représente communément.

On comprendra alors que, pour résoudre le problème délicat qui consiste à remonter, d'un acte incrimné, à son origine pathologique, il ne suffit pas d'une intelligence brillante, mais qu'il faut avoir recours aux opérations habituelles d'un diagnostic médical rigoureux. Il semblera aussi anormal de s'en remettre au magistrat du soin de signaler les troubles des facultés intellectuelles, morales et affectives qui sont le symptôme, les ma-

nifestations extérieures de l'aliénation, que de s'en rapporter à lui pour décider de l'existence de tout autre maladie de l'organisme et de l'opportunité de l'intervention du médecin au cours d'une pneumonie ou d'une fièvre typhoïde.

Les observations que nous avons réunies, nous dispensent d'insister beaucoup pour démontrer que le diagnostic du magistrat ne saurait être qu'un diagnostic tout à fait instinctif et qui est loin de présenter pour la sauvegarde des intérêts des aliénés, toutes les garanties d'un diagnostic scientifique. Les délits des paralytiques généraux qui reflètent on ne peut plus manifestement leur état mental, mettent constamment en défaut le critérium des magistrats. C'est que ceux-ci ne peuvent, comme le médecin, constater ou tout au moins apprécier à leur juste valeur certains signes physiques parfois légers, tels qu'une inégalité des pupilles, un défaut intermittent de la prononciation presque imperceptible pour une oreille inexercée et qui, éclairant d'un jour révélateur les actions incriminées, permettent de les envisager comme des symptômes d'une maladie en voie d'évolution. D'autre part, la tendance naturelle de leur esprit qui les porte à se croire toujours en présence de coupables, alors qu'en réalité, ils n'ont affaire qu'à des malades, jointe à l'absence de notions scientifiques sur les maladies mentales, les empêche de se livrer à une interprétation exacte des bizarreries qu'ils peuvent quelquefois remarquer.

Nous pourrions répéter, à propos de toutes les affections mentales ce que nous venons de dire au sujet de la paralysie générale; en dehors d'études spéciales, l'incapacité à les reconnaître est inévitable.

Confier au magistrat le soin de reconnaître l'aliénation mentale nous paraît aussi étrange que de réclamer du médecin la solution d'un problème délicat de droit. En l'espèce, pour l'un comme pour l'autre, l'incompétence est pareille et les chances d'erreur sont égales (1). »

Ces idées sont exactes à mon avis, mais il faut les conserver dans leurs limites. Il est évident que le juge ne peut se prononcer sur les maladies mentales d'un accusé, et c'est pourquoi se font les expertises médicales; mais, d'un autre côté, le médecin ne peut pas remplir le rôle de juge. Il faut donc diviser les attributions.

Le médecin aura pour rôle d'étudier l'inculpé au point de vue pathologie mentale, et d'exposer dans son rapport les déficiences mentales ou physiques qu'il aura pu découvrir. Quant au juge, son rôle consistera à juger la responsabilité du coupable d'après les données du médecin expert. Seulement pour cela, il serait à désirer que les juges criminels soient des juges spéciaux, c'est-à-dire des juges ayant fait des études spéciales de criminologie, de science pénitentiaire, et de médecine mentale, en un mot des juges qui n'auraient

(1) PACTET et COLIN. *Les aliénés devant la justice*, p. 100-101.

d'autre attribution que de juger au criminel; il faudrait séparer la juridiction civile de la juridiction criminelle. Ce serait une mesure administrative à prendre qui serait très facile et très utile à la fois, et elle remédierait à une lacune généralement reconnue aujourd'hui ; et, d'ailleurs, ne trouverait-on pas le germe de cette réforme dans l'introduction dans notre Faculté des cours facultatifs de médecine mentale, tels qu'ils sont institués depuis quelques années.

Voici, d'ailleurs, ce que dit M. Tarde au sujet de l'insuffisance de capacité de nos juges criminels: « Ils n'ont appris, à la Faculté, le droit criminel que comme un accessoire du droit civil, ils ne l'ont étudié que civilement, syllogistiquement, sans nul égard aux réalités psychologiques ou physiologiques, sans s'inquiéter ni se douter des rapports du crime avec les sciences naturelles, non plus qu'avec les sciences sociales, avec la dégénérescence et la folie non plus qu'avec le progrès et la civilisation. Aussi la manière dont ils expédient les affaires correctionnelles, avec une indulgence presque aussi lamentable parfois que celle du jury, avec un abus des courtes peines qui est compté officiellement parmi les causes du progrès de la récidive, peut-elle faire sérieusement hésiter à leur demander la solution des affaires criminelles... Voyez le juge siéger à l'audience civile ; là, il retrouve son pôle. Il n'est si mince et si byzantine question de procédure qui ne le captive, où il ne soit charmé de découvrir un côté délicat ; si par hasard

la question est neuve, ce qui, à cette heure signifie oiseuse et insignifiante à un degré éminent, son intérêt se transforme en passion, et, entre l'avocat et lui c'est alors une émulation fiévreuse de recherches et de subtilités, de fouilles dans les arrêts et les auteurs, pour parvenir à résoudre un cas si rare, à enrichir la collection judiciaire de cette variété non classée. Ne rions pas de ce profond sérieux, ne regrettons même pas trop la dépense de temps et de force intellectuelle enfouie dans ce labeur : la fixation d'une jurisprudence uniforme et complète étant à ce prix, et ce n'est pas acheter trop cher un bien si précieux pour la sécurité publique. Mais le lendemain à l'audience correctionnelle, le spectacle est autre : des visages laids, je le veux, mais expressifs, des physionomies qui sont autant d'énigmes sociales ou pathologiques à déchiffrer, défilent sous les yeux distraits du Tribunal et du Barreau ; ni l'avocat, ni le juge ne remarquent les graves problèmes posés par ces malheureux et ne croient utile d'interroger à fond leur passé, de consulter à leur sujet parfois un bon médecin légiste, un vieux gardien de prison, de faire une enquête. Cela demanderait trop de temps et trop de frais.

S'il s'agissait d'une haie ou d'un chemin sans valeur que deux plaideurs se disputent, on ordonnerait un transport sur les lieux, un plan des lieux, colorié serait dressé par un géomètre, rien ne serait trop coûteux : mais il ne s'agit que des plus noires obscurités, de l'âme à éclaircir, et le même juge qui, se croyant inca-

pable de dessiner lui-même le croquis d'un champ ou de vérifier si deux écritures se ressemblent, invoquait hier le secours problématique d'un agent-voyer ou d'un maître d'école, estime à présent pouvoir parfaitement se passer d'un aliéniste. Certes, si la magistrature de l'ancien régime en cela semblable à la nouvelle, n'eût pas donné une meilleure opinion d'elle au civil qu'au criminel, il est probable que nous jouirions depuis longtemps du jury civil, pour la plus grande joie des agents d'affaires (1). »

Quoi qu'il en soit, il résulte de ce qui précède que les juges ne peuvent en l'état actuel des choses se prononcer seuls sur la responsabilité des délinquants ou des criminels, car il leur manque les éléments scientifiques et médicaux à cet effet ; mais cela ne veut pas dire qu'ils doivent y être indifférents, et qu'ils doivent laisser ce soin soit au médecin, soit au jury. A mon avis c'est, je le répète, à la fois au médecin et au juge à réunir leurs lumières pour éclairer cette question complexe et délicate de la responsabilité.—

Mais avant d'étudier le rôle du médecin dans cette affaire nous allons examiner si le jury pourrait être admis à remplacer juge et médecin dans cette affaire.

M. Leredu, avocat à la Cour d'appel, dans son rapport sur la responsabilité atténuée qu'il fit à la Société des prisons en 1905, revendiquait pour le jury le droit

(1) TARDE, *Philosophie pénale*, p. 452.

de déclarer la responsabilité atténuée, de même qu'il se prononce sur la question de culpabilité. Nous allons examiner très rapidement cette question et voir si cette idée de M. Leredu doit être admise.

Sur la fin du xviii^e siècle, alors que l'opinion générale des savants et des juristes tendait à l'établissement d'une classe de magistrats indépendants, la Révolution, pleine de défiance à l'égard de cette aristocratie, et de toute caste sociale, mais au contraire pleine d'enthousiasme pour la toute-puissance populaire combattit cette tendance et institua le jury. Donc, à l'origine, le jury devait représenter la souveraineté populaire, la conscience du pays, et substituer le bon sens aux idées préconçues d'hommes vieillis dans une doctrine particulière.

Mais il est facile de voir que des réformes successives ont de plus en plus exclu des listes la classe populaire, de sorte qu'aujourd'hui le jury représente plutôt la classe bourgeoise que la souveraineté populaire. Et d'ailleurs, il semble difficile de comprendre comment douze jurés pris au hasard peuvent représenter réellement la conscience populaire.

D'autre part, le jury est en contradiction avec la loi de la division du travail et la règle universelle qui veut que les charges soient confiées à ceux qui sont capables de les remplir, c'est une règle qui peut être violée dans la pratique mais aucune institution ne peut en faire abstraction dans son principe. « C'est tourner la raison

humaine en dérision, dit M. Ferri dans sa *Sociologie criminelle*, que de s'en remettre au hasard dans les nécessités sociales les plus graves. Chose vraiment étonnante ! Tandis que dans les menus détails de la vie quotidienne, on a recours pour des services différents à des ouvriers spéciaux différents, on ne craint pas dans une chose aussi grave que les jugements, de laisser de côté cette règle de prudence élémentaire, et l'on se conduit comme celui qui, pour faire réparer sa montre s'adresserait à un menuisier. »

En résumé, ce que l'on reproche surtout au jury, c'est son ignorance, sa versalité, son inconséquence et sa partialité. Je ne veux pas examiner en détail ces points particuliers; les arguments seraient trop faciles et les exemples trop nombreux, et nous éloigneraient trop de notre sujet, je me bornerai à citer une lettre du professeur Carrara comme conclusion sur les inconvénients et les défauts du jury.

« J'ai exprimé dès 1841 mon sentiment sur le jury dans un article publié par les *Annales de la jurisprudence toscane* ; j'ai dit là, que la justice criminelle devenait une loterie. On ôte la balance des mains de la justice pour y substituer l'urne. Voilà pour moi le vice radical des jurys.

Peut-être tous les autres défauts pourraient être éliminés par une loi plus raisonnable, mais ce vice est inné et inséparable du jury. Il détruit aussi l'uniformité de la justice punitive et c'est un mal très grave. Parmi les

magistrats aussi on en peut trouver et l'on en trouve qui sont plus ou moins sévères, plus ou moins bienveillants ; mais en fin de compte ils jugent selon les calculs de la raison juridique, et entre un jugement et l'autre il y aura toujours moins d'inégalité. Le défenseur intelligent et expérimenté pourra toujours prévoir avec quelque probabilité le sort du prévenu. Mais avec les jurés toute prédiction est téméraire et trompeuse. Ils jugent par sentiment. Est-il rien de plus capricieux et de plus changeant que le sentiment ?

La fortune sourit-elle à l'accusé ; les noms qui sortent de l'urne sont ceux d'hommes qui, en eux-mêmes et dans les tentations auxquelles ils sont sujets, trouvent des excuses à la faute du prévenu, ou des hommes qui ont éprouvé dans leur vie combien il est facile de mentir, et se défient des témoins de l'accusation. La fortune est-elle au contraire défavorable à l'accusé ; s'il est inculpé de vol, alors sortent de l'urne des noms de propriétaires qui se plaignent tous les jours des vols dont ils sont victimes ; s'il est accusé d'attentat à la pudeur avec violence, le sort désigne des jurés qui aiment tendrement leurs filles ou qui sont très jaloux de leurs femmes, et ainsi de suite, si bien que le hasard de l'urne a beaucoup plus d'effet que le talent ou la maladresse de l'avocat. Bien plus, un trait de ruse ou d'adresse sert mieux l'avocat que tout son savoir. J'ai eu à défendre à Massa un mari qui avait assassiné en plein jour, dans un café fréquenté, l'amant de sa femme. Quand j'arri-

vai dans cette ville, je priai mes amis de m'indiquer sur la liste des jurés quels étaient les célibataires et les gens mariés ; je récusai les premiers, j'acceptai les seconds ; j'étais sûr de gagner, et je gagnai en effet.

Voilà, selon moi, le véritable vice intrinsèque du jury, et le législateur n'a aucun moyen de l'éliminer (1). »

On voit facilement par ce qui précède, que du moment qu'on dénie même au jury, la compétence à se prononcer sur une simple question de fait ou de culpabilité, à plus forte raison doit-on lui refuser de se prononcer sur une question aussi grave que celle de la responsabilité, question sur laquelle magistrats, médecins et philosophes n'osent encore franchement se prononcer.

Mais, ce qui est plus frappant, c'est que nous voyons des partisans du jury, lui refuser le droit de se prononcer sur les questions de responsabilité. .

Voici ce qu'en pense M^e Henri Robert, une des gloires du Barreau actuel, et ce qu'il en a dit à la Société des prisons. « Je suis plus que tout autre partisan de l'extension des pouvoirs du jury... mais je me permets de dire que le jury est complètement indifférent aux questions de responsabilité et d'irresponsabilité... (Il cite l'exemple de Menesclou, Vidal, Vacher, condamnés à mort par le jury, et reconnus après irresponsables). Dernièrement encore — pour vous montrer la difficulté de soumettre les questions de responsabilité à des juridic-

(1) Quelques lettres du professeur CARRARA. *Lettres de 1870*, p. 64.

tions, composées de très honnêtes gens peu entraînés à rendre la justice — voici ce qui s'est passé au Conseil de guerre. Le Conseil a donné un exemple saisissant du peu de cas qu'il faisait des rapports médicaux concluant à la responsabilité limitée.

Il s'agissait du soldat Chrétien, qui avait tué dans des conditions atroces, la femme de son officier. Il l'avait jetée par la fenêtre puis, avait affirmé qu'elle était sa maîtresse et qu'il avait agi dans un accès de fureur amoureuse. On avait prouvé que cette femme était la plus honorable des épouses ; l'individu était, en outre, aussi repoussant que possible, atteint de gale et de maladies spéciales qui rendaient absolument invraisemblable la passion soi-disant inspirée par Chrétien à sa victime. Mais Chrétien avait été examiné par un médecin militaire à cinq galons, ayant le grade de colonel, lequel plus affirmatif encore à l'audience que dans son rapport, déclarait qu'à son avis cet homme n'était pas complètement responsable ; ces déclarations du médecin principal devaient logiquement sauver la tête de l'accusé. Si le crime était odieux, le témoignage médical était gênant pour l'accusation. Le Président du Conseil de guerre eut une inspiration géniale. Il fit appelé le gardien-chef de la prison militaire et lui posa la question suivante : « Croyez-vous que Chrétien soit responsable. » (On venait d'entendre un docteur à cinq galons.) Le gardien-chef, un instant surpris d'être élevé au rang d'expert, avec le bel aplomb des ignorants, n'hé-

sita pas et déclara très nettement : « Mon colonel, je le crois responsable. » Hippocrate avait dit non, le gardien-chef dit oui: Chrétien fut condamné à mort.

Voilà quelques exemples que je crois devoir signaler pour l'étude de la question que nous avons en vue : vous vous heurterez souvent lorsqu'un criminel spécial à responsabilité limitée comparaitra devant le jury, ou le Conseil de guerre, à l'indifférence réelle de ces juridictions pour les questions si complexes et si troublantes qui leur seront posées (1). »

La conclusion de ce qui précède est donc que le jury doit être complètement écarté en ce qui concerne la déclaration de responsabilité atténuée, comme n'ayant aucune des qualités requises pour cette fonction.

Il ne nous reste donc plus qu'à examiner la compétence des médecins à cet égard. Jusqu'alors, ces derniers, créateurs si l'on peut ainsi dire, de la responsabilité atténuée, se prononçaient sur elle dans leurs rapports médico-légaux, et se prononcent même encore à l'heure actuelle. Cela paraissait tout naturel étant donné la conception que l'on se faisait pratiquement de la responsabilité. Conception imposée peu à peu par les médecins et qui portait à faire dépendre la responsabilité de l'état physiologique et psychologique de l'inculpé. Or, qui était mieux placé que le médecin aliéniste pour apprécier cet état ? Mais voici que tout à coup ces mé-

(1) *Revue pénitentiaire*, 1905, p. 327.

mes médecins, avec le professeur Gilbert Ballet à leur tête viennent en majorité, de voter un vœu tendant à les dispenser de se prononcer sur la responsabilité des inculpés. Effrayés des conséquences de leur doctrine ils veulent, à présent en abandonner la responsabilité et la rejeter sur le dos des magistrats. Mais, en réalité, c'est une question de mots qui motive ce changement d'idées, et que ce soit le juge ou le médecin qui se prononce, il n'y aura pas moins déclaration de responsabilité atténuée, et au point de vue pratique rien ne sera changé, aucun remède ne sera apporté à la situation actuelle. Les médecins veulent seulement que, dorénavant ce soit le juge qui endosse la responsabilité des inconvénients occasionnés par cette théorie de la responsabilité atténuée, introduite par eux et c'est tout ce qu'il y aura de changé.

Déjà, à la Société des prisons, le professeur Gilbert Ballet avait déclaré : « Les questions de responsabilité ou d'irresponsabilité, à moi, médecin expert, agissant et parlant uniquement comme médecin, me sont indifférentes, absolument indifférentes... je considère que c'est par suite d'une habitude regrettable que les magistrats ou les juges posent au médecin la question de savoir si tel ou tel inculpé est responsable ou non, question que le médecin n'a pas qualité pour résoudre.

Maintes fois, il m'est arrivé, ayant à déposer en cour d'assises et étant sollicité par le président qui n'était pas satisfait de mes réponses, exclusivement médicales,

de l'entendre me poser cette question avec une certaine impatience : « Mais enfin l'accusé est-il responsable ou non. » Je n'ai pas hésité à répondre : Monsieur le président, je suis ici médecin ; je viens de vous indiquer ce qu'a, au point de vue médical, l'inculpé que je suis chargé d'examiner ; c'est à vous de décider s'il est responsable ou non responsable. La question que vous me posez est d'ordre métaphysique ou psychologique ; ce n'est pas une question médicale.

Qu'a à faire le médecin auquel on présente un inculpé ? Il n'a qualité que pour faire une chose : il doit examiner l'inculpé et dire si cet inculpé a des tares, des tares physiques, cérébrales, si ces tares physiques, cérébrales, ont créé une psychologie pathologique particulière, et si cette psychologie pathologique a influé sur l'acte dont l'inculpé a à répondre (1). »

L'année suivante, au congrès des médecins aliénistes et neurologistes de langue française, tenu à Lille en août 1906, M. le professeur Gilbert Ballet propose pour être rapportée au congrès de 1907, la question suivante : En matière d'expertise médicale, les questions de responsabilité sont-elles du domaine médical ? Cette question fut acceptée sous ce titre : « L'expertise médicale et la question de responsabilité. » Gilbert Ballet accepta d'être rapporteur et au Congrès de Genève-Lausanne, le 1^{er} août 1907, il exposa et soutint ce rapport et pro-

(1) GILBERT BALLET. *Revue pénitentiaire*, 1905, p. 199.

posa un vœu qui fut voté à la grande majorité le 5 août. Ce vœu était le suivant :

« Le Congrès...

« Considérant :

« 1° Que l'article 64 du Code pénal en vertu duquel les experts sont commis pour examiner les délinquants ou inculpés suspectés de troubles mentaux, dit simplement qu'il n'y a ni crime, ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au moment de l'action, que le mot de responsabilité n'est pas écrit ;

« 2° Que les questions de responsabilité, qu'il s'agisse de la responsabilité morale ou de la responsabilité sociale, sont d'ordre métaphysique ou juridique, non d'ordre médical ;

« 3° Que le médecin, seul compétent pour se prononcer sur la réalité et la nature des troubles mentaux chez les inculpés, et sur le rôle que ces troubles ont pu jouer sur les déterminations et les actes desdits inculpés, n'a pas à connaître de ces questions ;

« Emet le vœu :

« Que les magistrats, dans leurs ordonnances, leurs jugements ou leurs arrêts, s'en tiennent au texte de l'article 64 du Code pénal et ne demandent pas au médecin expert de résoudre lesdites questions qui excèdent sa compétence. »

Le professeur Grasset combattit ce vœu et émit le suivant :

« Le Congrès...

« Emet le vœu :

« 1° Que dans la loi française soit expressément introduite la notion de responsabilité, d'irresponsabilité et de responsabilité atténuée, en précisant que ce mot est pris exclusivement dans le sens de responsabilité médicale ;

« 2° Que la loi permette que dans certaines circonstances, le jugement ordonne, comme complément ou en remplacement de la peine, le traitement obligatoire, dans des établissements spéciaux, des condamnés dont la responsabilité a été reconnue atténuée ou abolie. »

Le vœu de Gilbert Ballet a été voté par 36 voix contre 18.

La thèse, en somme, se ramène à ceci : 1° La responsabilité n'est pas une notion d'ordre médical ; elle excède donc la compétence du médecin légiste. 2° Fût-elle de sa compétence, le médecin légiste ne doit ni indiquer la chose, ni employer le mot parce que la loi n'en parle pas : il doit s'en tenir au texte strict de la loi.

M. Grasset, au contraire, demande la création d'une responsabilité, mais d'une responsabilité à part, sans aucun rapport avec la responsabilité sociale ou la responsabilité morale, elle serait la conséquence de la normalité physiologique et psychique de l'individu, c'est la responsabilité médicale.

Bref, l'un ne veut pas parler de responsabilité, l'au-

tre, au contraire, veut bien en parler, mais d'une manière toute spéciale, n'ayant aucun rapport avec le sens dans lequel on emploie ordinairement ce mot de responsabilité.

Je crois qu'au fond, ils sont tous les deux d'accord, et que ce n'est qu'une question de mot qui les divise, et je vais essayer de le montrer, quoique M. Grasset lui-même soutienne le contraire.

Voici d'abord ce que M. le Dr Grasset entend par responsabilité médicale :

« Tout le monde admet, dit-il, le rôle du système nerveux dans les actes de l'homme. L'étude de la physiologie du système nerveux qui appartient bien au médecin est distincte et indépendante de l'étude de la philosophie : elle en est l'introduction, si on peut dire, mais elle en reste bien séparée. L'analyse de la responsabilité médicale des criminels, appartient à cette étude du système nerveux.

Dans ces questions, le médecin n'a à s'occuper (et c'est le seul terrain sur lequel il est compétent), que de l'état du système nerveux chez le criminel, de l'état de normalité ou de maladie de ce système nerveux au moment de l'acte incriminé..... La mission de l'expert consiste précisément à déterminer si l'état de son système nerveux a permis au sujet de bien peser et de bien juger ces divers mobiles et ces motifs, de hiérarchiser sainement ces éléments de décision, si l'état de son système nerveux lui a permis de savoir ce qu'il faisait, de

comprendre la portée de son acte, si l'état de son système nerveux le laisse médicalement responsable ou le fait médicalement irresponsable.

En d'autres termes, quand l'expert étudie la responsabilité d'un criminel, il n'a à juger qu'une chose, c'est le rôle du système nerveux dans la volition et dans l'acte ; il cherche à savoir si ce rôle a été physiologique ou non, quelle était la santé psychique du sujet au moment de l'acte.

Ainsi comprise, la responsabilité physiologique (ou au sens médical) apparaît comme une fonction de nos neurones psychiques la responsabilité correspondant à la normalité, l'irresponsabilité à la maladie de ces neurones (1). »

Gilbert Ballet répond que la création de la responsabilité médicale est inutile, et il disait encore dernièrement à la Société française de philosophie, dans la séance du 30 janvier 1908 :

« La responsabilité médicale n'existe pas : elle n'est pas autre chose que la normalité, la maladie ou l'état morbide. »

On voit déjà que, sur ce point, ils arrivent tous les deux au même point : il n'y a que ce mot de responsabilité qui les sépare. Mais, en fait, ils veulent tous deux la même chose, c'est-à-dire que le médecin se prononce seulement sur l'état physiologique ou nerveux de l'in-

(1) GRAND. *Responsabilité des criminels*, p. 63.

culpé. La seule différence est que l'un dira par exemple : l'inculpé est responsable médicalement, alors que l'autre dira : l'inculpé est physiologiquement et psychologiquement normal. Pour le juge les deux réponses se valent.

Une seconde différence entre les deux thèses précédentes, différence capitale pour M. Grasset qui en fait une des objections les plus fortes contre la théorie de M. Gilbert Ballet, est la suivante :

On peut, en changeant, et en modernisant le mot *démence*, se contenter de l'article 64 pour faire innocenter un aliéné irresponsable, mais on n'a aucun moyen de déclarer que la responsabilité de certains autres est limitée ou atténuée.

Je crois que l'objection de M. Grasset peut très bien s'éliminer.

En effet, l'article 64 n'a jamais gêné personne, et le mot *démence* est très vague et très élastique, et comprend très bien tous les cas pathologiques qui sont susceptibles d'atténuer la responsabilité, et avec le jeu facile des circonstances atténuantes, on peut très bien, comme nous l'avons vu précédemment, tenir compte de l'atténuation de responsabilité sans que pour cela les mots de responsabilité atténuée soient écrits dans la loi.

Enfin, en dernier lieu, M. Grasset voit un très gros danger à adopter les conclusions du congrès de Genève :

« Qu'arrivera-t-il, si on accepte le rapport de Gilbert

Ballet. Les médecins ne s'occupent plus de la responsabilité, de l'irresponsabilité, ou de la responsabilité atténuée des accusés ; on ne leur demande même plus de s'en occuper. Et alors ? Qui va s'en occuper ? Les magistrats ? La société que les magistrats représentent et doivent défendre ? Je ne le crois pas, et voici pourquoi.

Parmi les sociologues s'établit de plus en plus une doctrine sensiblement dangereuse, d'après laquelle la société n'a à s'occuper des criminels que pour se garantir et se défendre contre eux, il faut mesurer la peine qu'ils ont encourue à leur nuisance et à leur redoutabilité. On a beaucoup de tendance à faire comme la mère de famille qui punit beaucoup plus sévèrement un enfant qui par inadvertance a cassé un vase du Japon auquel elle tenait beaucoup, qu'un autre enfant qui, volontairement, par colère, a cassé un vase de deux sous. Si dans l'application de cette doctrine le médecin n'est plus là pour dire halte-là ! voici un criminel malade dont vous devez vous garantir par d'autres moyens que la prison de tout le monde..... Si cela se réalisait, ne serait-ce pas effroyable pour l'avenir des malades (1). »

Cette conséquence effroyable dont parle M. Grasset ne me paraît pas du tout découler du Congrès de Genève.

La théorie de la responsabilité sociale, à laquelle il fait allusion, est tout à fait à part de la question actuelle

(1) GRASSET. *Responsabilité des criminels*, p. 193.

En effet, puisque, d'après M. Grasset lui-même, la responsabilité médicale qu'il préconise est absolument indépendante de la responsabilité morale ou de la responsabilité sociale, le magistrat pourra tout aussi bien, même avec la théorie de M. Grasset, prendre part pour la responsabilité sociale. Donc cet effroyable danger n'est pas inhérent au vœu de M. Gilbert Ballet, et peut avoir lieu aussi bien dans l'un et l'autre cas.

C'est donc une question tout à fait à part, et qui n'a rien à voir avec les expertises médicales, et d'ailleurs ce qui paraît un grand danger pour M. Grasset est un remède pour d'autres ; mais c'est une question que nous n'avons pas à traiter pour le moment et sur laquelle nous reviendrons plus loin. Ce qui importe pour l'instant, c'est de savoir que cette objection de M. Grasset ne peut pas s'appliquer au vote du Congrès de Genève.

Un dernier argument contre la thèse de M. Gilbert Ballet est que le médecin, en se bornant à faire un diagnostic sur un inculpé, en se confirmant dans son rôle médical, va embarrasser le juge et lui faire faire à sa place un travail pour lequel il est moins compétent que lui.

Cet argument n'est pas plus solide que les autres, car en lisant le vœu de M. Gilbert Ballet, on voit qu'il dit que le médecin est seul compétent pour se prononcer sur la réalité et la nature des troubles mentaux chez les inculpés et *sur le rôle* que ces troubles ont pu jouer sur les déterminations et les actes desdits inculpés.

Le juge pourra donc poser au médecin deux questions sans lui demander de parler de responsabilité.

1° La question principale résultant de l'article 64 : l'inculpé était-il en état de démence au temps de l'action ?

2° La question subsidiaire : ressort-il de l'examen médical des constatations pouvant faire considérer l'inculpé, sinon comme dément, du moins comme atteint de tares qui aient pu influencer sur ses déterminations, et à raison desquelles la justice puisse apprécier avec plus ou moins d'indulgence sa culpabilité.

Quand il aura répondu à ces deux questions, quand il aura porté son diagnostic, soit en montrant que l'acte incriminé a été déterminé par un mobile purement pathologique, soit en établissant quelle influence ont eu sur les actes du prévenu les tares constatées, le médecin expert aura pleinement rempli sa mission. Il n'aura pas lieu de parler de responsabilité ni de prendre parti pour le libre arbitre, le déterminisme ou quelque solution éclectique. Il se bornera, sans parler de responsabilité, à en étudier l'un des éléments : l'élément psychophysiologique que seul il a qualité pour examiner.

Ainsi déterminée, la mission du médecin expert ne diffère pas de la notion qu'en donne M. G. Ballet, ni de celle de M. Grasset, et le juge ne sera pas embarrassé devant un tel diagnostic.

Il semble donc bien résulter de ce qui précède que M. Grasset et M. Ballet sont plus près de s'entendre

qu'ils ne le paraissent, car une fois éliminées, les objections de M. Grasset, relativement aux conséquences du Congrès de Genève, nous avons vu qu'à part le mot de responsabilité médicale, ils sont tout à fait d'accord sur le rôle du médecin dans les expertises.

Bref, je crois qu'il ne résultera pas grand changement de ce Congrès de Genève qui a si fortement ému l'opinion publique lors de sa réunion. Le vote était à peine publié que le 20 août le *Matin* faisait paraître un article sensationnel : « C'est la faillite de la justice scientifique. Les médecins avouent qu'ils ignorent si les criminels sont ou non responsables. » Voici quelques passages de cet article :

« Depuis quelque temps, tous les criminels apportent devant la justice la même excuse : l'irresponsabilité. Dès qu'un assassin est arrêté, un avocat se précipite chez le juge d'instruction, s'écrie : Si cet homme a tué, ce n'est pas sa faute, c'est la faute de son atavisme. Le juge commet un médecin expert, deux médecins experts, trois médecins experts, qui se mettent à palper le crâne du sujet, à chercher dans les lignes de ses mains, dans l'écartement de ses oreilles ou la forme de ses dents les preuves de son irresponsabilité.

« Il ne s'agit plus de savoir s'il est coupable ou non, mais s'il est normal ou non. On ne s'en tient pas à relever les tares physiologiques, ce qui est encore du domaine médical, on analyse ses penchants, ses phrases, ses états d'esprit, on fait sa psychologie, celle de son

père et de sa mère, celle de ses frères et de ses oncles. Puis on décide qu'il est un irresponsable, ou un demi-responsable, ou un quart de responsable.

« Le tribunal ou le jury n'a plus qu'à graduer la peine suivant le degré de la responsabilité : le rôle du juge disparaît. Le médecin envahit tout.

« C'est ainsi que, petit à petit, la justice cesse d'être une œuvre de défense sociale, pour devenir une classe de pathologie comparée.

« Tout notre système judiciaire n'a plus qu'une base : l'infailibilité du médecin. Cette base vient de s'écrouler. »

Il semblait donc, d'après cet article plus ironique que sérieux, que tout allait être bouleversé dans le temple de Thémis, suivant l'expression du journaliste. Or nous avons vu qu'il n'en était rien. Les médecins veulent seulement éviter de se prononcer sur la responsabilité, si par ce mot on fait allusion à la responsabilité morale et au libre arbitre.

Avant les recherches de Pinel et Esquirol, on séparait l'humanité en deux catégories opposées : malades mentaux et personnes saines, ce qui cadrerait avec les opinions philosophiques d'alors sur le libre arbitre et la responsabilité. Mais l'expérience montra que, du malade au bien portant, il y a toute une série de cas intermédiaires de responsabilités plus ou moins complètes, correspondant aux divers états de santé mentale.

Demander au médecin si le sujet est responsable, c'est

lui demander s'il possède tout ou partie de son libre arbitre, or, ceci est une pétition de principe, car c'est supposer résolu le problème de l'existence du libre arbitre. Or, le médecin expert ne saurait trancher cette question.

La seule chose qui relève de sa compétence, c'est l'étude du sujet soumis à son examen, de façon à en exposer le degré de morbidité. Le médecin expert doit faire ce diagnostic, ainsi que le pronostic du danger futur que peut présenter le délinquant. Il n'a pas à se substituer au juge dont il ne peut être que le collaborateur pour la partie vraiment médicale.

En résumé, pour en revenir à la question de savoir qui se prononcera sur la responsabilité atténuée, il me semble que ce doit être le juge avec l'aide du médecin, l'un appréciant les éléments d'atténuation de responsabilité inhérents à l'individu, c'est-à-dire les éléments psycho-physiologiques, l'autre les éléments externes, sociaux ou accidentels.

Le juge, pour statuer en pleine connaissance de cause sur la responsabilité du prévenu, a donc besoin entre autres éléments d'appréciation, des conclusions du médecin expert ; mais le juge ne demande pas au médecin de statuer en son lieu et place sur la responsabilité pénale, ce que le médecin n'a pas qualité pour faire, et ce qui est l'office même du juge.

C'est pour cette raison que le juge demande d'abord au médecin si l'inculpé était en état de démence au

temps de l'action ; dans l'affirmative, la question est tranchée de suite. Mais l'individu peut être anormal sans être dément, et alors intervient la question subsidiaire que le juge pose au médecin : savoir si l'inculpé n'a pas de tares psychiques ou physiologiques ayant pu influencer sur ses actes, et pouvant atténuer sa responsabilité devant la justice répressive à laquelle il appartient puisqu'il n'est pas reconnu dément.

« Je ne restreins pas, dit M. Ballet, la mission de l'expert à la constatation des symptômes morbides et des tares mentales sans consentir à aller plus loin. Si telle était mon opinion, il est certain que je voudrais réduire l'expert à un rôle sans utilité pratique en justice, mais il n'en va pas ainsi », et il reconnaît qu'il est de l'essence même de la mission de l'expert d'établir et de montrer la relation entre l'acte incriminé et l'état pathologique du prévenu, ce qu'il demande au médecin, c'est de ne pas s'immiscer dans la question de responsabilité qui lui est étrangère.

Une fois en possession des renseignements fournis par le médecin, le juge alors voit si l'inculpé reconnu dans un état morbide par le médecin, doit bénéficier de son indulgence. Il dosera la peine en considération du prévenu, il individualisera la peine.

Il appréciera seul la responsabilité du prévenu, sa culpabilité et la condamnation qui doit en résulter parce que seul il est entouré de tous les éléments nécessaires d'appréciation.

III

Nous en arrivons maintenant au troisième point qui est de beaucoup le plus important et le plus controversé : il s'agit de rechercher les moyens de protéger la société contre ces individus à responsabilité atténuée, en d'autres termes, de rechercher les mesures à prendre contre eux lorsqu'ils ont commis un crime ou un délit et deviennent un danger social.

Des propositions très nombreuses ont été faites à ce sujet qui peuvent se classer en deux groupes : Les individus à responsabilité atténuée sont à la fois des malades et des responsables pour partie, il faut donc à la fois les soigner et les punir. Or, la combinaison de ces deux idées de peine et de traitement peut être simultanée ou successive.

La combinaison successive comprend elle-même une division en ce sens qu'elle a deux manières de s'appliquer : ou bien on punira d'abord le coupable, et on le soignera ensuite s'il y a lieu, ou bien on commencera par le soigner, et, une fois guéri, on le punira.

La première solution, qui possède ses principaux partisans en Allemagne, est la suivante. D'abord le prévenu est considéré comme responsable, et il subit une peine (atténuée bien entendu, mais néanmoins une peine). En second lieu, à l'expiration de cette peine, des précautions sont prises contre les rechutes probables

au moyen d'un traitement, on considère alors l'individu comme un malade, et on le soigne. C'est l'opinion soutenue par le Dr Roubinovitch, à la Société des prisons, en 1905. Il demande d'abord une peine diminuée puisque leur responsabilité n'est pas entière, et ensuite un traitement dans un asile spécial. On se rend compte aisément de ce qu'il y a d'irrationnel dans un pareil système : sous prétexte que la peine peut avoir une influence éducatrice préventive, on punit un malade avant de le soigner, tout en reconnaissant que la maladie est la cause de son crime ou de son délit.

En second lieu, vient la théorie qui préconise le traitement avant la peine. C'est la théorie adoptée par le projet de Code pénal suisse et dont voici un aperçu : On ne peut pas condamner un demi-responsable à un traitement seulement, car il sera toujours facile de trouver un trouble quelconque dans l'esprit des malfaiteurs les plus dangereux, et cependant on ne peut pas admettre qu'ils soient exempts de toute peine. En effet, si un individu commet un crime méritant de 1 à 5 ans de prison, par exemple, si, d'autre part, on reconnaît qu'il a une responsabilité atténuée et qu'on l'interne, il se peut qu'il soit guéri, au bout de deux mois, ou du moins qu'il le paraisse. Si donc il n'a été condamné qu'à un internement, il faudra le relâcher dès sa guérison, ce qui, dans le cas présent, ne serait pas admissible. Donc, il faudra que le juge prononce une peine, même en cas de responsabilité limitée, et même s'il y a lieu

d'interner le coupable dans un asile ; seulement l'exécution de la peine sera suspendue jusqu'au moment de la guérison, et le temps du traitement sera compté comme peine. Ainsi, pour une condamnation à deux ans de prison, après six mois de traitement, si la guérison paraît être survenue, le coupable aura encore dix-huit mois de prison à faire.

Cette théorie, qui paraît de prime abord assez raisonnable, et en tout cas préférable à la précédente, n'est cependant pas acceptable logiquement. Car si l'on juge que la maladie, ou plutôt la défectuosité, la tare de l'individu, si elles ne sont pas la cause de son crime, du moins l'ont empêché de résister aux tentations criminelles de ses passions, il est irrationnel de le punir une fois guéri, car, alors, la peine n'a plus de but. Elle n'est pas intimidante, car l'individu qui a fauté, poussé par un état morbide, ne se rend plus compte de ce qu'il a fait une fois guéri, et il ne peut comprendre la punition, d'autre part, elle n'est pas utile, ni juste, car pourquoi punir un homme alors qu'il est guéri, pour un délit commis en état de maladie, si l'on reconnaît que cette maladie en était la cause.

En résumé, on doit rejeter ces deux théories qui préconisent l'application successive de la peine et du traitement, ou du traitement et de la peine, pour s'en tenir à une troisième qui sera la combinaison des deux autres. Si l'on appelle les défectueux des demi-responsables, si l'on admet qu'ils ont une responsabilité atténuée, c'est

qu'on reconnaît qu'ils sont à la fois des responsables pour partie, et des malades pour partie, car alors la théorie n'aurait plus de sens. Partant de là, il apparaît comme évident qu'il faut en même temps les punir comme responsables, et les soigner comme malades : en un mot, il faut joindre la peine et le traitement, et en effet, quand un individu siphylitique, par exemple, se casse la jambe, on ne le met pas dans la cruelle alternative de soigner ou sa jambe ou sa syphilis, on soigne les deux ensemble.

Seulement la conséquence pratique est celle-ci : Ces individus ne peuvent aller dans un asile d'aliénés, puisque ce ne sont pas des aliénés proprement dits ; d'autre part, ils ne peuvent pas aller en prison, puisqu'ils ne sont pas entièrement responsables. Il faudra donc créer des asiles spéciaux, qu'on appellera, maisons de garde, maisons de rétention, asiles-prisons, comme on voudra, mais qui seront un milieu entre l'asile et la prison. En un mot, il faudra, pour être rationnel, adopter une pratique éclectique qui sera l'image de la théorie éclectique de la responsabilité atténuée. Elle sera à l'asile et à la prison, ce que la responsabilité atténuée est à la responsabilité entière et à la folie. Il faudra punir moins les individus à responsabilité atténuée, « non pas en atténuant la peine dans sa durée, mais dans sa nature, leur appliquer une peine aussi longue, mais plus curative ou éducative, mieux adaptée à leur tempérament de demi-responsables. La réaction pénale, même à égale

quantité, serait d'une qualité mieux choisie » (1).

Cette solution de la question par la création d'établissements spéciaux, seule suite rationnelle de la théorie de la responsabilité atténuée, a été adoptée par plusieurs des orateurs qui ont pris part à la grande discussion qui eut lieu en 1905, à la Société des Prisons, sur la responsabilité limitée ; et parmi eux il faut citer : le professeur Gilbert Ballet, le D^r Paul Garnier, médecin en chef de l'Infirmerie spéciale du Dépôt ; le D^r Colin, médecin en chef de l'asile de Villejuif ; le D^r Boubinovitch, médecin de la Salpêtrière ; le D^r Legras ; M. Prins, professeur à l'Université de Bruxelles ; M. van Hamel, professeur à l'Université d'Amsterdam ; M. Garraud, professeur à la Faculté de droit de Lyon, etc., etc.

Je citerai seulement les arguments des docteurs Garnier, en faveur de ces établissements, et ensuite nous verrons quels sont les graves inconvénients et les obstacles insurmontables qui viennent entraver cette création.

Voici d'abord ce que dit le D^r Garnier : « On adoucit la peine en vertu de motifs empruntés aux résultats de l'expertise médicale ayant décelé, non un état morbide défini, mais l'existence de défectuosités du jugement, d'une instabilité mentale particulière, de tares diverses, etc. En théorie, c'est juste, raisonnable, humain. En pratique, et en l'état de notre organisation judiciaire

(1) M. LE POITTEVIN. *Revue pénitentiaire*, 1905, p. 65.

et administrative, on aboutit ainsi à l'absurde. Aussi les résultats sont-ils déplorables ! Et, quand on veut bien réfléchir, il n'y a rien là qui puisse beaucoup nous surprendre. Qu'a-t-on fait ?

« On a amoindri ou même supprimé la peine, pour les motifs indiqués plus haut. Seulement, comme les raisons qui ont valu au délinquant ce traitement de faveur sont précisément les mêmes qui vont tendre à préparer la récidive, et à rendre l'individu dangereux, la justice a manqué son but réel, qui est, avant tout, la préservation sociale.

« On n'a donc pas pris assez garde que ce qui a facilité la délinquence, facilite aussi la rechute, et désigne comme particulièrement nuisible ce demi-pervers, ce demi-fou, comme on l'appelle souvent. Et l'adoucissement de la peine devient ainsi une sorte d'encouragement à la récidive. Le délinquant spécial, dont il est question ici, cet anormal avec ce fonds de perversité qui est si habituellement en lui, ne manque pas de remarquer que son infraction ne lui coûte que fort peu, et il se dit que, vraiment, il n'a pas à se gêner pour si peu. Il passe et repasse devant les tribunaux.

Les magistrats, conscients de ce qu'il y a en lui de défectueux, interrogent l'expert, dont la réponse est assez variable, car rien n'est variable comme la mentalité de ces anormaux, suivant les conditions du milieu, les influences de la misère physiologique, et surtout suivant l'intervention ici et là d'un appoint alcoolique. Cet

appoint peut leur donner momentanément les dehors de malades qu'il faut traiter, et alors ce n'est plus la prison, c'est l'asile qui les recueille pour un peu de temps... pour très peu de temps généralement. Les voici dehors, c'est également pour très peu de temps. Un nouveau délit les ramène devant la justice et, ordinairement, devant l'expert. Quelle destination va-t-on leur donner, cette fois ? Le hasard des circonstances va surtout présider à cette orientation vers l'asile ou la prison. Je ne cesse, comme médecin de l'Infirmerie spéciale du Dépôt, de voir et de revoir ces irréguliers, dont la vie se partage entre la prison et l'asile, dans des proportions à peu près égales. Les casiers judiciaires ou les fiches administratives mentionnent souvent les condamnations par douzaines, les internements par des chiffres à peu près équivalents.

« J'ai, dans ma clientèle de l'Infirmerie du Dépôt, un certain nombre de ces délinquants, qui ont été cent fois et plus l'objet d'une mesure de placement. Leur dossier a pris une telle ampleur, qu'on ne peut plus, comme certaines valeurs financières à essor prodigieux, les avoir en mains que par fractions.

« Dans ces conditions, le système de défense sociale n'est qu'une illusion dangereuse. En l'état, il n'est pas permis, pour ainsi dire, à la justice de frapper comme il faut. Veut-elle avoir tout à coup un accès de rigorisme ? Elle va atteindre gravement un être trop mal organisé et de résistance trop faible pour qu'il n'y ait

pas disproportion entre la peine et la responsabilité encourue ; et l'illogisme se fait encore plus grand quand on songe qu'elle n'a même pas l'espoir de produire l'amendement du coupable. Veut-elle au contraire se faire clément ? Elle expose la sécurité publique, puisque, au lendemain très prochain de la peine, la récidive est à peu près fatale.

Il est donc absolument démontré par les faits de chaque jour, que l'on ne saurait, avec l'organisation actuelle, mettre à leur vraie place les êtres nuisibles et incomplètement responsables dont il est ici question. Cette place, il faut la créer ; cette lacune si flagrante, il faut la combler, et, pour ma part, je réclame depuis vingt ans cet organe spécial qui nous manque et que j'ai cru devoir appeler l'asile de sûreté.

« Avec un pareil établissement, destiné à recevoir ces individualités entachées de diverses tares, mais non acquises à la folie, et destiné non seulement à les recevoir, mais à les retenir judiciairement et proportionnellement à leur degré de nocivité, la justice ne commettrait plus cet illogisme de frapper d'une façon moindre un individu plus dangereux (1). »

Il résulte donc de ce qui précède qu'il faut appliquer aux demi-responsables des solutions intermédiaires entre celles qu'on applique aux responsables ordinaires et celles qu'on applique aux aliénés ; il faut donc un éta-

(1) Dr PAUL GARNIER, *Revue pénitentiaire*, 1905, p. 210

blissement spécial qui ne sera ni prison ni asile, mais un peu de l'un et un peu de l'autre .

Mais c'est là une solution qu'il est plus facile d'exposer en théorie que d'appliquer en pratique.

Le premier obstacle que nous rencontrons, est la question budgétaire.

Le D^r Malgat disait à la Société des prisons : « Quant aux questions budgétaires, elles n'ont aucune valeur quand il s'agit d'une question de principe. » Je ne suis pas tout à fait de son avis, car en l'espèce, toute l'application de son principe se résout en question budgétaire. Ces asiles spéciaux ne s'élèveront pas tout seuls et si l'on n'a pas d'argent pour les construire, on risque fort de rester dans la théorie. C'est peut-être très beau la théorie, mais dans une question pénale, c'est-à-dire d'application journalière, il faut tenir compte surtout de la pratique, et dans l'espèce, c'est la sécurité sociale qui est en jeu; or, la société c'est tout le monde, c'est vous, c'est moi, et, pour ma part, je préfère voir un malfaiteur enfermé et mis hors d'état de nuire, fût-ce en ébréchant un peu le beau principe de la pure justice, plutôt que de le voir remis en liberté sous prétexte qu'il n'y a pas d'établissement spécial pour lui.

Pour tourner cette difficulté on a proposé de transformer simplement quelques prisons déjà existantes, ou en changeant l'organisation et la direction, ou bien de créer des quartiers spéciaux dans les asiles que nous possédons déjà ; mais on a objecté que les prisons telles

qu'elles existent actuellement sont impraticables si l'on veut faire du traitement moral et orthopédique.

Quoi qu'il en soit, il me semble que cet obstacle n'est pas à dédaigner et je crains même qu'en l'état actuel de nos finances, on ne trouve jamais, les crédits considérables nécessaires à une telle entreprise.

Mais laissons ceci de côté, et supposons un instant que l'on ait trouvé l'argent nécessaire et que des établissements spéciaux soient construits pour recevoir les individus à responsabilité atténuée.

Nous allons nous trouver en présence de nouvelles difficultés, dont voici les principales :

En dehors de la question du personnel de ces établissements, personnel tout à fait spécial, et doué de qualités exceptionnelles, qu'on ne possèdera qu'autant qu'on lui accordera une solde et des avantages également exceptionnels, en dehors, dis-je, de ce personnel, nous nous trouvons en présence de la question délicate du traitement des demi-fous.

D'abord, nous l'avons vu, la nature ne procède pas par bonds et du cerveau le plus normal, au plus déséquilibré, il y a une échelle continue de cerveaux plus ou moins lésés ; par conséquent, l'idéal serait d'avoir un traitement spécial pour chaque individu, de pousser ainsi jusqu'à la perfection l'individualisation de la peine. Mais cette solution idéalement juste n'est pas praticable. La seule chose que l'on pourrait faire serait de diviser les cas de responsabilité atténuée en un grand

nombre de groupes particuliers, et d'instituer un traitement correspondant à chaque groupe. Mais cette classification est-elle facile, ou même possible ? Ce serait aux médecins à nous le dire.

En outre, en supposant encore que ces établissements existent et que des catégories bien délimitées de malades soient établies avec des traitements spéciaux pour chacune d'elles, nous allons nous heurter à la question de la sortie de ces malades.

En effet, si l'on met le délinquant à responsabilité atténuée dans un asile spécial, d'après quel critérium vatt-on le garder un temps plus ou moins limité : jusqu'à ce qu'il ne soit plus dangereux. Or, avec ce système on aboutit dans la pratique aux rétentions illimitées et indéfinies dans la plupart des cas.

En effet, si l'individu incriminé est un dégénéré à tares originelles, il est évident qu'il est inguérissable et qu'alors on serait obligé de le garder toute sa vie.

D'autre part, si c'est une crise d'alcoolisme ou une hallucination passagère qui a causé le crime et motivé l'envoi dans l'asile, le délinquant, une fois la crise passée est dans son état normal et partant on devrait le relâcher ; mais il est encore dangereux, car il est certain que replacé dans son milieu, il s'alcoolisera de nouveau, ou aura de nouvelles hallucinations ; donc, pour bien protéger la société, il faudrait le retenir aussi indéfiniment, et alors on viole le principe de la liberté individuelle, car on ne peut garder enfermé un homme qui

a toutes les apparences de la raison. Et ceci est une grosse objection contre le système des rétentions illimitées.

Supposons cependant que le délinquant à responsabilité atténuée puisse être guéri, ce qui paraît devoir être assez rare. Il faudra sans doute de longues années, et généralement un temps beaucoup plus long, que celui de la peine qu'aurait encourue un individu normal dans les mêmes circonstances, et alors on commet une injustice.

En effet, si par exemple un individu atteint du délire de la persécution, frappe d'un coup de couteau, une personne parce qu'il croit que cette personne le persécute. Les juges considérant après expertise médicale, que sa responsabilité est atténuée, ordonnent son internement dans un asile spécial pour une durée indéterminée, cette rétention pourra durer de longues années. Supposons maintenant un autre individu qui aurait commis le même fait, mais non sous une influence morbide, c'est un homme normal et entièrement responsable. Il sera, par exemple condamné à un an de prison et une fois sa peine purgée, il recouvrera sa liberté pleine et entière.

Lequel de ces deux individus sera en réalité le plus puni. Ce sera sans aucun doute le demi-fou, car s'il n'a pas la flétrissure d'une condamnation, il n'en est pas moins privé de sa liberté bien plus longtemps que l'autre. Peu lui importe d'être retenu au lieu de détenu, ou d'être enfermé dans un asile de sûreté, au lieu de l'être

dans une prison, dans l'un et l'autre cas, c'est la privation de la liberté ; ce sera donc le moins coupable qui sera le plus puni.

De plus, au point de vue pratique, ces établissements spéciaux ne seront pas autre chose que des prisons, le nom sera changé, la direction aussi, mais en fait les individus retenus, au lieu d'être détenus, n'en seront pas moins, soit mis en cellule pour éviter la contagion morale, soit astreints à un travail quelconque en dehors de leur traitement orthopédique et moral, ou du moins soi-disant tel ; et ce dernier, à part, ce sera tout comme une prison.

La seule utilité de pareils établissements serait l'application des peines illimitées, mais nous avons vu les difficultés qu'elles soulèvent, et il est probable qu'elles aboutiraient au résultat suivant signalé par M. Graçon à la Société française de philosophie, dans la séance du 30 janvier 1908 :

De ce que pour un même délit, le demi-responsable serait pratiquement plus puni que le responsable, on en amènerait peu à peu à renverser les rôles. Les avocats qui plaident actuellement la responsabilité atténuée pour leurs clients, en amèneraient à plaider la responsabilité entière, pour obtenir une peine moindre, et il se trouverait sans doute des médecins pour reconnaître cette responsabilité.

Tels sont les principales objections qu'on a faites au

sujet de la création de ces asiles spéciaux et de leur application.

Pour remédier à l'objection faite au sujet des rétentions illimitées, on a proposé de limiter la durée du traitement à la durée de la peine qui aurait été encourue si l'individu eût été normal. Cette solution est, à mon avis, inacceptable, car ce serait ôter toute utilité à ces établissements spéciaux, étant donné que le traitement des maladies en question a par principe une durée illimitée. En effet, si on crée des asiles spéciaux parce qu'on reconnaît que les demi-responsables doivent être soignés, il serait absurde de les renvoyer avant leur guérison, car alors les asiles n'auraient plus leur raison d'être, et c'est ce qui arrivera infailliblement si on limite la durée de l'internement à celle de la peine normale, étant donné que la durée d'un traitement est essentiellement variable et ne peut, en aucune façon, être prévue.

On a encore proposé pour éviter les inconvénients de ces peines illimitées, de se servir d'une institution déjà existante dans nos lois : le sursis. Ce dernier pourrait être accordé à la condition que le condamné se soumette à un traitement moral déterminé, sinon il perdra son droit à ce bénéfice.

Mais ici encore je crois que c'est une solution peu pratique, car nous allons retomber dans les mêmes difficultés que nous voulions éviter. En effet, ou bien on fixera d'avance la durée de ce traitement, et alors nous

retrouvons l'objection précédemment émise à ce sujet : Quel est le médecin consciencieux qui voudra assurer qu'au bout de tant de temps un dégénéré ou un demi-fou sera guéri ?

Ou bien on astreindra le condamné à se soigner jusqu'à sa guérison, c'est très joli, mais alors, il nous faudra avoir recours à des établissements spéciaux, car autrement il n'y aura ni traitement possible, ni moyen de contrôle, vis-à-vis du condamné, car il est évident qu'il ne peut se soigner chez lui, d'après la définition même des troubles qui atténuent sa responsabilité. Et cette guérison si elle se produit ne pourra être constatée que par des médecins compétents, les médecins de l'établissement. Nous en arrivons ainsi à retomber exactement dans la difficulté que nous voulions éviter, établissement spécial et peine illimitée; la seule différence c'est qu'au lieu d'être directement enfermé par l'exécution de sa condamnation, l'inculpé sera contraint de s'enfermer lui-même, et alors nous verrons sans doute beaucoup de condamnés refuser, ou plutôt perdre volontairement ce droit au sursis afin de recouvrer plus tôt leur liberté.

Ce sont exactement les mêmes objections que précédemment.

Enfin, une dernière proposition a été faite pour remédier aux inconvénients des rétentions illimitées ; c'est la sortie d'essai, la libération conditionnelle.

Il arrive souvent que tel individu, soustrait aux influences extérieures, présente toutes les apparences d'un

rétablissement complet ou presque complet. Il ne boit plus, la perversion des sens paraît avoir disparu, il ne semble plus être hanté par des idées de persécution. Mais il est à craindre que replacé dans le milieu où il a commis le crime ou le délit, qui l'a fait condamner, l'équilibre de sa raison ne soit de nouveau troublé. Pourquoi ne pas permettre à la justice de n'accorder qu'une libération conditionnelle ? La crainte de la réintégration sera souvent pour l'aliéné criminel le commencement de la sagesse.

C'est encore une idée acceptable si on se borne à la théorie sans envisager un peu le côté pratique. Mais en l'espèce, il est certain que pour quelques malades qui ne récidiveront pas, la grande majorité au contraire, replacée dans son milieu, recommencera à boire ou sera de nouveau en but à ses hallucinations, et alors les crimes recommenceront; on va me répondre qu'alors on les enfermera de nouveau, je l'admets, mais il faudrait pouvoir les enfermer avant qu'ils aient récidivé, ce qui est impossible, et alors ce que je vois de plus clair c'est que c'est nous qui remplirons le rôle de cobayes dans ces expériences d'un nouveau genre, et cela donne à réfléchir. Je veux bien que nous le remplissons actuellement avec le régime des courtes peines occasionné par la responsabilité atténuée et qu'on me dira que de deux maux, le moindre est toujours préférable; mais il me semble que ce n'est pas encore une solution bien pratique.

CONCLUSION

Si nous résumons en quelques mots ce que nous venons d'étudier précédemment, nous voyons que la situation actuelle des demi-fous est la suivante :

Le monde est rempli d'hystériques, de maniaques, d'originaux, d'êtres bizarres, qui n'agissent pas comme nous aurions agi dans les mêmes circonstances, d'individus atteints de tares originelles, de dégénérés, d'anormaux qui, sans doute, sont des malheureux que l'on doit plaindre, mais qui, d'autre part, ont beaucoup de chance de devenir criminels, et, par suite, sont un danger social.

On les considère comme ayant une responsabilité atténuée parce qu'ils ont, paraît-il, un libre arbitre qui n'est plus entier; ils ne jouissent pas de leur complète liberté; et la résultante est l'atténuation de la peine dans la mesure de l'atténuation de la liberté. C'est la conséquence logique de la théorie classique, mais quels déplorable résultats ! Aussi a-t-on cherché tout en conservant la même idée de responsabilité morale, à réagir contre ce danger des courtes peines.

A la réduction de la peine, conséquence de la rédu-

tion de responsabilité, on veut substituer la transformation de la peine et la conclusion logique est l'asile spécial : Ces individus sont à la fois des malades et des responsables, mais ils ne sont ni assez fous pour aller dans un asile, ni assez responsables pour aller en prison; il faut donc les mettre dans un endroit qui soit en même temps asile et prison, où l'on pourra les soigner et les punir à la fois.

Cette création d'asiles-prisons serait donc le remède logique à apporter à la question qui nous occupe et c'est même le seul si l'on conserve la responsabilité morale, comme base de la responsabilité pénale.

Mais, d'autre part, nous avons vu quels sont les obstacles insurmontables à l'heure actuelle qui s'opposent à la création de tels établissements, et ensuite quels sont les objections et les difficultés que soulèveraient leur administration et leur application, en supposant qu'ils soient créés.

De sorte que ce danger, que l'on veut combattre et dont le remède est unanimement reconnu comme très urgent, risque fort de ne pas être écarté de longtemps.

C'est donc dans une autre direction qu'il faut chercher la solution de ce problème.

Tout d'abord je crois qu'il serait bon d'abandonner cette idée de libre arbitre et de liberté humaine comme base de notre droit pénal, et de la remplacer par la responsabilité sociale dont nous avons déjà parlé.

L'homme est responsable parce qu'il vit en société.

S'il commet des actes nuisibles à cette société, il doit subir la réaction sociale que représente la peine, parce que par cette réaction nécessaire la société se défend pour l'avenir contre la reproduction de ces actes. La responsabilité sociale est la même pour tous, seul le mode de réaction varie avec les individus : le fou ira dans un asile et l'homme sain d'esprit dans une prison. Jusqu'ici, pas de difficultés, tout le monde est d'accord, mais malheureusement il n'y a pas que des fous et des sains d'esprit, et nous nous heurtons à la foule toujours grandissante des dégénérés et des anormaux.

Quelle conduite tenir vis-à-vis d'eux si nous écartons la possibilité de créer des asiles spéciaux.

La société a le droit de se protéger contre ces individus qui deviennent fréquemment dangereux. Les moyens de protection sociale sont de deux sortes : d'abord les moyens de réaction, de répression qu'on emploiera lorsque l'individu aura commis un acte délictueux ou criminel; ensuite les moyens de prévention, employés pour combattre la criminalité dans son germe, avant sa naissance; dans le cas présent ce seront tous les moyens susceptibles de rendre plus rares les cas de dégénérescence physique ou morale qui nous occupent.

Nous commencerons par passer en revue quelques-uns des moyens préventifs à employer, mais sans insister car chacun d'eux à lui seul fournirait matière à de trop longs développements pour pouvoir être traité ici.

Les principaux, parmi ces moyens préventifs, sont: la lutte contre l'alcoolisme, l'instruction obligatoire et la protection des enfants moralement abandonnés et enfin le traitement et l'éducation des jeunes dégénérés et arriérés. Tous ces moyens sont déjà employés mais d'une manière bien inefficace jusqu'alors.

Au premier plan je placerai, comme la mesure préventive la plus importante et la plus utile, la lutte contre l'alcoolisme.

Tout le monde connaît les effets désastreux de l'alcool sur le buveur d'habitude, l'abrutissement lent mais fatal qui s'empare de lui, et désagrège ses facultés intellectuelles, en même temps qu'il mine sa santé physique. Mais malheureusement les effets de l'alcoolisme ne s'arrêtent pas là, et par une conséquence des lois fatales de l'hérédité, les descendants d'un buveur endurci, d'un alcoolique, sont très sérieusement menacés de devenir eux-mêmes alcooliques, en tout cas, très souvent ils sont dégénérés ou enclins à la tuberculose.

Non seulement l'hérédo-alcoolique, en venant au monde, paye de son intelligence et de sa santé physique les excès de son père, mais plus tard, il verse facilement dans la folie. Il naît déséquilibré, avec des appétits irrésistibles, avec des désirs multiples auxquels sa volonté trop faible oppose un frein médiocre. La tentation à laquelle il succombe le plus volontiers est la tentation de boire. Ce fait, en lui-même, n'a rien de surprenant et n'est qu'un exemple de plus de la transmission par l'hé-

répété des goûts et des passions des ascendants aux descendants.

Mais cette transmission spéciale a des conséquences graves en ce sens qu'elle éternise une intoxication qui, dès la première génération s'est montrée redoutable ; bien plus, ces effets, s'accumulant sur eux-mêmes, deviennent doubles.

Les buveurs héréditaires de la première génération ne boivent pas impunément, ils deviennent candidats à la folie alcoolique. Cette facilité d'intoxication repose sur la faiblesse du cerveau et la diminution de sa résistance, ce qui fait, qu'outre le délire spécial à l'alcool, il n'est pas rare de trouver chez eux d'autres traces de folie.

Enfin, l'alcoolisme des parents n'est pas sans influence sur la présence fréquente de la tuberculose chez les enfants. On sait que cette infection exige, la plupart du temps pour se manifester, l'intervention d'une cause adjuvante, telle que la débilitation, la misère physiologique. Or, l'alcoolisme diminue dans une forte proportion le taux des réactions cellulaires. La nutrition de l'hérédo-alcoolique s'altère profondément. *Minus habens* au point de vue cérébral, c'est un *minus habens* au point de vue de la résistance à la maladie.

En résumé, quatre points principaux caractérisent les descendants des buveurs à la première génération. Ce sont des dégénérés, ils sont très souvent convulsivants,

se livrent à la boisson et deviennent tuberculeux dans une proportion élevée.

A la deuxième génération, la désorganisation intellectuelle et morale est plus profonde. On trouve souvent réunies chez le même enfant, la méningite, les convulsions et l'épilepsie. L'appétence est de plus en plus marquée, et de plus en plus répandue pour les liqueurs fortes, enfin l'aliénation mentale augmente.

A la troisième génération, c'est l'anéantissement presque absolu de la famille.

L'alcool doit donc être considéré comme une cause de dégénérescence pour l'individu par un abrutissement lent, mais fatal, en même temps que pour sa descendance. C'est une cause intense de dépopulation, d'abaissement du niveau intellectuel en même temps qu'il est un danger pour la société.

L'alcoolisme est donc une cause prépondérante parmi celles qui concourent à produire ces individus tarés, anormaux ou arriérés, dont nous avons à nous occuper. Par conséquent, combattre l'alcoolisme, c'est enrayer les progrès de cette dégénérescence sociale, c'est diminuer le nombre des anormaux et, par suite, la criminalité.

Les moyens employés ou à employer pour combattre l'alcoolisme, sont de deux sortes ; d'abord on combat l'alcool lui-même en ce sens qu'on réglemente sa production, sa qualité et sa consommation, ensuite on s'attaque au buveur lui-même.

Voici quelques-uns des principaux remèdes employés ou proposés pour combattre l'alcool, remèdes que je me borne à énumérer sans insister, car leur étude est en dehors de notre sujet : Impôt sur l'alcool, mais impôt considérable ; diminution de la production des liqueurs alcooliques ; purification de l'alcool en tant que produit comestible ; limitation de la consommation des alcools de mauvaise qualité. Rectification obligatoire des alcools et monopole de la vente par l'Etat ; protection des vins français. Enfin une dernière mesure serait la suppression, ou tout au moins la diminution des cabarets. Le nombre de ces derniers s'est tellement accru, qu'actuellement, les villages les plus reculés en possèdent au moins un. Mais, malheureusement, c'est là une mesure qui restera longtemps et peut-être toujours, à l'état de projet, et l'on peut s'en rendre facilement compte, si l'on songe que le cabaret est la meilleure agence électorale, et que, d'autre part, il est trop bien entré dans les mœurs modernes pour qu'on puisse s'en défaire.

Une tentative vient d'être faite dans ce sens en Angleterre : Au mois de février dernier, la Chambre des communes a entamé la discussion d'un projet de loi sur la réduction du nombre des licences accordées aux bars publics. Ce projet prévoyait la suppression contre indemnité, de 32.000 établissements, dans le but de diminuer l'alcoolisme ; il contenait, en outre, des articles nombreux interdisant l'admission dans les bars des enfants au-dessous de seize ans, et réglementant la vente

des boissons que ces enfants sont supposés acheter pour leurs parents. Malheureusement tous les bars, ou presque tous, appartiennent à de grands brasseurs ou distillateurs, agents électoraux puissants par eux-mêmes et par la force de propagande électorale que les bars leur fournissent. En outre, les adversaires du projet de loi donnent un autre argument. La loi, disent-ils, sera sans efficacité, parce que, là où un bar sera supprimé, s'établira un club, organisation privée et pouvant verser l'alcool à volonté à ses membres contre le paiement d'une cotisation, et l'alcoolisme n'y perdra rien.

Bref, une réforme de ce genre, bien qu'elle soit d'une très grande utilité, nous paraît malheureusement impossible à l'heure actuelle ; et il reste seulement à souhaiter le développement de plus en plus grand de ces débits de tempérance organisés par les quelques sociétés anti-alcooliques qui existent actuellement.

Nous en arrivons maintenant aux moyens de protection à employer vis-à-vis du buveur lui-même.

Il faut distinguer ici l'ivresse de l'alcoolisme. L'ivresse doit être à tous les points de vue combattue très énergiquement, et ne doit être excusée que dans un cas : lorsqu'elle ne peut en rien être reprochée à l'agent : quand, par exemple, on a altéré la boisson absorbée par lui.

Si l'ivresse est volontaire, le délit ne peut échapper à la répression sous prétexte que le délinquant était ivre. Il faut au contraire, punir à la fois le délit et l'ivresse, et celle-ci d'autant plus sérieusement que ses conséquen-

ces auront été plus graves. Enfin si l'ivresse est préméditée, elle devra être considérée comme circonstance aggravante.

En outre, l'ivresse publique devrait être punie beaucoup plus sévèrement qu'elle ne l'est actuellement, surtout en cas de récidive.

Quant à l'alcoolique, au buveur d'habitude, dont les facultés intellectuelles sont attaquées et diminuées, et qui est devenu un anormal, un demi-fou, nous verrons plus loin ce que nous devons en faire, quand nous nous occuperons des moyens répressifs à employer pour se protéger des criminels, dégénérés et arriérés.

Nous allons maintenant examiner les autres moyens préventifs dont nous avons précédemment parlé. Ces moyens ont rapport à l'enfance, à sa protection, et à son instruction.

C'est la jeunesse qui alimente actuellement la profession criminelle. La plupart des malfaiteurs des villes sont en effet des adolescents de quinze à vingt ans. Ce sont les petits vagabonds qui font les cambrioleurs et les assassins, aussi devrait-on porter une grande attention sur ce mal. La loi sur l'instruction primaire obligatoire n'est pas appliquée, et les enfants, au lieu de s'instruire à l'école, vagabondent dans les rues, où ils se perdent par de mauvaises fréquentations et de mauvais exemples.

La police devrait être particulièrement chargée de surveiller ces enfants habituellement en liberté, les pa-

rents devraient être interrogés, et si, par faiblesse ou par vice, ils étaient convaincus de se désintéresser de l'éducation de leurs enfants, la justice prononcerait leur déchéance comme parents, et confierait ces jeunes enfants moralement abandonnés à des maisons spéciales d'éducation.

Ces enfants ainsi abandonnés à leurs mauvais penchants, risquent fort de tomber dans l'alcoolisme et dans l'amoralité, et de venir ainsi grossir l'armée de nos demi-fous. Mais ceux qui nous occupent particulièrement, ce sont les pauvres enfants qui naissent anormaux ou dégénérés, et qui restent toujours des arriérés. On en rencontre souvent dans les établissements scolaires : ils ne peuvent suivre leurs camarades ; foncièrement inintelligents ou instables, souvent infirmes de corps, ils sont toujours les derniers, jusqu'au jour où les parents sont obligés de les retirer de l'établissement. Pour tous ces débiles moraux ou intellectuels, et souvent aussi débiles physiques, il faut une éducation spéciale que doit diriger un médecin assez psychologue pour pénétrer ces consciences et trouver les points d'appui nécessaires à une action pédagogique.

Le Dr Thulié s'est occupé de ces dégénérés, et a exposé sa méthode de traitement, en y joignant des observations, dans un livre qu'il fit paraître en 1900, et qu'il intitula : « Le dressage des jeunes dégénérés ou orthophrénopédie. »

Pour lui, les enfants vicieux et dégénérés qui ne sont

pas atteints d'une affection mentale, ressortissant de l'asile d'aliénés, sont encore éducatibles : ils doivent être redressés moralement par une éducation spéciale, par un véritable dressage patiemment et longtemps continué.

Il demande la création d'écoles de réformes, destinées à recueillir les enfants abandonnés ou délaissés, à redresser les tares de leurs caractères, à faire disparaître les mauvaises habitudes déjà prises, en un mot à sauver la société d'un criminel en formation.

Mais pour les dégénérés supérieurs, comme pour les dégénérés profonds, que la dégénérescence soit acquise ou qu'elle soit héréditaire, on ne saurait commencer le traitement trop tôt. C'est pendant que le cerveau est malléable qu'il faut lui imprimer des empreintes profondes.

En somme, le D^r Thulié demande la création pour les enfants dégénérés, d'un établissement identique à l'asile-prison dont nous avons déjà parlé, seulement cet établissement aura plus de raison d'être, car il sera destiné à des enfants dont on aura quelque espoir d'obtenir, sinon la guérison, du moins une amélioration sensible dans la plupart des cas, alors que l'asile-prison s'adresse à des adultes, sur lesquels le même traitement a beaucoup de chances de ne pas réussir.

Tels sont les principaux moyens préventifs à employer pour diminuer le nombre des dégénérés et des demi-fous, nous allons passer aux moyens répressifs,

Ayant abandonné le principe de la responsabilité morale pour celui de la responsabilité sociale, il nous faut chercher quelle sera la réaction que la société emploiera pour se protéger vis-à-vis d'eux.

Nous avons vu précédemment que les asiles-prisons, outre qu'ils sont loin d'être créés, n'auraient sans doute que de médiocres résultats, il faut donc chercher autre chose.

L'idée de responsabilité atténuée ne se présente pas avec la responsabilité sociale que nous adoptons, nous sommes en présence non pas d'individus à responsabilité atténuée, mais bien d'anormaux ou de dégénérés qui sont dangereux, et contre lesquels il faut nous protéger, et qu'en même temps, nous devons soigner dans la mesure du possible.

Il faut, pour résoudre ce problème, les diviser en deux catégories : ceux qui peuvent être frappés par des peines, qui comprennent la répression, et, d'autre part, ceux qui ne la comprennent pas, et ces derniers seront assimilés aux irresponsables, et soumis à un pur traitement médical.

On a beaucoup exagéré depuis quelques années cette question de la responsabilité atténuée, et beaucoup en bénéficient qu'on n'eût jamais pris pour tels, s'ils n'avaient été examinés par des médecins experts trop enclins à exagérer les conséquences de quelques déficiences physiques ou psychiques.

Qui de nous ne connaît dans ses relations quelques-

uns de ces individus bizarres ou maniaques, hystériques ou neurasthéniques, mais qui se conduisent à peu près comme tout le monde dans la vie. Ce sont peut-être des commerçants, des fonctionnaires, ils s'occupent de leurs affaires, tout comme les autres, et personne ne discutera leur responsabilité quand ils feront tel acte de commerce ou d'administration. Mais si par malheur il arrive à l'un d'eux de commettre un crime ou un délit, alors tout est changé, il semble que ce n'est plus le même homme qui a agi. Les médecins experts se précipitent sur lui, et ses manies ou ses bizarreries, qui, jusqu'alors, avaient paru insignifiantes, et faisaient seulement sourire, se transforment immédiatement en tares héréditaires et en signes indubitables de dégénérescence.

Et, de la sorte, on voit des gens très intelligents bénéficier d'un verdict de responsabilité atténuée.

Il faut donc appliquer la loi commune dès qu'on n'est pas en présence d'un malade avéré.

« Nous avons dans nos asiles, disait M. Lacoïn, à la Société des Prisons, des enfants qui naissent plus enclins au mal que les autres. Quel est le principal remède ? Est-ce de les soigner médicalement ? Non ; au contraire. On forme l'intelligence, la conscience, et c'est en donnant à l'individu le sentiment de sa responsabilité qu'on crée cette responsabilité et qu'on donne au faible la force de faire le bien. Je trouve qu'au point de vue moral et physiologique, cette distinction et cette règle s'imposent. On ne doit pas dire à quelqu'un : « Vous

êtes faible, menacé de tomber, tombé déjà, vous êtes un malade, on va vous soigner. » C'est le contraire qu'il faut faire, surtout vis-à-vis de gens pour lesquels on peut espérer une correction et une amélioration ; c'est leur moral qu'il faut remonter et non leur physique qu'il faut soigner : il faut leur donner l'idée qu'ils peuvent faire mieux, et c'est un détestable système, à mon sens, que d'exagérer l'indulgence en leur faisant croire qu'ils ne sont pas responsables, qu'ils ne pourront pas résister, et qu'il n'y a qu'à les soigner. »

Donc, le travail des médecins experts devrait se borner à ceci : diviser les criminels qu'ils sont chargés d'examiner en deux groupes : ceux qui comprennent la peine, et ceux qui ne la comprennent pas, ou mieux, ceux sur lesquels la peine pourra produire un effet, et ceux sur lesquels elle n'aura aucune influence. Les uns iront en prison et les autres à l'asile.

Enfin la conséquence logique de ce qui précède, conséquence qui dérive de la responsabilité sociale, mais qu'on n'ose à peine prononcer, est la suivante : Ces individus demi-fous ou anormaux, sont, par cela même, beaucoup plus dangereux que les criminels ordinaires, puisqu'ils ont une moindre résistance au mal. La société doit donc se défendre plus énergiquement vis-à-vis d'eux, et on devra considérer leur infériorité et leurs tares comme une circonstance aggravante, et, par conséquent, augmenter la durée de la peine.

Tels sont les résultats que l'on atteint en adoptant la

responsabilité sociale, si l'on abandonne la solution éclectique des asiles-prisons, solution, qui, nous l'avons vu, a la qualité de satisfaire et de tranquilliser les consciences, mais a le grand défaut d'être actuellement impraticable.

Peut-être cette solution purement utilitaire donnerait-elle des résultats pratiques appréciables. Pourquoi la menace d'une peine sévère n'arrêterait-elle pas ces anormaux sur le chemin du crime ? Tous ceux qui peuvent comprendre la peine, c'est-à-dire qui ont la notion du bien et du mal, sont capables à *fortiori* de faire des associations d'idées, fait qui se produit mécaniquement dans la conscience ; par conséquent la peine, qui frappera d'autant plus leur imagination qu'elle sera plus sévère, viendra s'associer dans leur esprit à l'idée du mal, et aura ainsi une influence salutaire sur leurs actions.

Quand on a devant soi un homme auquel le droit pénal peut s'appliquer, parce qu'il comprend la peine, il faut se résigner à tenir peu de compte des tendances, des instincts, des prédispositions au crime, venant du mauvais équilibre du système nerveux. Ce ne sera pas plus injuste que de ne pas tenir compte d'un mauvais caractère ou d'un mauvais estomac.

En résumé, on ne peut sortir du problème que de cette façon, du moins en l'état actuel des choses. Il faut se placer au point de vue social et diviser les criminels en deux groupes : ceux qui comprennent la peine, pour lesquels la peine produit ses deux effets utiles, l'exemplarité et l'intimidation, et, d'autre part, ceux qui, de par

leur état morbide sont incapables de la comprendre, et qui, par conséquent, seront déclarés irresponsables et seront traités dans des asiles.

Et peut-être, avec ces moyens simultanés de répression et de prévention, parviendrait-on à diminuer, d'une part le nombre toujours croissant des anormaux, et ensuite le nombre des récidives, c'est-à-dire le danger social. Mais là encore, un grave obstacle se présente. Cette solution que je viens d'exposer et à laquelle je me rattache, heurte trop de front les idées admises généralement sur la responsabilité pénale ; l'idée de la responsabilité morale est tellement ancrée dans les esprits, et paraît tellement inséparable de la responsabilité pénale, que pour beaucoup, et je dirais même pour la grande majorité, la solution précédente est une monstruosité, et la dernière des injustices.

De sorte que la dernière conclusion que l'on puisse faire, quoiqu'avec tristesse, c'est que la situation actuelle est loin de changer. Le système admis par la grande majorité est impraticable, et celui qui peut-être sauverait la situation, a trop peu d'adeptes, du moins actuellement, pour pouvoir triompher de sitôt.

Ce problème de la responsabilité atténuée, ou, plus exactement, cette question des anormaux, est donc insoluble pratiquement à l'heure actuelle, et nous terminons en souhaitant que bientôt se fasse une réaction énergique, provoquée enfin par le grossissement continu de cette armée du crime que forment ces arriérés et ces anormaux, alcooliques ou dégénérés.

BIBLIOGRAPHIE

- L. FONSEGRIVE. — Essai sur le libre arbitre.
A. FOUILLÉE. — La liberté et le déterminisme.
G. TARDE. — Etudes pénales et sociales.
G. TARDE. — Philosophie pénale.
G. LANDRY. — La responsabilité pénale.
M. DE FLEURY. — L'âme du criminel.
CH. FÉRÉ. — Dégénérescence et criminalité.
L. PROAL. — Le crime et la peine.
MAUDSLEY. — Le crime et la folie.
FERRI. — Sociologie criminelle.
BERNHEIM. — L'hystérie.
PRINS. — Science pénale et droit positif.
D^r PARAUT. — La raison dans la folie.
D^r THULIÉ. — Le dressage des jeunes dégénérés.
D^r LEGRAIN. — Eléments de médecine mentale.
D^r LEGRAIN. — Alcoolisme de dégénérescence sociale.
D^r GRASSET. — Demi-fous et demi-responsables.
D^r GRASSET. — La responsabilité des criminels.
PACTET et COLIN. — Les aliénés devant la justice.
PACTET et COLIN. — Les aliénés dans les prisons.

D'ALIMENA. — Les limites et les modifications de l'imputabilité.

SALEILLES. — L'individualisation de la peine.

Annales médico-psychologiques.

Revue pénitentiaire.

L'Encéphale.

Journal de psychologie normale et pathologique.

Revue de l'hypnotisme.

Vu bon à imprimer :

Le Président de la thèse,
A. LE POITTEVIN

Vu : *Le Doyen,*
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

CHAPITRE PREMIER

La Théorie

§ 1 ^{er} . — La théorie classique et la responsabilité atté- nuée	13
§ 2. — La théorie utilitaire.....	37
§ 3. — Autres théories de la responsabilité pénale.....	47

CHAPITRE II

La Pratique

§ 1 ^{er} . — Histoire de la responsabilité.....	59
§ 2. — La responsabilité atténuée et la pratique judi- ciaire	106
CONCLUSION	159
BIBLIOGRAPHIE	175

